

Mémoire de Master : Ingénierie
de la formation agricole et rurale

2024-2025

Présenté par Madeleine Tening NDONG

**Analyse de l'offre et de la demande de formation des femmes
agricultrices de la zone de Sokone au Sénégal**

Le 13 novembre 2025

Devant le Jury composé de :

Pr Abdoulaye KEBE	ENSETP-UCAD - Dakar	Président
M. Souleymane SARR	FARSEN - Dakar	Membre
Dr Sylvain Luc AGBANGLANON	ENSETP-UCAD - Dakar	Encadrant
Mme Audrey SIRVENTE	RIFAR - Montpellier	Encadrante



RÉSUMÉ :

Notre étude qui vise à analyser l'offre et la demande de formation des agricultrices de la zone de Sokone est menée dans les communes de Sokone et Toubacouta. Nous avons procédé par des enquêtes par questionnaires auprès de 17 structures de FAR et 169 femmes agricultrices. Des entretiens ont été conduits auprès de 10 groupements de femmes par focus group. Suite à une typologie, 22 femmes ont participé à des entretiens individuels semi-directifs. Cette classification est basée sur le type d'activité agricole, les formations reçues et demandées et les contraintes qui freinent les femmes dans leur processus d'autonomisation. Ainsi, nous avons identifié 4 types d'agricultrices : type 1 (celles qui sont plus actives dans l'agriculture mais peu fréquentes dans la TPA et l'ostréiculture. Elles sont contraintes de problèmes techniques et de manque d'eau mais ont reçu quelques formations), type 2 (celles qui sont principalement dans la production agricole mais pratiquent peu la TPA), type 3 (plus actives dans la TPA) et type 4 (plus dans la production agricole mais y associent l'élevage et l'ostréiculture). Ainsi, nous avons tenu des entretiens semi-directifs avec 5 femmes dans chaque type d'agricultrices à l'exception du type 2 (7 femmes). Les résultats de l'étude ont montré :

Qu'il y a une diversité de structures qui interviennent dans l'accompagnement technique des agricultrices. Cependant, l'ANCAR et Nébéday sont les structures qui offrent plus de formations aux femmes agricultrices de la zone d'étude.

Que l'offre de formation des structures est diversifiée (agriculture, élevage, TPA) et mise à part une structure qui exige des critères tels qu'un âge minimum de 16 ans, un minimum d'étude (CFEE) et un paiement sur ses formations qui s'étalent sur 1 an, les formations sont ouvertes à tout le monde sans exigence d'un quelconque critère.

Que les contraintes qui freinent la capacitation des agricultrices sont : la faible productivité, la non maîtrise des techniques culturales, les problèmes phytosanitaires, le faible niveau d'instruction des femmes, la mévente et le manque de moyen matériel et financier.

Qu'il y a une faible adéquation entre l'offre de formation disponible pour les agricultrices et leur demande réelle de formation en termes de contenus et méthodes pédagogiques.

Qu'il y a une adéquation moyenne entre offre et demande de formation pour les agricultrices en termes de durée et nombre de femmes formées. En effet, les formations proposées aux femmes sont de courtes durées et tenues souvent sur les mêmes thématiques pendant que les femmes ont besoin d'autres modules de formation et des renforcements de capacités sur des durées leur permettant de mieux assimiler les contenus des modules de formation.

Qu'il y a une forte adéquation entre offre et demande de formation pour les agricultrices en termes de lieu de formation et mode de paiement puisque les formations se déroulent souvent dans les villages et sont gratuites (à l'exception de quelques rares formations).

Mots clés : agricultrices, contraintes, demande de formation, groupement de femmes, offre de formation, structure de FAR.

ABSTRACT :

Our study, which aims to analyse the supply and demand for training among women farmers in the Sokone area, is being conducted in the municipalities of Sokone and Toubacouta. We conducted questionnaire surveys of 17 FAR structures, 169 women farmers who are members of 10 groups surveyed by focus group, and 22 women surveyed by semi-structured interview following a typology. This classification is based on the type of agricultural activity, the training received and requested, and the constraints that hinder women in their empowerment process. We have thus identified four types of women farmers: type 1 (those who are more active in agriculture but less frequent in TPA and oyster farming. They are constrained by technical problems and lack of water but have received some training), type 2 (those who are mainly involved in agricultural production but do little TPA), type 3 (more active in TPA) and type 4 (more involved in agricultural production but also engage in livestock farming and oyster farming). We conducted semi-structured interviews with five women in each category of farmers, with the exception of category 2 (seven women). The results of the study showed :

That there is a diversity of structures involved in providing technical support to women farmers. However, ANCAR and Nébéday are the structures that offer the most training to women farmers in the study area.

That the training offered by the structures is diverse (agriculture, livestock farming, TPA) and, apart from one structure that requires criteria such as a minimum age of 16, a minimum level of education (CFEE) and payment for training spread over one year, the training courses are open to everyone without any criteria. The constraints that hinder the empowerment of women farmers are: low productivity, lack of mastery of farming techniques, plant health problems, low level of education among women, poor sales and lack of material and financial resources.

There is a poor match between the training available to women farmers and their actual training needs in terms of content and teaching methods.

There is a moderate match between the training supply and demand for women farmers in terms of duration and number of women trained. The training courses offered to women are short and often cover the same topics, whereas women would like other training modules and capacity building over longer periods to enable them to better assimilate the content of the training modules.

There is a high level of alignment between training supply and demand for women farmers in terms of training location and payment methods, as training courses are often held in villages and are free of charge (with the exception of a few rare courses).

Key words : female farmers, constraints, training demand, women's group, training supply, FAR structure.

REMERCIEMENTS

Ce document, fruit d'un travail soutenu par la contribution de plusieurs personnes, marque la fin de notre formation au Master en Ingénierie de la Formation Agricole et Rurale (MIFAR). Nous tenons à exprimer toute notre reconnaissance et nos remerciements à toutes ces personnes qui ont participé d'une manière ou d'une autre à sa réalisation. Il s'agit :

De l'AFD, du réseau international de la FAR, et des établissements d'enseignement supérieur qui composent le consortium pédagogique : l'Ecole Normale Supérieure d'Enseignement Technique et Professionnelle (ENSETP), l'Ecole Nationale d'Agriculture (ENA), les Instituts Agro de Dijon et de Montpellier, à travers eux, tous les professeurs qui nous ont dispensé les cours durant cette formation.

Du Pr. Abdoulaye Kébé, directeur de l'ENSETP pour les cours délivrés à ladite école et au master MIFAR mais aussi d'avoir accepté de présider la soutenance de ce document.

De Dr Sylvain Luc AGBANGLANON et de Madame Audrey SIRVENTE pour l'encadrement de qualité. Rédiger un mémoire n'est jamais facile, mais chanceuse j'ai été de travailler avec des personnes aussi dynamiques que vous. Malgré vos emplois du temps chargés, vous vous êtes montrés disponibles durant toute la période de la rédaction de ce mémoire. Certes les mots ne suffisent pas pour vous exprimer la fierté que je ressens de vous avoir côtoyé mais recevez à travers ces lignes mes sincères remerciements.

Du Pr Abdou Khadre FALL et de M. Souleymane SARR, je dis un grand merci pour les conseils, les orientations et le soutien que vous m'avez toujours apportés.

De toute ma famille pour le soutien moral et autres.

De M. Sidane NDIAYE pour le soutien technique apporté et les conseils donnés du début jusqu'à la fin de cette formation.

De Mme Ndoye Khady DIAME pour la mise en relation avec le coordonnateur de l'association Nébéday qui lui aussi m'a beaucoup aidé à entrer en contact avec certains acteurs de cette étude.

Des familles DIATTA et MANGA de Sokone et DIANKA de Toubacouta pour l'accueil réservé lors de la collecte des données.

Des mairies de Sokone et Toubacouta pour les données et les contacts mis à notre disposition.

De Mamadou BAKHOUUM et de M. NGOM techniciens agricoles et présidents des coopératives de Dassilamé sérère et Diaglé pour la mise en relation avec les présidentes des groupements des femmes.

De tous les chefs de village et villageois de nous avoir accueilli à bras ouverts chez vous.



Des présidentes de groupements féminins qui sont devenues des mamans. Je vous dis Merci du fond du cœur pour la coordination, la convocation des femmes et la guidance dans le village. A travers vous, je remercie toutes les femmes d'avoir répondu avec intérêt aux rencontres même étant prises de court.

Bref, de toutes les personnes qui ont apporté leur soutien durant cette formation.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS	i
LISTE DES FIGURES	ii
LISTE DES TABLEAUX.....	ii
INTRODUCTION.....	1
1. PROBLÉMATIQUE.....	3
1.1. Contraintes des femmes agricultrices en Afrique	3
1.2. Problématique de l'offre de formation des femmes agricultrices en Afrique	4
1.3. Problématique de la formation des femmes agricultrices au Sénégal.....	5
1.4. Objectifs	8
1.4.1. Objectif général	8
1.4.2. Objectifs spécifiques	8
2. CADRE THÉORIQUE	8
2.1. Le concept “femmes agricultrices”	8
2.1.1. Productrices agricoles/élevages.....	9
2.1.2. Transformatrices de produits agricoles	9
2.1.3. Commerçantes de produits agricoles/halieutiques	9
2.2. Le concept “offre de formation”.....	9
2.2.1. Catégories de formation	10
2.2.1.1. Formation initiale	10
2.2.1.2. Formation continue	10
2.2.1.3. Formation modulaire.....	11
2.2.2. Types de formation	11
2.2.2.1. Formation générale	11
2.2.2.2. Formation professionnelle et technique	11
2.2.3. Caractéristiques de la formation.....	12
2.3. Le concept “demande de formation”	12
2.4. Opérationnalisation des concepts	12
3. MÉTHODOLOGIE	14
3.1. Présentation de la zone d'étude	14
3.2. Présentation des participants de l'étude.....	15
3.2.1. Les structures de FAR	15

3.2.2. Groupements de femmes	16
3.2.3. Les femmes agricultrices	17
3.3. Conception des outils de collecte de données	18
3.4. Collecte des données	18
3.4.1. Les structures de FAR	19
3.4.2. Les groupements de femmes agricultrices	19
3.4.3. Les femmes agricultrices	20
3.5. Echantillonnage.....	20
3.6. Nature des données collectés.....	22
3.7. Méthodologie de traitement des données selon les questions de recherches	23
3.7.1. Caractérisation des structures de FAR	23
3.7.2. Caractérisation de l'offre de formation	24
3.7.3. Détermination des contraintes rencontrées par les femmes dans leur processus de capacitation	24
3.7.4. Adéquation entre offre et demande de formation.....	24
4. RÉSULTATS	25
4.1. Description des données collectées	25
4.1.1. Structure des données	25
4.1.2. Statistiques des données collectée auprès des différents acteurs.....	25
4.1.2.1. Les structures de FAR	25
4.1.2.2. Femmes agricultrices.....	26
4.1.2.3. Groupements de femmes.....	26
4.2. Eléments de réponses aux questions de recherche	26
4.2.1. Caractérisation des structures de formation à vocation agricole et rurale qui offrent des formations aux femmes	26
4.2.1.1. Structures offreuses de formation aux agricultrices.....	27
4.2.1.2. Nature des différentes structures qui offrent des formations aux agricultrices de la zone.....	29
4.2.1.3. Agrément des structures par l'état	30
4.2.1.4. Labellisation des structures.....	30
4.2.2. Caractérisation de l'offre de formation pour les femmes agricultrices.....	31
4.2.2.1. Domaine de formation des structures	31
4.2.2.2. Conditions d'accès aux formations.....	32
4.2.2.3. Modalités des offres de formation.....	35



4.2.3. Contraintes rencontrées par les femmes agricultrices de la zone d'étude en termes de capacitation.....	38
4.2.3.1. Niveau d'instruction des femmes.....	38
4.2.3.2. Rendement des cultures principales	39
4.2.3.3. Contraintes socio-culturelles des agricultrices.....	40
4.2.3.4. Contraintes rencontrées par les femmes agricultrices dans leurs activités agricoles.....	40
4.2.4. Détermination de l'adéquation entre offre et demande de formation des agricultrices	43
4.2.4.1. Demande réelle en formation des agricultrices	43
4.2.4.2. Modalités de la demande réelle de formation des agricultrices	50
4.2.4.3. Comparaison entre contenus de l'offre et contenus de la demande réelle de formation pour les agricultrices	54
4.2.4.4. Comparaison des modalités entre offre et demande réelle de formation pour les agricultrices	60
5. DISCUSSION	61
5.1. L'offre de formation.....	61
5.2. Contraintes rencontrées par les agricultrices dans leur processus de capacitation .	62
5.3. Demande de formation des agricultrices	63
5.4. Adéquation entre offre et demande de formation des agricultrices	64
5.5. Limites de l'étude.....	64
5.6. Propositions pour l'action.....	65
5.6.1. Pour les structures de FAR	65
5.6.2. Pour l'Etat, les autorités locales et les partenaires.....	65
CONCLUSION.....	66
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	67
ANNEXES	73
Annexe 1 : Questionnaire des structures de FAR	73
Annexe 2 : Questionnaire des femmes agricultrices	78
Annexe 3 : Guide d'entretien focus group pour les groupements de femmes agricultrices	87
Annexe 4 : Guides d'entretien semi-directif des différents types d'agricultrices.....	89
Annexe 5 : Transcription des entretiens focus group des groupements de femmes agricultrices	91
Annexe 6 : Transcription des entretiens semi-directifs des différents clusters.....	103
Annexe 7 : Classification hiérarchique ascendante des agricultrices.....	122



Annexe 8 : Dendrogramme issu de la CHD réalisée sur le corpus du discours des groupements de femmes	123
Annexe 9 : Dendrogramme issu de la CHD réalisée sur le corpus des différents types de femmes agricultrices	124

SIGLES ET ABREVIATIONS

AFD : Agence Française de Développement
ANA : Agence Nationale de l'Aquaculture
ANCAR : Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural
ANPDI : Association Nationale des Programmes de Développement Intégré
ANSO.RGPH : Agence Nationale de la Statistique et du Développement. Recensement Général de la Population et de l'Habitat
APIL : Association pour la promotion des Initiatives Locales
BFEM : Brevet de Fin d'Études Moyen
CFEE : Certificat de Fin d'Étude Élémentaire
CGIAR : Consultative Group On International Agricultural Research (réseau mondial de centres de recherche agricole)
CHD : Classification Hiérarchique Descendante
CONAF : Comité National pour l'Alphabétisation et la Formation
CORDID : Coopérative Rural pour le Développement Inclusif de l'arrondissement de Djilor
CPA : Commercialisation de Produits Agricoles
FAO : Food and Organisation of Agriculture
FAR : Formation Agricole et Rurale
FCFA : Franc de la Communauté Financière Africaine
GERAD : Groupe d'Etude de Recherche et d'Appui au Développement
GEMS : Gender Equality and Women's Empowerment Strengthening
GIE : Groupement d'Intérêt Économique
GTP/ANACIM : Groupe de Travail Pluridisciplinaire/Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie
ha : hectare
ICD : Ingénieurs et Coopérants du Développement
IPN : Institut de Promotion Nationale
ISRA : Institut Sénégalais de Recherches Agricoles
ITA : Institut de Technologie Alimentaire
Km2 : Kilomètre carré
LIEPP : Laboratory for Interdisciplinary Evaluation of Public Policies
MIFAR : Master en Ingénierie de la Formation Agricole et Rurale
ONG : Organisation Non Gouvernementale
PARIIS : Projet d'Appui Régional à l'Initiative pour l'Irrigation au Sahel
PDC : Plan de Développement Communal
PDIS : Projet de Développement Inclusif et Durable de l'Agribusiness au Sénégal
PJS : Programme Jeunesse et Stabilisation
PACAS : Projet d'Appui à la Compétitivité de l'Anacarde Sénégalaise
PIB : Produit Intérieur Brut
PRODAC : Programme des Domaines Agricoles Communautaires
PROVAL-CV : Projet de Valorisation des Eaux pour le développement des Chaînes de Valeurs
PUMA : Projet d'Urgence de Modernisation des Axes et Territoires Frontaliers
QHSS : Qualité, Hygiène, Sécurité et Santé
RDC : République Démocratique du Congo
SDDR : Service Départemental du Développement Rural
TPA : Transformation des Produits Agricoles

LISTE DES FIGURES

- Figure 1 : Localisation du bassin arachidier Source : (Dartialh, 2000)
- Figure 2 : Nombre de femmes formées par structure sur l'ensemble des formations délivrées
- Figure 3 : Analyse de similitudes du corpus du discours des groupements de femmes
- Figure 4 : Nature des différentes structures qui délivrent des formations aux femmes
- Figure 5 : Labellisation des structures qui délivrent des formations aux femmes par l'Etat
- Figure 6 : Domaines de formation des structures qui délivrent des formations aux femmes
- Figure 7 : Répartition des structures selon l'exigence d'un âge minimum pour accéder aux formations
- Figure 8 : Répartition des structures selon l'exigence d'un paiement pour accéder aux formations
- Figure 9 : Répartition des structures selon l'exigence d'un niveau d'étude pour accéder aux formations
- Figure 10 : Cible des offres de formation
- Figure 11 : Comparaison de la durée des formations selon les structures et les femmes
- Figure 12 : Comparaison des langues utilisées dans les formations selon les structures et les femmes
- Figure 13 : Comparaison des méthodes utilisées pour dispenser les cours selon les structures et les femmes
- Figure 14 : Niveau d'instruction des femmes agricultrices
- Figure 15 : Rendements des agricultrices sur leurs cultures principales
- Figure 16 : Répartition des femmes agricultrices selon l'autorisation de participer aux formations
- Figure 17 : Principales contraintes rencontrées par les agricultrices dans les métiers agricoles

LISTE DES TABLEAUX

- Tableau 1 : Variables et indicateurs liés aux concepts
- Tableau 2 : Echantillonnage
- Tableau 3 : Statistique des mots caractéristiques des méthodes utilisées par les structures de formation
- Tableau 4 : Description du rendement des agricultrices
- Tableau 5 : Analyse de la demande réelle en formation des agricultrices
- Tableau 6 : Modalités de la demande réelle de formation pour les agricultrices
- Tableau 7 : Comparaison entre contenus de l'offre de formation effective et contenus de la demande réelle de formation des agricultrices

INTRODUCTION

L'agriculture est un pilier incontournable du développement économique des pays en voie de développement, plus particulièrement au Sénégal où elle représente une source d'emplois et de revenus pour les ménages et participe activement à l'augmentation du PIB national. En effet, une augmentation de 1% de la production agricole, augmente le PIB de 0,26% dans le court terme tandis que dans le long terme, cet effet s'élève à 0,55% (Dia et al., 2022). L'agriculture participe au développement économique du pays à travers l'alimentation diminuant ainsi les importations, le chômage par l'emploi et l'auto-emploi favorisant ainsi le développement industriel par la fourniture de matières premières aux industries. Ainsi, depuis 1984, date indiquant la première politique agricole sénégalaise qui fut concentrée sur l'ajustement structurel, plusieurs politiques mettant l'agriculture au cœur du développement économique du pays ont vu le jour. L'année 2000 marque la fin de cette première phase de politiques agricoles et le début de l'alternance politique qui se poursuivra jusqu'à l'an 2012 avec des politiques qui visent la modernisation du secteur agricole et l'autosuffisance alimentaire (Oya & Ba, 2013). Dans le secteur agricole sénégalais, les femmes constituent de plus en plus une part significative de la main-d'œuvre (Diongue, 2022) où elles représentent près de 70% et assurent 80% de la production alimentaire nationale (Ventaloro, 2025). Elles jouent un rôle important en effectuant diverses tâches allant de la production en passant par la transformation jusqu'à la commercialisation. Malgré leur implication dans les différents maillons de la chaîne de valeur agricole, elles rencontrent certaines difficultés liées au genre dont l'accès limité au foncier, aux services financiers et techniques mais aussi l'accès à des formations de qualités adaptées à leurs besoins. En effet, au Sénégal, les services d'accompagnement technique et financier sont insuffisants et plus orientés vers les hommes. Dans le bassin arachidier, principale zone de production de cultures vivrières au Sénégal, les femmes jouent un rôle crucial dans la sécurité alimentaire à travers la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles (Dia et al., 2024). Dans la zone de Sokone située dans cette zone agro-écologique du Sénégal, les femmes sont également très actives dans ces activités, en plus de la transformation et la commercialisation des produits halieutiques. Ces activités sont réalisées en individuel mais surtout en groupement pour mieux valoriser l'activité. Elles contribuent activement à la lutte contre l'insécurité alimentaire et améliorent les revenus familiaux et le développement économique de la zone. Cependant, on note un manque de compétences chez les agricultrices de la zone de Sokone qui contribue à leur faible productivité agricole. Pour que l'agriculture féminine se développe, un accompagnement technique doit être fourni à ces dernières à travers une offre de formation qui répond réellement à la demande des femmes en termes de compétences mais aussi aux réalités socio-économiques et culturelles de leur localité. Dans ce sens, il devient nécessaire de faire une étude croisée entre l'offre de formation (dispositifs, compétences, accès...) disponible dans la zone d'étude et la demande réelle de formation des agricultrices de la zone (compétences manquantes, méthodes d'apprentissages, domaines...). Ce type d'étude aiderait à déterminer les écarts qui existent entre l'offre et la demande de formation des agricultrices et les difficultés que ces dernières rencontrent pour atteindre leur autonomisation. Ainsi, des pistes d'amélioration seraient proposées pour une meilleure structuration de l'offre de formation (en termes de pertinence,

d'efficacité et d'inclusivité) afin qu'elle réponde à la demande réelle des agricultrices et soit en adéquation avec les réalités socioculturelles de leur milieu de vie. Une telle étude permettrait aussi de déterminer les freins à l'autonomisation des femmes agricultrices. C'est dans ce sens que s'inscrit ce mémoire qui porte sur l'analyse de l'offre et de la demande de formation des femmes agricultrices de la zone de Sokone. Il vise à caractériser les structures de formation à vocation agricole et rurale qui offrent des formations aux femmes agricultrices dans la zone d'étude, les offres de formation agricoles et rurales pour les femmes agricultrices, les défis que rencontrent les femmes agricultrices dans la zone en termes de capacitation en vue de déterminer la demande réelle de formation pour les agricultrices et par conséquent, l'adéquation entre l'offre et la demande de formation de ces femmes. Pour cela, les structures qui offrent des formations agricoles aux femmes agricultrices dans la zone de Sokone ont été répertoriées suite aux différents entretiens avec les femmes. Ces entretiens sont constitués d'enquêtes de terrain auprès des femmes agricultrices mais aussi des groupements de femmes à vocation agricole. L'objectif final est de formuler des recommandations pour la mise en place de dispositifs de formation pérennes et inclusifs qui répondent à la demande réelle des femmes agricultrices en milieu rural en tenant en compte les réalités économiques, culturelles et sociales du monde rural. Pour mieux cerner cette étude, le présent document est organisé en 06 chapitres :

- La problématique qui décrit le contexte dans lequel s'inscrit notre étude ;
- Le cadrage théorique qui définit les contextes théoriques, institutionnels et sectoriels de l'étude ;
- La méthodologie de recherche qui décrit les méthodes et approches adoptées durant tout le processus de recherche ;
- Les résultats qui sont issus de cette étude ;
- La discussion des résultats issus de l'étude et les propositions formulées ;
- La conclusion.

1. PROBLÉMATIQUE

1.1. Contraintes des femmes agricultrices en Afrique

Partout dans le monde, les femmes rurales participent aux travaux agricoles et assurent plus de 50% de la production alimentaire mondiale (Nuila & Claey, 2020).

Dans la plupart des pays en voie de développement, la majeure partie de la population vit en milieu rural où elle gagne sa vie principalement grâce à l'agriculture (Djoumessi, 2020). L'agriculture est souvent la principale activité de survie (alimentation) et de génération de revenus en milieu rural. Elle participe à une hauteur de plus du quart du PIB de nombreux pays d'Afrique subsaharienne (Djoumessi, 2020).

Le rôle de la femme dans l'agriculture en Afrique comme ailleurs n'est plus à démontrer. En effet, les femmes africaines ont toujours été actives dans la chaîne de valeur agricole. En Afrique subsaharienne, elles représentent 52% de la population agricole (Sakho-Jimbira & Hathie, 2020), près de 2/3 de la main d'œuvre utilisée dans l'agriculture (Nikiema & Kponou, 2021) et 90% des activités de transformations des produits agricoles (FAO, 2023). A l'instar du maraîchage que les femmes ont toujours pratiqué, les activités agricoles représentent une part significative des activités lucratives des femmes surtout celles vivant en milieu rural. Le maraîchage tout comme les autres filières constituant la chaîne de valeur agricole deviennent de plus en plus des activités professionnelles et bon nombre de femmes y gagnent leur vie (Guindo et al., 2024). De ce fait, en Afrique, il est presque impossible de parler d'agriculture sans mentionner les femmes. Cependant, ces dernières font face à d'énormes difficultés liées au genre dans leurs activités agricoles. En réalité, l'autonomisation des femmes plus particulièrement celle des agricultrices est mal prise en compte en Afrique et ces dernières rencontrent certaines difficultés qui ralentissent le développement de leurs activités. Ainsi, une des préoccupations majeures des femmes africaines et plus particulièrement les agricultrices est l'égalité des chances en termes de considération de leurs efforts mais surtout à l'accès à tous types de ressources (Kouousseu & Mafotsing, 2021). En effet, de nombreuses études ont montré que la productivité agricole des femmes est inférieure à celle des hommes à cause de nombreuses raisons liées notamment à l'inégalité à l'accès aux ressources et à l'éducation (Sexsmith, 2019 ; GERAD, 2020 ; Buehren, 2023; Hedhili, 2024). En Afrique subsaharienne, les femmes sont désavantagées dans l'accès aux crédits, autres services financiers et au foncier (Mamboundou, 2020). L'accès aux financements est très contraignant pour les femmes évoluant dans l'agriculture (Nchanji, 2024). En effet, les banques et autres services financiers préfèrent travailler avec les hommes plutôt qu'avec les femmes. Au Burkina Faso par exemple, les femmes sont défavorisées dans les financements et exclues des systèmes de financement classiques contrairement aux hommes dont les financements sont 3,5 fois plus importants (Akouwerabou, 2020). De ce fait, les femmes agricultrices africaines ont tendance à s'auto-exclure des systèmes de financement (Ky et al., 2021) en plus des préjugés envers les femmes entrepreneures, des démarches compliquées pour l'obtention des prêts bancaires, de la durée de remboursement trop courte et des taux d'intérêt élevés (Yattara, 2022).

En matière de mécanisation de l'agriculture, les femmes restent des oubliées du système (Diomande, 2024) . En réalité, certaines croyances font que certains peuples pensent que la femme n'a pas le droit de posséder certains biens ou une certaine somme d'argent. De ce fait, la mécanisation de l'agriculture est plus orientée vers les hommes (Justice et al., 2023).

Pourtant la mécanisation de l'agriculture chez les femmes semble une priorité du moment où en dehors des activités agricoles, les femmes sont souvent chargées des tâches ménagères. L'ensemble des travaux agricoles conjugué aux tâches ménagères et au temps consacré à la vie familiale et sociale constitue un frein non négligeable aux activités agricoles des femmes. Il urge alors de penser à la mécanisation de l'agriculture des femmes puisque les effets positifs de la mécanisation sur l'agriculture surtout féminine ont été démontrés (Aune et al., 2020 ; Brudevold-Newman et al., 2023). En effet, la traction animale et l'utilisation de tracteurs dans des exploitations au Mali et Soudan et l'octroi d'une paire de bœufs de traction à 2546 agriculteurs ivoiriens a donné des résultats positifs sur les rendements, la superficie cultivée et les quantités d'intrants complémentaires lors de la campagne hivernale suivante. L'auteur de cette étude stipule qu'une même action menée dans des exploitations agricoles dirigées par des femmes pourrait aboutir aux mêmes résultats et aiderait ces femmes à accroître leur productivité car la mécanisation de l'agriculture diminue considérablement les charges de travail des femmes (de la Rivière, 2025). Des études menées en RDC et au Rwanda par Ciza (2023) ont montré que 91,5% des femmes voulant quitter l'agriculture sont découragées par la pénibilité du travail dans les exploitations agricoles. Ainsi, ces femmes préfèrent abandonner l'agriculture et se lancer dans d'autres activités qu'elles jugent plus économiques. La mécanisation de l'agriculture permettrait à ces femmes de réduire les charges de travail et constituerait un moyen de les maintenir dans le secteur.

Outre le problème de la mécanisation, l'accès de la femme à la terre contrairement aux hommes est rendu difficile à cause des réalités socio-culturelles ou religieuses qui prévalent dans certaines régions d'Afrique. Les sociétés dans leurs systèmes de filiation (patrilinéaire/matrilineaire), transmettent souvent les propriétés foncières aux hommes en vue de garder la propriété dans le lignage d'origine (Adayé, 2023) . En Afrique subsaharienne, moins de 10% des femmes sont propriétaires de titres fonciers (Zoma et al., 2022). Dans certains pays d'Afrique, les pourcentages sont encore en dessous du pourcentage continental : 8% au Cameroun (Ndam et al., 2023), 4,2% dans la vallée du fleuve Sénégal (Wague, 2020) et 1% sur le plateau Adja à l'ouest du Bénin (Dossoumou et al., 2022) et l'achat de la terre par une femme demande parfois l'accord du mari ou l'intervention d'un homme (Radji, 2022). Toutefois, les agricultrices ont de petits espaces qui ne dépassent généralement pas 0,5 hectare sous prétexte que les femmes n'ont pas assez de force pour exploiter de grands espaces. Ces espaces sont souvent affectés par le chef de famille. Ne possédant pas la propriété entière, ces femmes n'ont presque pas de décision à prendre concernant l'exploitation de l'espace mais souvent c'est le mari qui décide des cultures qui seront mises en place et de la manière d'utiliser les revenus gagnés (Kouassi & Assah, 2024). En plus des problèmes d'accès au foncier et de la non mécanisation de l'agriculture, la plupart des difficultés rencontrées par les femmes dans l'agriculture sont causées par le faible taux de scolarisation des femmes africaines. En effet, l'analphabétisme est la principale cause de pauvreté chez les femmes africaines notamment celle des agricultrices (N. Noor & Faisal, 2020 ; Diomande, 2024). Il constitue un frein à l'accès à la formation professionnelle, aux financements, à la gestion des revenus, à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles. Le manque de compétences des femmes agricultrices est une problématique qui mérite une profonde réflexion afin de déterminer les causes et d'en trouver des solutions.

1.2. Problématique de l'offre de formation des femmes agricultrices en Afrique

En Afrique de l'ouest, l'offre de conseil agricole et de vulgarisation ne répond ni aux besoins quantitatifs (environ un conseiller pour 1000 producteurs/trices) ni qualitatifs des producteurs et pire chez les productrices (Rigourd & Djamen, 2022). Ce qui conduit souvent à des différences de rendements entre les exploitations dirigées par des femmes et celles dirigées par des hommes. Ces écarts de rendements sont influencés par les différences de niveau de qualifications et de diplôme d'une part et la discrimination d'autre part (Nchanji et al., 2022). La problématique de la gestion des écarts de rendements est alors à prendre en compte pour une bonne autonomisation des femmes agricultrices. L'étude de Donakpo et al. (2020) à Ferké en Côte d'Ivoire montre que la majorité des femmes s'activant dans le domaine de l'agriculture sont analphabètes et par conséquent n'ont reçu aucune formation dans ce domaine. Pourtant, les femmes désirent se former formellement (Baldé & DeGraff, 2025). Cependant, dans certains contextes socio-culturels, la femme a besoin de l'autorisation du mari pour participer aux formations (Jessica et al., 2020) alors que cette autorisation n'est pas toujours accordée par le chef de famille qui croit perdre son autorité sur la femme quand cette dernière sera autonome. Tandis qu'une formation reçue dans le domaine de l'agriculture et de l'entrepreneuriat pourrait impacter positivement les résultats agricoles (Mwolo & Espinosa, 2024), les services de vulgarisation sont plus orientés vers les hommes (Correze, 2025). Au Burkina Faso, selon Bougma et al. (2021), les ménages dirigés par des femmes ne bénéficient que rarement de formation, services de vulgarisation agricole et de crédit. Ainsi, on assiste à une faible productivité de ces dernières comparées aux hommes.

Au Niger, seulement 5% des services de vulgarisation agricole sont orientés vers les femmes et 15% des agents de vulgarisation sont des femmes (Kimba et al., 2024). Le manque de qualification des femmes dans l'agriculture fait que ces dernières sont exploitées dans les grandes exploitations où elles effectuent de pénibles travaux à des salaires très bas (Yattara, 2022). L'agriculture étant un domaine de pratiques, certaines femmes ayant beaucoup d'années d'expériences dans les exploitations agricoles maîtrisent parfaitement les opérations culturelles. Néanmoins, faute de diplôme et/ou attestation, elles n'arrivent toujours pas à être rémunérées à la hauteur de leurs compétences.

1.3. Problématique de la formation des femmes agricultrices au Sénégal

Au Sénégal, 909 638 ménages pratiquent l'agriculture, la majorité (67,7 %) résidant en milieu rural ANSD.RGPH-5 (2023). Le pourcentage de femmes dans la population a tourné autour de 50% selon les derniers recensements, atteignant 51,4 % en 1988, puis diminuant pour s'établir à 49,4 % en 2023. Dans la population féminine, 57% sont sans instruction contre 53% pour les hommes, soit un indice de parité de 108 femmes pour 100 hommes au niveau national. Le taux d'activité des 15-64 ans qui est de 52,2% au niveau national, est plus faible chez les femmes (42,5%) selon ANSD.RGPH-5 (2023). Au plan national, des initiatives, politiques et programmes sont exécutés pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Il s'agit, entre autres, du Plan Sénégal Émergent (PSE) qui englobe en son sein des programmes visant à promouvoir l'inclusion économique des femmes ; de la Stratégie nationale pour l'Egalité et l'Equité de Genre (SNEEG) adoptée en 2005, révisée en 2016 et étendue à l'horizon 2026 ; du Programme d'Appui aux Initiatives de Solidarité et de Développement (PAISD) lancé en 2003 et de la Stratégie nationale de Promotion de l'Entrepreneuriat Féminin (SNPEF) adoptée en 2016. Malheureusement, la réduction des disparités entre hommes et femmes sur le marché du travail visées par le PSE a échoué et le taux d'emploi des hommes était presque doublement supérieur à celui des femmes (63%

contre 37%) (Sall & Cabral, 2021). Ainsi, il est en train d'être remplacé par le projet « Sénégal 2050 : Agenda National de Transformation ». Les orientations des politiques publiques actuelles sont centrées sur la transformation systémique du Sénégal. Cette vision d'un Sénégal prospère, juste et souverain est matérialisé par le référentiel « Sénégal 2050 : Agenda National de Transformation » qui propose une série de réformes économiques, sociales et institutionnelles autour des axes stratégiques de transformation que sont (1) Gouvernance et engagement panafricain, (2) aménagement et développement durable du territoire (autour de huit grands pôles-territoires), (3) Capital humain et justice sociale et (4) économie compétitive et création d'emplois. La dernière enquête nationale menée par l'équipe de l'ANSD au cours du quatrième semestre par Diouf et al., (2025) montre que le chômage est plus accentué en milieu rural avec 42,2% contre 35,8% en milieu urbain. En outre, le taux d'emploi est deux fois plus élevé chez les hommes (53,7%) que chez les femmes (26,2%). Au Sénégal, selon l'étude de Hathie (2014), le nombre de jeunes travailleurs qui intègrent le marché de l'emploi chaque année (10% de la tranche d'âge des 15-24 ans) est estimé à 269 000 personnes dont 52 % de jeunes femmes. Une estimation qui pourrait atteindre 376 000 en 2025 et 411 000 en 2030. Cependant, il n'y a qu'un taux de 31 % d'insertion, sachant que l'âge médian au Sénégal est de 18 ans.

Tous les plans de développement mettent en avant la valorisation locale des produits bruts agricoles de la fourche à la fourchette et cela impose du personnel local qualifié en nombre. Il s'agit donc de mieux connaître l'offre existante au Sénégal dans le domaine de la formation agricole et rurale (FAR) en vue d'actualiser la stratégie et le pilotage de la FAR en prenant en compte la place et le rôle des femmes agricultrices.

Au regard des opportunités offertes par l'agriculture pour assurer l'autosuffisance et la sécurité alimentaire ainsi que sa contribution pour l'insertion des jeunes hommes et femmes, l'Etat et tous les acteurs d'insertion s'y investissent pleinement depuis plusieurs décennies. A ce jour, de multiples initiatives sont réalisées par l'Etat du Sénégal et plusieurs partenaires au développement ainsi que des organisations paysannes à travers des interventions généralement dispersées. Mais la problématique de l'emploi des jeunes et particulièrement des femmes surtout en milieu rural demeure entière. En effet, plusieurs obstacles freinent encore l'insertion et l'installation durable des femmes dans ces secteurs.

L'agriculture au sens large présente de réelles opportunités d'emplois rémunérateurs pour les femmes comme le souligne l'agenda de transformation systémique au Sénégal. Cependant, les femmes en quête d'emplois dans les activités Agro-sylvo-pastorale et Halieutique éprouvent d'énormes difficultés à trouver du travail du fait de l'inadéquation entre l'offre de formation, la demande de formation, la demande de compétence du milieu professionnel, la faiblesse du tissu économique et la demande d'emplois (Coulibaly, 2023 ; Waly et al., 2023). C'est ainsi que plusieurs organisations de développement (projets, programmes, agences, ONG, organisations professionnelles agricoles...) mettent en œuvre différentes initiatives destinées à favoriser la création d'emplois au Sénégal.

A partir des années 2000, le nouveau contexte politique a permis la mise en place de stratégies pour redéfinir les enjeux et les défis de l'agriculture sénégalaise. C'est ainsi que la formation agricole et rurale est redevenue une composante essentielle de la politique de développement agro sylvo pastorale. A ce titre, elle s'inscrit pleinement dans le cadre de la loi d'orientation Agro Sylvo pastorale promulguée le 4 juin 2004 (loi N°2004-16 du 4 Juin 2004). Ainsi, cette loi fait de l'éducation, l'alphabétisation et la formation des leviers stratégiques pour la modernisation de l'agriculture surtout familiale. Également, le droit à la formation initiale et continue est reconnu aux personnes exerçant les métiers de l'agriculture et à tous

les acteurs ruraux qui doivent bénéficier à ce titre d'une formation générale, technique et professionnelle dans les métiers de l'agriculture, de la sylviculture et de l'élevage soutenue par l'Etat.

Au Sénégal, il y a une grande diversité au niveau des structures de formation agricole qui vont du centre de formation destiné aux producteurs agricoles aux structures de l'enseignement supérieur et plus particulièrement les universités. L'offre de formation est publique et privée. Le Sénégal est en train de former des femmes agricultrices qui doivent être les moteurs de la transformation des exploitations agricoles familiales. Ces femmes qui sont identifiées et choisies à travers des critères précis sont renforcées et incubées avant de recevoir un financement qui doit leur permettre d'accroître leur production et productivité. Ainsi, à l'instar de l'Association Sénégalaise des Producteurs de Semences Paysannes (ASPSP) qui aide les femmes à construire de solides connaissances agricoles, améliorer leur autonomie et développer des compétences en agroécologie, des programmes, projets et ONG entrent dans le jeu en apportant un soutien technique aux femmes évoluant dans l'agriculture (Diongue, 2022). Pourtant, on assiste toujours à un déficit de compétences chez les femmes sénégalaises évoluant dans le secteur de l'agriculture (Baldé & DeGraff, 2025).

Dans le bassin arachidier, principale zone de production de cultures vivrières au Sénégal, les femmes jouent un rôle essentiel dans la construction d'une sécurité alimentaire à travers la chaîne de valeur agricole (Dia et al., 2024). Ainsi, malgré le fait que le système de la zone est patriarcal, les femmes sont considérées souvent comme le pilier de leur famille et de la société, ce qui fait que leurs droits ne sont pas bafoués (Dia et al., 2024). La zone de Sokone située dans cette région agroécologique du Sénégal et plus particulièrement dans les îles du Sine-Saloum, a de fortes potentialités agricoles et halieutiques. Contrairement à certaines régions d'Afrique où des croyances socio-culturelles ou religieuses limitent la femme, à Sokone, ces croyances ne sont presque plus d'actualité (Sene & Gning, 2024). Ainsi, le rôle de ces femmes dans leur famille et leur société est bien reconnu et ces dernières sont libres dans leurs activités agricoles. De ce fait, l'accès au foncier et aux ressources contrairement à certaines zones, ne pose pas problème à ces femmes si toutefois elles ont les moyens de s'en procurer. Selon les mêmes auteurs, on note la disponibilité de structures de formation agricole et rurale dans la zone de Sokone. Pourtant, on note des lenteurs dans le processus de développement agricole des femmes sokonoises à cause d'un manque de compétences (Guindani et al., 2019). Ainsi, pour la transformation des huîtres, la majeure partie des femmes utilisent des techniques traditionnelles héritées de leurs parents (Drago et al., 2023).

Ainsi, la question centrale qui se pose est la suivante : **Comment l'offre de formation s'adapte-t-elle à la demande de formation des femmes agricultrices de la zone de Sokone ?** Plusieurs questions se posent dans cette problématique de formation des femmes agricultrices (question centrale) :

- Quelles sont les structures de formation à vocation agricole et rurale qui offrent des formations aux femmes agricultrices dans la zone d'étude ?
- Quelles sont les offres de formation agricoles et rurales pour les femmes agricultrices ?
- Quels sont les défis que rencontrent les femmes qui se sont installées en agriculture dans la zone en termes de capacitation ?
- Existe-t-il une adéquation entre l'offre et la demande de formation des femmes agricultrices ?

C'est dans ce cadre que s'inscrit cette étude qui vise à répondre à toutes ces questions.

1.4. Objectifs

1.4.1. Objectif général

L'étude vise à contribuer à la connaissance des différents facteurs qui déterminent l'offre et la demande de formation agricole et rurale au Sénégal et particulièrement pour les femmes agricultrices.

1.4.2. Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques découlant de l'objectif général sont les suivants :

- Caractériser les différentes structures de formation agricole et rurale de la zone d'étude qui offrent des formations aux femmes agricultrices ;
- Caractériser l'offre de formation des femmes agricultrices ;
- Analyser les défis que rencontrent les femmes agricultrices dans leur processus de capacitation ;
- Mesurer les écarts entre l'offre et la demande de formation agricole et rurale envers les femmes agricultrices.

2. CADRE THÉORIQUE

Cette partie a pour objectif de définir les contextes théoriques, institutionnels et sectoriels dans lesquels s'inscrit notre étude. Nous chercherons d'abord à expliquer le cadre théorique de la notion « femmes agricultrices ». Comme tout métier, la réussite des activités agricoles dépend largement des compétences détenues par les agriculteurs. Ces compétences sont transmises par les structures d'accompagnement technique. Au Sénégal, il existe une large gamme d'établissements de FAR allant du centre de formation aux universités en passant par les lycées techniques. En dehors de ces établissements, il existe des projets et programmes évoluant dans la formation agricole et rurale. Néanmoins, toutes ces structures ne s'inscrivent pas dans une même dynamique en termes d'offre de formation. Alors nous chercherons à définir les différentes catégories et types de formation existants au Sénégal. En d'autres termes, dans cette partie dédiée à l'offre de formation, nous expliquerons comment est construite l'offre de formation au Sénégal. Cependant, quelles que soient les différences existantes dans la construction des offres de formation, les structures de FAR doivent répondre à la demande en formation des populations et celle du marché du travail pour faciliter l'insertion post formation. Ainsi, dans une dernière partie, nous aborderons un point qui traitera du cadre théorique de cette « demande de formation ».

2.1. Le concept “femmes agricultrices”

La notion « femmes agricultrices » désigne toutes les femmes s'activant dans la chaîne de valeur agricole. La chaîne de valeur est définie comme une gamme complète d'activités qui sont nécessaires pour amener un produit ou un service dès la conception, à travers les différentes phases de la production à la livraison aux consommateurs finaux et l'élimination finale après utilisation (Kaplinsky et al., 2002). Dans son ouvrage intitulé « Competitive Advantage Creating and Sustaining Superior Performance », Porter (1985) vulgarise la chaîne de valeur qu'il conçoit comme la promotion de la compétitivité des entreprises et

l'appréhension du processus de production de manière plus large et plus systématique. Partant de ces définitions, on peut déduire que la chaîne de valeur agricole est constituée par les activités allant de la production agricole et d'élevage à leur commercialisation, en passant par la transformation des produits agricoles, d'élevages et halieutiques.

2.1.1. Productrices agricoles/élevages

Les femmes agricultrices s'activant dans la production agricole/d'élevage font comme activités : la production horticole et l'élevage de toutes sortes d'animaux. L'horticulture est cette branche de l'agriculture qui concerne la culture de toutes les plantes cultivées pour l'alimentation, l'ornement ou la médecine. Les plantes cultivées pour l'alimentation appartiennent à deux branches différentes de l'horticulture : le maraîchage et la production de grandes cultures, les plantes aromatiques et l'arboriculture. Le maraîchage concerne la production de légumes alors que l'arboriculture concerne la production de fruits. L'ensemble des cultures vivrières (mil, maïs, niébé...) constituent les grandes cultures en agriculture. A côté de ces plantes, il y a les plantes ornementales et médicinales. La production d'élevage quant à elle, concerne l'élevage des animaux domestiques mais aussi l'apiculture (élevage d'abeilles) et la pisciculture (élevage de poissons). Cette activité de production (agricole ou d'élevage) des femmes est soit réalisée au sein de la concession soit en dehors de celle-ci, dans une exploitation, en groupement ou en solo. L'exploitation peut appartenir à la femme constituant peut-être une entreprise formelle ou informelle. La femme peut être en location ou en prêt pour exercer ce métier de productrices agricoles ou d'élevage.

2.1.2. Transformatrices de produits agricoles

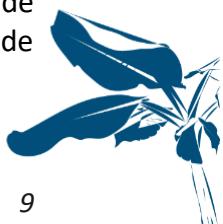
Sur le continent, les femmes occupent une place centrale dans l'agriculture notamment dans la transformation et la commercialisation des produits agro-alimentaires (Fall & Jacquemot, 2023). Les agricultrices transformatrices de produits agricoles sont celles qui sont spécialisées dans la transformation des produits horticoles, d'élevages et halieutiques. En effet, la transformation des produits agricoles est un autre moyen de conserver les produits agricoles.

2.1.3. Commerçantes de produits agricoles/halieutiques

L'agriculture qui autrefois était une activité sans considération et uniquement liée à la production alimentaire familiale devient de plus en plus une activité économique et beaucoup de personnes commencent à y investir créant ainsi une entreprise (Guindo et al., 2024). La commercialisation des produits agricoles fait partie intégrante de la chaîne de valeur agricole où bon nombre de femmes s'activent. Cette activité de commercialisation touche presque tous les produits agricoles et d'élevage : céréales, légumineuses, fruits et légumes, bruts ou transformés.

2.2. Le concept “offre de formation”

La formation peut être définie comme un moyen permettant à une personne ou un groupe de personnes d'offrir les moyens nécessaires pour acquérir des connaissances dans un métier et un contexte donnés (Belbey & Kaci, 2020). Selon Kergoat (2007) la formation est l'action de dispenser et d'évaluer l'ensemble des enseignements techniques et professionnels. L'offre de



formation est alors l'ensemble des dispositifs de formation disponibles dans une localité donnée. Aboshnaf (2019) dans sa thèse, stipule : pour comprendre les critères d'une offre de formation, il est essentiel de définir les différentes catégories et types de formations de cette formation. L'agriculture chez les jeunes est fortement influencée par l'expertise du jeune, de l'aide apportée par l'État en matériel, de l'accompagnement apporté par les ONG, la zone géographique d'exercice et du capital de démarrage (AIFA, 2022) d'où l'importance d'une offre de formation adéquate.

A cela, Danhoegbe et al. (2023)

ajoutent que les conditions d'admission des apprenants dans les structures de FAR, le niveau d'étude requis pour suivre la formation, la gestion du temps, la planification des activités pédagogiques et de production, l'expertise des formateurs et des enseignants, la réputation du centre pendant la formation et le nombre d'années de la structure dans la formation ont un impact sur la réussite de l'activité post formation des apprenants. Cela s'explique d'une part par le fait que d'année en année, la structure corrige les erreurs et adapte son offre de formation aux réalités agricoles de sa zone d'intervention.

2.2.1. Catégories de formation

Par catégories de formation, on entend les formations continues, initiales ou modulaires.

2.2.1.1. Formation initiale

La formation initiale se déroule au lycée ou à l'université où l'apprenant suit un cursus qui s'étale sur des années pour obtenir des connaissances théoriques et pratiques dans un domaine de son choix. Selon Jobert (2016), elle transmet et certifie des savoirs et savoir-faire jugés au mieux, prédictifs des compétences qui seront nécessairement mobilisées dans l'exercice d'un métier. Dans ce même sillage, dans la Loi n° 2015-01 du 6 janvier portant loi d'orientation de la formation professionnelle et technique (2015) au Sénégal, elle est définie comme étant l'acquisition de compétences nécessaires à l'exercice d'un métier. La fin de la formation est à chaque fois exclue par un diplôme de fin d'études.

2.2.1.2. Formation continue

La formation continue quant à elle, concerne les personnes ayant déjà des compétences dans le domaine que concerne la formation ou désirant une requalification professionnelle. Selon Allaert (2010), la formation continue concerne les personnes déjà intégrées dans le domaine et détenant déjà un ou plusieurs diplômes dans un domaine quelconque. Selon la Loi n° 2015-01 du 6 janvier portant loi d'orientation de la formation professionnelle et technique (2015), l'Etat du Sénégal la définit comme un processus d'acquisition de nouvelles compétences ou de nouveaux éléments de compétences associés au métier ou à la profession que la personne concernée exerce déjà. La formation continue autrement appelée formation tout au long de la vie est une activité d'apprentissage menée au cours de la vie dans le but d'améliorer ses connaissances, ses qualifications et ses compétences dans une perspective citoyenne, sociale, personnelle ou en vue d'un emploi (Tagounits & Ikene, 2017). Partant de ces définitions, on peut déduire que la formation continue a pour but de renforcer les capacités de ces personnes, s'étale sur une courte durée et permet une mise à jour des connaissances dans un monde d'innovations perpétuelles. En général, elle est exclue par une attestation ou un titre.

Au vu des définitions des catégories de formation, on note certaines différences :

- Les cibles : la formation initiale cible les personnes n'ayant pas de compétences alors que la formation continue cible les personnes détenant déjà des compétences professionnelles ;
- Le coût de la formation : la formation initiale en matière de frais est moins chère que la formation continue ;
- La durée : la formation initiale dure plus que la formation continue.

2.2.1.3. Formation modulaire

Les formations modulaires s'étalent sur une courte durée en générale entre 1-3 mois. Ce type de formation s'adresse à des personnes désirant une qualification professionnelle sur une courte durée. Au Sénégal, ces formations sont souvent financées par des ONG, projets et programmes qui, en plus du financement, accompagnent souvent les formés vers l'insertion professionnelle par l'auto-emploi.

2.2.2. Types de formation

Les types de formation existants au Sénégal sont : la formation générale et la formation professionnelle et technique.

2.2.2.1. Formation générale

Le rôle de la formation générale est d'apprendre à l'élève à lire et à écrire (Taciun, 2003) contrairement à ce que pense LeVasseur (1998) qui déclare que la formation générale ne se limite pas à transmettre des savoirs littéraires mais qu'elle peut être conçue comme un projet herméneutique. Dans les deux cas, des compétences pratiques et professionnelles ne sont pas révélées d'où sa différence avec la formation professionnelle. Néanmoins, elle constitue la base de la formation professionnelle car un apprenant qui ne sait ni lire ni écrire ne pourra pas acquérir certaines compétences professionnelles ou les acquerra difficilement.

2.2.2.2. Formation professionnelle et technique

Pour mieux expliquer la formation professionnelle et technique, nous allons partir de la définition dans la Loi n° 2015-01 du 6 janvier portant loi d'orientation de la formation professionnelle et technique (2015) de l'Etat du Sénégal. Dans cette loi, l'enseignement technique est défini comme étant un processus d'acquisition de compétences techniques, technologiques et scientifiques permettant l'accès à l'enseignement supérieur et conduisant à des qualifications professionnelles pouvant aboutir à l'obtention d'un emploi. Quant à l'enseignement professionnel, c'est un processus d'acquisition de compétences nécessaires à l'exercice d'un métier ou d'une profession. La formation professionnelle et technique vise la transmission de compétences nécessaires à l'exécution d'un métier. Elle trouve son importance dans le fait que ses pensionnaires peuvent directement intégrer le marché du travail. Elle est souvent destinée aux jeunes ayant abandonné les études (enseignement général) et qui désirent avoir un métier mais aussi aux professionnels en activité.

2.2.3. Caractéristiques de la formation

Chaque structure de formation dispose de critères dont les caractéristiques peuvent varier d'une structure à une autre. Ainsi, les principales caractéristiques d'une offre de formation complète sont les suivantes :

- Des critères de sélection des apprenants ;
- Un dispositif de formation ;
- Une durée de formation ;
- Une grille pédagogique (Aboshnaf, 2019) ;
- Un système d'évaluation ;
- Un dispositif de suivi-évaluation
- Un type de reconnaissance (diplôme, attestation, relevé de notes) délivré en fin de formation ;
- Un dispositif d'insertion.

2.3. Le concept “demande de formation”

La demande de formation est l'ensemble des compétences manquantes aux demandeurs de formation. Dans les métiers de l'agriculture, on note une grande diversité et complexité des situations professionnelles qui structurent le métier. Cette complexité des situations professionnelles conduit à une diversité des compétences dont ont besoin les agriculteurs. De ce fait, il ne s'agit plus seulement de transmettre des connaissances ou de dérouler des formations mais d'adapter les contenus de la formation à la demande des personnes formées grâce à des diagnostics et analyses de situation. A cela s'ajoute l'ancrage territorial en agriculture avec des pratiques de culture et d'élevage liées aux réalités locales et l'ancrage familial par des attaches sociales (Besson, 2012). L'étude de Mpuya et al. (2024) montre qu'une offre de formation qui répond à la demande des femmes agripreneures Kinoises contribue efficacement à la réussite de leurs entreprises. Dans ce même sillage, Balasha & Fyama (2020) montrent que l'appartenance à une association de maraîchers et la formation reçue en maraîchage influencent positivement et significativement les rendements des cultures. L'adéquation entre l'offre et la demande de formation est un facteur clé pour la réussite des agriculteurs (Mwolo & Espinosa, 2024).

2.4. Opérationnalisation des concepts

L'analyse de l'offre et de la demande de formation des femmes agricultrices consiste à caractériser l'offre et la demande de formation de ces femmes agricultrices afin de déterminer les écarts existants entre l'offre et la demande de formation de ces agricultrices. Les variables et indicateurs permettant de parvenir à ces résultats sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Variables et indicateurs liés aux concepts

Concepts	Variables	Indicateurs
Femmes agricultrices	Profil	Âge, nombre d'années dans l'activité, poste occupé dans le groupement, niveau d'instruction, type d'étude (aucun, arabe, alphabétisation, enseignement général, formation professionnelle), statut matrimonial
	Domaines d'activités	Activités agricoles : production (agricole, d'élevage), transformation des produits agricoles/d'élevages/halieutiques, commercialisation des produits agricoles, activités extra-agricoles.
	Situation économique	socio- Agriculture : superficie, mode d'accès à la terre, spéculations cultivées, rendement ; Elevage : animaux élevés, nombre de têtes, revenus de l'activité ; Transformation : types de produits transformés (agricoles, d'élevage, halieutiques), quantités, revenus ; Commercialisation : produits commercialisés, marchés disponibles (distance)
Offre de formation	Identification de la structure	Nature de la structure (CFP, projet, programme, coopérative, service étatique (DRDR, SDDR...), statut de la structure : publique ou privée, nombre d'années d'expérience, domaine d'intervention (agriculture, élevage, TPA), filières disponibles.
	Domaines de formation	Agriculture, élevage, TPA,
	Accès aux formations	Canaux de communication, mode d'accès aux formations (concours, sélection de dossier...), niveau minimum d'étude

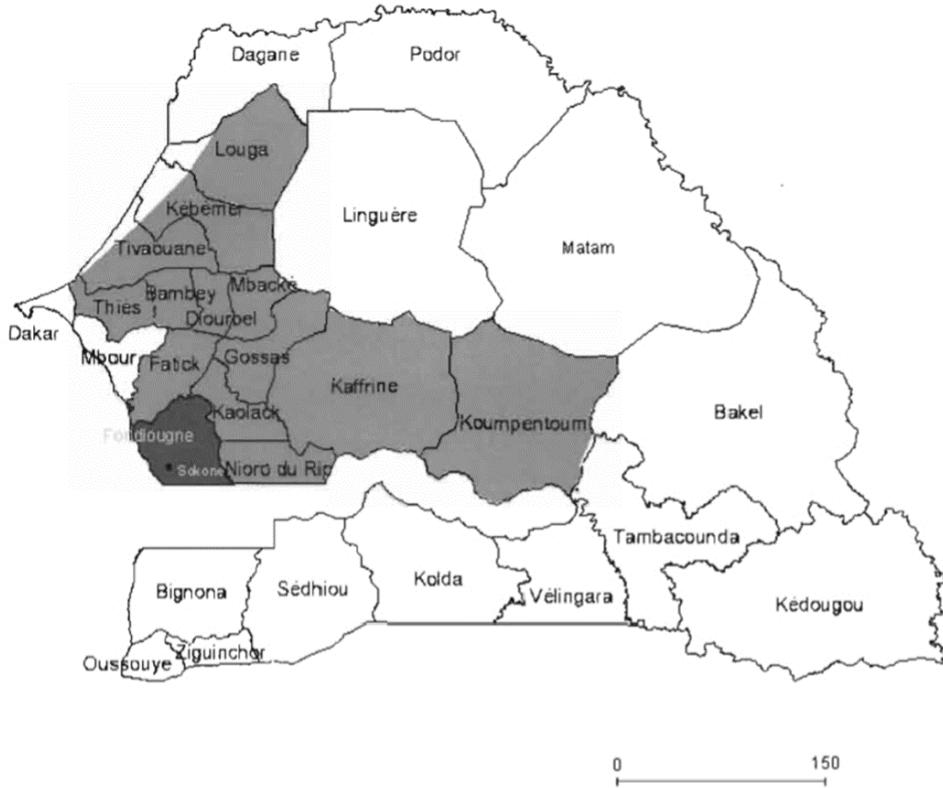
	requis (pas, CFEE, BFEM, BAC...), âge requis (minimum, maximum), lieu de déroulement des formations
Modalités des formations	Méthodes d'apprentissage, langues, durées, périodes, lieu, paiement
Population ciblée	Hommes, femmes, groupements ...
Demande formation de Domaines	Domaine (agriculture, élevage, TPA), contenus, compétences nécessaires (techniques, entrepreneuriales...).
Disponibilité	Temps disponible pour suivre la formation, période disponible pour suivre la formation (hivernage, saison sèche), disponibilité de ressources financières pour payer la formation (jusqu'à quelle somme), motivation, autorisation.
Modalités	Méthodes pédagogiques, langues, durées, lieu, période, paiement.

3. MÉTHODOLOGIE

3.1. Présentation de la zone d'étude

Les enquêtes sont réalisées dans la zone de Sokone plus précisément dans les communes de Sokone et Toubacouta, situées dans le Niombato du Sine-saloum. Toutes les deux communes se trouvent dans le Sud-Ouest du Bassin Arachidier plus précisément dans la région de Fatick, département de Foundiougne. Le Bassin arachidier est une zone agro écologique qui occupe une place importante dans l'économie du Sénégal. Plus de 60% de la population rurale sénégalaise vit dans cette zone qui fournit plus de 65% de la production agricole nationale (Nuirane et al., 2023). Comme son nom l'indique, c'est la principale zone de la culture arachidière au Sénégal. Elle regroupe les régions de Fatick, Kaolack, Kaffrine, Diourbel et une partie des régions de Thiès et Louga. Grâce à ses potentialités en terres (fertiles), en eau (nappe pas profonde) et produits halieutiques (présence de mangroves), les populations du Sine-Saloum et plus particulièrement celles de Sokone et Toubacouta, dans leur ensemble, s'adonnent à la production agricole et d'élevage, à la pêche, à la transformation des produits agricoles, d'élevage et halieutiques et à leur commercialisation. Ces activités constituent souvent les principales activités des femmes du Niombato qui s'organisent très souvent en groupement pour la réalisation, ce qui justifie le choix de cette zone. Nous avons mené les enquêtes dans les villages de : Néma Bah, Dassilamé Sérère, Aidara, Taiba, Keur Sambel, Tabanding, Dielmo, tous dans la commune de Toubacouta et dans deux quartiers de Sokone

(Mboul et Ndagane-Sokone).



Légende :

- Bassin arachidier
- Département de Foundiougne

Figure 1 : Localisation du bassin arachidier Source : ([Dartiallh, 2000](#))

3.2. Présentation des participants de l'étude

Les participants de notre étude peuvent être classés en deux catégories : les offreurs de formations communément appelées dans notre étude “les structures de FAR” et les bénéficiaires de formations que sont les femmes agricultrices. Ces femmes exercent leur métier à titre individuel ou collectif (en groupement). Nous allons alors nous intéresser aux groupements de femmes agricultrices.

3.2.1. Les structures de FAR

L'étude est menée auprès de 17 structures de FAR qui ont délivré des formations aux femmes agricultrices de la zone de Sokone plus particulièrement dans les communes de Sokone et Toubacouta. Ces structures sont constituées d'un établissement de FAR (centre de formation agricole de Keur Babou Diouf), de projets, programmes et ONG (Wuula nafa, Nafore, PROVAL-CV, ICD-Afrique, ANA...), d'un service étatique (ANCAR), d'une association (Nébéday) et d'initiatives locales (CORDID et la fédération des femmes du Niombato). Ces structures ont pour missions d'accompagner les femmes dans leurs activités agricoles par des formations,

des financements et des équipements et/ou intrants. Parmi ces structures, le **Centre de Formation Agricole (CFA) de Keur Babou Diouf** créé en 1960 par les Pères Missionnaires du Sacré Cœur, établi à Keur Babou Diouf dans la commune de Toubacouta et depuis 1989 géré par la Caritas de Kaolack est une parfaite illustration de l'accompagnement technique apporté par les structures aux femmes. Ce Centre est une entité de 25 hectares avec des équipements pour l'agriculture, l'élevage et la transformation. Il s'active dans la formation, l'expérimentation et le renforcement de capacités des populations sur de courtes durées (environ 1 an). La mission du centre est de former les jeunes déscolarisés, les paysans, les producteurs et les coopératives de femmes afin de leur donner une activité économique.

A l'instar du CFA de Keur Babou Diouf, l'**ICD-Afrique**, Ingénieurs et Coopérants du Développement en Afrique, une ONG créée par des scientifiques, des enseignants et des professionnels du développement rural intégré pour soutenir, dans une démarche solidaire et citoyenne, la mise en œuvre de projets de coopération et de développement en Afrique illustre également le soutien technique apporté aux femmes. ICD-Afrique intervient au Sénégal, dans différentes régions dont la région du Sine (Fatick) plus particulièrement à Toubacouta où les habitants pratiquent la pêche, les femmes récoltent et séchent les coquillages qu'elles vendent, les habitants pratiquent également l'élevage, le maraîchage et l'arboriculture fruitière. A côté des établissements, projets, programmes et ONG, les structures étatiques comme l'**ANCAR** (Agence Nationale de Conseil Agricole et Rurale) jouent un rôle important dans l'accompagnement des femmes. Présente dans plusieurs localités, l'ANCAR œuvre pour l'accompagnement technique des producteurs à travers des techniciens qu'elle affecte dans les zones agricoles. A ces structures, s'ajoutent les initiatives locales qui apportent un soutien non négligeable aux femmes. **La fédération des femmes (And liguey Niombato) à Toubacouta** en est l'exemple parfait. En effet, elle s'active dans l'élevage/apiculture, l'agriculture et la transformation. Elle est basée à Toubacouta mais active dans plusieurs villages de la localité. Elle est composée de plus de cinquante groupements de femmes agricultrices partout dans le Niombato. Elle tient des sessions de formations surtout en apiculture et transformation avec les présidentes de groupements pour des démultiplications auprès des membres des groupements. A côté de ces structures, on note la présence de l'**association Nébéday** qui offre des accompagnements techniques aux femmes agricultrices de notre zone d'étude. Elle est créée vers 2011 par Jean Goepp. Son siège est basé à Toubacouta mais l'association est active au Sénégal. Elle mène des actions comme des reboisements, des formations à travers des champs-écoles et la valorisation des ressources naturelles.

3.2.2. Groupements de femmes

Notre étude s'est aussi intéressée aux groupements de femmes qui pratiquent une ou des activité(s) agricoles. Le choix des groupements de femmes est justifié par le fait qu'au Saloum, les agricultrices travaillent très souvent en groupement. En plus de cela, les femmes sont plus motivées à répondre aux rencontres si cela concerne le groupe, les groupements constituent le canal d'accès le plus facile à emprunter pour réunir les femmes. Ainsi, des entretiens sont tenus avec les groupements de femmes qui évoluent dans la chaîne de valeur agricole dans les différents villages de notre zone d'étude. Au total, nous avons enquêté dix groupements de femmes en raison d'un groupement par village à l'exception du village de Néma Bah où nous avons enquêté deux groupements sur un nombre total de cinq groupements organisés en coopérative. La sélection des groupements à enquêter est basée sur la taille du

groupement, son expérience dans le métier, la diversité des activités agricoles (activités, spéculations produites/transformées) et la situation géographique (zone urbaine, l'axe Kaolack-Karang, les villages qui se trouvent à côté des mangroves et ceux qui se trouvent en profondeur, loin de la zone urbaine). Ces groupements s'activent principalement dans la production agricole, la TPA et l'ostréiculture, et ont pour membres toutes les femmes des villages intéressées par les activités du groupement. Mise à part la somme versée en guise d'adhésion qui ne dépasse pas 5000 FCFA, aucun autre critère n'est requis pour adhérer aux groupements. Le nombre total de membres par groupement tourne autour de 20-30 pour les petits groupements, de 40-60 pour les groupements moyens et 200 pour les grands groupements. Cependant, tous les membres ne se sont pas entièrement engagés dans les activités agricoles, certains ne produisent pas de façon continue et peuvent manquer volontairement deux à trois campagnes de production puisque dans les groupements, le périmètre est partagé en petites parcelles en fonction du nombre de membres total. Néanmoins, ils sont libres de revenir quand ils le souhaitent. A la fin de chaque campagne, chaque membre doit verser dans la caisse du groupement une somme d'argent en fonction de la taille de sa parcelle. Cet argent constitue les fonds de caisse des groupements et sert à la réparation du matériel en panne mais aussi à l'achat d'intrants en début de campagne. Pour l'ostréiculture et la TPA, après-vente, une certaine somme revient à la caisse pour l'achat de matière première. Chaque groupement dispose d'un bureau avec une présidente ou un président (pour mieux gérer les femmes) à sa tête, une secrétaire, une adjointe, des commissions de vente et de suivi et contrôle pour faciliter la coordination et la gestion du matériel et des équipements. Les groupements constituent le canal principal pour accéder aux formations et aux ressources.

3.2.3. Les femmes agricultrices

L'étude vise également les femmes membres des différents groupements enquêtés. En effet, à travers ces femmes nous pouvons obtenir certaines réponses non ressorties des focus group. Nous avons choisi d'enquêter individuellement certaines femmes pour recevoir leur point de vue personnel. Dans les discussions en groupe, certaines femmes peuvent être réticentes pour donner leur point de vue ou s'exprimer. La sélection s'est faite sur la base de la diversité des activités agricoles (production, transformation et commerce), de l'ancienneté dans le métier, de l'âge et de la disponibilité à participer à l'étude. Ces femmes exercent leur métier agricole de façon individuelle ou collective (surtout pour la TPA et l'ostréiculture) par l'intermédiaire du groupement qui met à leur disposition le matériel, les équipements, le foncier et les intrants nécessaires à la réalisation de ces activités. Ce sont des femmes dont l'âge est compris entre 18 et 70 ans et plus. Au total, 169 femmes ont été enquêtées par questionnaire et 22 femmes par entretien semi-directif suite à une typologie des agricultrices qui a conduit à l'identification de 4 types d'agricultrices dans la zone (voir annexe 7). Sur ce tableau (annexe 7), les valeurs représentent les charges factorielles (moyenne de la variable dans chaque type d'agricultrices). Plus le chiffre est proche de 1, plus la variable est caractéristique du type et plus c'est proche de 0, plus la variable est absente. L'idée de cette typologie est venue du fait que lors des enquêtes par questionnaires auprès des agricultrices, il est ressorti des femmes qui s'activent dans des activités que le groupement n'exerce pas (comme l'élevage qui n'est pratiqué par aucun groupement). Ainsi, certaines contraintes non mentionnées lors des focus groups sont notées. Nous avons alors jugé pertinent de classer les femmes selon leurs activités agricoles, les contraintes rencontrées et les formations reçues et de tenir des entretiens semi-directifs avec certaines femmes dans chaque type d'agricultrices afin de mieux comprendre

les activités de ces agricultrices et les contraintes qu'elles rencontrent. Pour identifier les types d'agricultrices dans notre échantillon, nous avons testé différentes valeurs de K (2 à 6). Après comparaison des résultats des différentes valeurs de K, nous avons choisi de retenir le choix K =4 qui permet de constituer des groupes équilibrés en taille avec des profils distincts. En effet, une valeur de K inférieur à 4 fusionnent des profils hétérogènes tandis qu'une valeur supérieure à 4 fournit des groupes trop petits en termes d'effectifs et donc peu significatifs. Ainsi, nous avons identifié les types d'agricultrices suivants : **type 1 (48 femmes)** : elles sont expérimentées dans l'agriculture mais peu actives dans l'ostréiculture et la TPA. Elles ont bénéficié de formations agricoles mais rencontrent des problèmes techniques et financiers. Elles sont peu présentes dans les autres filières agricoles ; **type 2 (62 femmes)** : ces femmes sont engagées modérément dans la production agricole mais aussi peu présentes dans les autres activités agricoles. Elles ont reçu plus de formations mais sont contraintes de problèmes techniques et manque de moyen matériel et financier ; **type 3 (14 femmes)** : elles sont spécialisées dans la TPA mais peu actives dans les autres activités agricoles. Elles exercent leur métier de façon stable sans problèmes techniques mais matériels et financiers ; **type 4 (45 femmes)** : ces femmes sont très actives dans l'agriculture mais aussi pratiquent l'élevage et l'ostréiculture. Elles rencontrent des problèmes techniques, financiers et matériels. Néanmoins, elles ont reçu des formations. Sur le plan économique, toutes les femmes tirent presque la totalité de leurs revenus des activités agricoles. Les femmes productrices agricoles sont plus fréquentes dans la commune de Toubacouta. En revanche, dans la commune de Sokone, les transformatrices sont plus fréquentes. En effet, contrairement à Toubacouta dont une cinquantaine de villages est rattachée, la commune de Sokone est principalement urbaine.

3.3. Conception des outils de collecte de données

Pour les outils de collecte des données, nous avons élaboré deux questionnaires respectivement pour les structures de FAR et les femmes agricultrices. Ces questionnaires sont élaborés sur Word avant d'être administrés dans l'application Kobotoolbox. Ils ont pour objectifs de collecter des informations quantitatives sur l'offre de formation disponible pour les agricultrices mais aussi leur demande (souhaitée) en formation et les difficultés que rencontrent les femmes dans leur capacitation. Nous avons ensuite élaboré un guide d'entretien destiné aux groupements de femmes agricultrices. L'entretien auprès des femmes à travers le questionnaire est complété par 4 guides d'entretien adressés à 22 femmes suite à une typologie des femmes qui a conduit à l'identification de 4 types d'agricultrices (voir la description au 3.2.3) pour approfondir la recherche. Ces guides d'entretien ont pour but de mieux approfondir les discussions et de confirmer ou infirmer les résultats issus des questionnaires.

3.4. Collecte des données

Les enquêtes sont réalisées dans la zone de Sokone et reposent sur une méthode mixte, méthode quantitative et méthode qualitative. Les méthodes mixtes sont un processus qui consiste à collecter, analyser et mélanger ou intégrer des données quantitatives et des données qualitatives à un certain stade du processus de recherche dans une même étude afin de mieux comprendre le problème de la recherche (Ivankova et al., 2006). Il existe deux types de recherche mixte : la méthode mixte aussi appelée recherche multi méthode qui consiste en une utilisation de la méthode quantitative à une étape de l'étude et la méthode qualitative

à une autre étape de la recherche et la recherche mixte qui utilise la méthode qualitative et la méthode quantitative dans un ou plusieurs stade(s) du processus de recherche (Teddlie & Tashakkori, 2003). Les deux types de méthodes mixtes sont utilisés dans notre étude, et la deuxième est adoptée dans l'entretien avec les femmes agricultrices. Les méthodes quantitatives visent à collecter des données sur une vaste population en vue de les quantifier par des traitements statistiques (Pin, 2023) alors que les méthodes qualitatives concernent un échantillon limité de la population d'étude. La méthode quantitative s'est reposée sur des enquêtes individuelles par questionnaire auprès des structures de FAR et des femmes agricultrices membres des groupements agricoles. La méthode qualitative s'est déroulée à travers des entretiens par focus groups avec les groupements de femmes agricultrices et des entretiens semi-directifs avec les femmes agricultrices membres des groupements. En effet, l'entretien semi-directif et le focus group ont certaines différences même s'ils restent tous des méthodes qualitatives. L'entretien semi-directif est une interaction verbale sollicitée par un (e) enquêteur/-trice et un (e) enquêté (e) à l'aide d'un guide de questions ouvertes et utilisé de façon souple (Pin, 2023) tandis qu'un entretien par focus group prend une forme de discussion collective animée qui sera modérée par l'enquêteur. L'avantage du focus group est de recueillir divers points de vue, expériences ou idées sur un sujet. Pour collecter les informations en lien avec les objectifs de l'étude, la méthodologie que nous avons adoptée est développée dans les sections 3.4.1, 3.4.2 et 3.4.3 de ce document.

3.4.1. Les structures de FAR

La collecte des données auprès des structures est réalisée suite aux différents entretiens avec les femmes (enquête par questionnaire, focus group et entretien semi-directif). Ensuite, nous avons répertorié toutes les structures ayant délivré des formations aux femmes. Pour les structures ayant une base dans la zone (Nébéday, CFA de Keur Babou Diouf et l'association des femmes « Ande Liguey Niombato »), nous nous sommes rendus sur les lieux pour remplir les questionnaires. Cependant pour les autres structures, des appels téléphoniques et envois du questionnaire sont effectués pour collecter les données. C'est à travers les mairies des deux communes, les présidentes de groupements, présidents de coopératives et d'autres personnes ressources que nous avons eu les contacts de ces structures. Au total, nous avons répertorié 26 structures. Cependant, seules 17 ont répondu sur un total de 23 car sur les 26 structures, 3 sont hors de la région d'étude et/ou non affiliées à une structure (donc non prise en compte dans l'étude). En effet, les femmes ont payé les formations délivrées par ces structures et se sont déplacées elles-mêmes pour se former à l'exception d'une formatrice privée qui s'est déplacée pour les former. Nous avons opté pour la méthode quantitative afin d'obtenir des informations homogènes. Les chefs d'entreprises sont souvent confrontés à un manque de temps, donc remplir un questionnaire bien structuré peut paraître plus facile pour eux. En plus de cela, certains projets sont arrivés à terme donc il serait difficile de collecter les informations par téléphone (entretien semi-directif).

3.4.2. Les groupements de femmes agricultrices

Pour collecter les informations auprès des groupements de femmes agricultrices, nous avons organisé des focus groups avec chacun des 10 groupements (GIE et coopératives). Le choix de cette méthode de collecte de données réside dans la richesse des discussions en groupe, certaines femmes oublient certaines informations mais grâce à la discussion en groupe, d'autres complètent ces informations. Pour dérouler les focus groups, nous avons convoqué

les groupements de façon individuelle en donnant à chaque groupement la date et l'heure de début de la rencontre. Une fois sur place, les présentations se sont faites et aussitôt l'entretien a démarré par la première question tout en approfondissant les questions tout au long de l'entretien. Durant les entretiens, à l'aide d'un bloc-notes, nous avons pris des notes. Les entretiens avec chaque groupement de femmes ont été enregistrés à l'aide d'un téléphone portable pour transcription ultérieure. Il était prévu de répartir les membres de chaque groupement en sous-groupes en fonction de l'âge et du niveau d'étude pour des focus group. Malheureusement, cela ne s'est réalisé qu'à Tabanding et Aidara où nous avons eu un nombre de femmes qui le permettait. Ainsi, l'analyse n'a pas pris en compte cette répartition puisque le nombre était trop petit (2).

3.4.3. Les femmes agricultrices

Le choix du questionnaire chez les femmes a pour but de quantifier les formations reçues et demandées et d'analyser les contraintes rencontrées par les femmes. En plus de cela, le questionnaire permet de prendre en compte la diversité des profils (âge, expériences, activités etc...). Avec la méthode d'échantillonnage de Fisher (confiance de 95%, marge d'erreur de 10%), nous avons calculé le nombre total de femmes à enquêter dans chaque groupement. En effet, la méthode de Fisher se base sur la réduction des populations d'étude sur un échantillon représentatif. Selon Fisher, le but de la statistique est de réduire les données. Ainsi, quelle que soit l'importance de la masse de données, cette dernière doit être remplacée par une masse plus petite qui doit représenter correctement la population totale de l'étude (Armatte, 1988). Les questionnaires élaborés à cet effet sont remplis par nous-même pour 98% des cas car la majeure partie des femmes n'ont pas fait l'école française. Au total, 310 femmes devaient être enquêtées mais le nombre de femmes présentes dans les villages lors des entretiens n'a pas atteint le nombre prévu suite à l'échantillonnage. Une deuxième descente sur le terrain a été effectuée afin d'enquêter le maximum de femmes. Cependant, 169 femmes ont été enquêtées au total. Après le traitement des données issues de l'enquête, nous avons fait la typologie des femmes agricultrices sur les critères suivants : le type d'activités agricoles, les contraintes rencontrées et formations reçues ou non. Nous avons ainsi identifié quatre types de femmes agricultrices (décris au 3.2.3). Des entretiens semi-directifs sont déroulés avec un échantillon de femmes dans chaque type d'agricultrices en raison de 5, 7, 5 et 5 femmes respectivement pour les quatre types, ce qui fait au total 22 entretiens semi-directifs. Le choix de l'entretien semi-directif avec les femmes de chaque type d'agricultrices est motivé par le fait que nous avons souhaité approfondir certaines questions ressorties des questionnaires en prenant en compte la diversité des activités agricoles, les contraintes rencontrées etc...

3.5. Echantillonnage

Bien que la zone de Sokone soit une zone agricole, certains villages sont plus actifs dans la chaîne de valeur agricole que d'autres villages et la diversification des activités agricoles est plus marquée dans certaines zones. La commune de Toubacouta est plus active dans les activités agricoles que la commune de Sokone à cause de l'urbanisation, du bolong et de la salinisation des terres qui gagnent de plus en plus d'espace dans le terroir sokonois. A l'aide du peu de connaissances que nous avons sur l'agriculture dans certains villages de la zone, des informations collectées auprès de personnes résidentes dans la zone, d'une étude exploratoire et des recherches sur internet, nous avons pu identifier certains villages où l'agriculture est développée et diversifiée. Ainsi, l'échantillonnage de notre étude est fait selon

ces critères (développement et diversification des activités agricoles) en plus de la taille des groupements, leur nombre d'années dans l'agriculture et leur situation géographique. Une fois les villages à enquêter identifiés, nous nous sommes renseignés sur le nombre de femmes agricultrices dans chaque village à travers les chefs de groupements. Ensuite, grâce à la méthode d'échantillonnage de Fisher (voir formule), nous avons tenu des enquêtes par questionnaire sur 169 femmes. L'échantillonnage a concerné le nombre total de femmes entièrement engagées dans l'activité du groupement. Lors de cette enquête, nous avons pris en compte l'âge des membres, la responsabilité dans le groupement et le niveau d'instruction (jeunes femmes, femmes âgées, membre du bureau, si possible présidente etc...). Pour être considérée comme agricultrice dans la zone d'étude, il faut être membre du groupement agricole du village. Pour le choix des femmes à enquêter, nous avons utilisé la méthode de Fisher à travers la formule qui suit :

$$Nf = \frac{n}{1 + \frac{n}{N}}$$

Avec Nf : taille de l'échantillon

n : degré de représentativité de l'échantillon ($n = 1/d^2$)

N : le nombre total de femmes dans le groupement

d : degré de précision choisi (10% dans notre étude)

Ci-dessous l'échantillon de l'étude :

Tableau 2 : Echantillonnage

Localités/groupements	Nombre de femmes agricultrices	Nombre total d'agricultrices actives	Nombre total enquêter	Nombre de femmes à groupements	Nombre total de groupements à enquêter
Dassilamé Sérère	208	54	35	1	1
Néma Bah				5	2
Néma Bah 1	45	45	31		
Néma Bah 2	60	60	36		
Aidara	210	210	66	1	1
Tabanding	24	24	19	1	1
Taiba	217	50	33	1	1
Keur Sambel	21	21	17	1	1
Dielmo	40	40	28	1	1
Mboul Diame	35	35	26	1	1
Ndangane-Sokone	24	24	19	1	1
Total	775	563	310	13	10

3.6. Nature des données collectés

Les données collectées sont de deux natures : quantitative et qualitative. Les données quantitatives sont recueillies auprès de 17 structures de FAR et 169 femmes agricultrices membres des différents groupements. Ces données quantitatives sont recueillies grâce à un questionnaire (Kobotoolbox) et renseignent les variables suivantes :

- Pour les structures de FAR : nom, nombre de femmes formées, nature, agrément par l'Etat, labellisation, la population ciblée et les offres de formation ;
- Pour les femmes agricultrices : profil, formations reçues et modalités, contraintes rencontrées en termes de capacitation, formations demandées et modalités.

Quant aux données qualitatives, elles sont collectées auprès de 10 groupements enquêtés par focus group et de 22 femmes agricultrices enquêtées par entretien individuel. Ces données sont des enregistrements vocaux de 40-50 minutes pour les groupements de femmes et de 30-40 minutes pour les femmes agricultrices. Elles sont recueillies à l'aide d'un guide

d'entretien pour focus group destiné aux groupements de femmes et 4 guides d'entretien semi-directif destinés aux différents types de femmes agricultrices.

3.7. Méthodologie de traitement des données selon les questions de recherches

Pour les questionnaires, après réception, nous avons vérifié l'exhaustivité et la complétude des réponses. A l'aide d'un tableur Excel nous avons nettoyé les données et réorganisé certaines réponses. Le traitement des données des questionnaires est effectué grâce à Excel (nettoyage des données, génération de figures) et au logiciel Jamovi pour les analyses statistiques. Le choix du logiciel Jamovi est justifié par sa gratuité, sa facilité de prise en main et la génération rapide de figures et tableaux. Contrairement à d'autres logiciels, Jamovi permet de faire des analyses descriptives sans avoir des connaissances avancées en statistiques. Pour le traitement des données collectées suite aux entretiens, la méthode décrite par Deslauriers (1987) est adoptée. Il s'agit de transcrire les enregistrements audio, d'ordonner et d'organiser les réponses avant de passer à l'analyse. Ensuite, le logiciel IRaMuteQ qui est une interface de R pour les analyses multidimensionnelles de textes, utilisé pour des analyses statistiques sur des corpus textuels est mis à contribution pour le traitement des données. Le choix du logiciel IRaMuteQ se justifie par sa capacité à analyser de long corpus, d'identifier des groupes de sens qui émergent du corpus textuel (analyse de Reinert), les concordanciers des mots (liste qui montre l'apparition d'un mot ou groupe de mots dans ses contextes d'apparition), les cooccurrences des mots (présence simultanée de deux mots dans un contexte) et les relations qui existent entre les mots (analyses de similitudes). En effet, l'analyse de similitudes repose sur des cooccurrences et permet de déterminer les relations qui existent entre les mots et leur importance d'apparition. L'analyse Reinert est une analyse complète de texte qui comprend plusieurs analyses telles que la classification hiérarchique descendante (CHD) et les tableaux lexicaux. La CHD est une méthode qui permet de classer les segments de texte en classes homogènes hiérarchiques selon le sens du vocabulaire du discours. Les tableaux lexicaux représentent les mots caractéristiques de chaque classe thématique avec leur degré de significativité permettant ainsi d'interpréter chaque classe thématique. Toutes ces fonctionnalités qu'offre IRaMuteQ nous permettent de bien analyser nos données qualitatives.

3.7.1. Caractérisation des structures de FAR

Pour caractériser les structures de FAR, nous avons réalisé grâce au logiciel Jamovi des analyses descriptives mais aussi une classification K-means (décrite dans la partie 3.2.3) qui a servi de base pour les analyses qualitatives sur le discours des types d'agricultrices. En effet, nous avons identifié les structures qui ont formé les femmes, leur nature, le nombre de femmes formées par chacune d'elles et le nombre de structures agréées et/ou labellisées par l'Etat. Les analyses descriptives permettent de décrire les caractéristiques des structures (nature, statut,...) et de tirer des conclusions générales. Les analyses quantitatives sont complétées par des analyses qualitatives effectuées grâce au logiciel IRaMuteQ. La réalisation des analyses complémentaires sur IRaMuteQ est guidé par le fait que les analyses descriptives ont permis uniquement de quantifier les données caractéristiques des structures de FAR alors qu'il est aussi important de caractériser les structures à travers les discours des femmes pour comprendre mieux les réalités du terrain et les perceptions des femmes sur ces structures. Sur IRaMuteQ, nous avons réalisé des analyses de similitudes, Reinert à travers une CHD, textuelles et statistiques (sur les corpus des discours des groupements de femmes et des types

d'agricultrices) pour identifier les structures de FAR, déterminer leur implication dans la formation des femmes et confirmer/infirmier par des verbatims (issus des discours des femmes) les données issues des questionnaires adressés aux structures.

3.7.2. Caractérisation de l'offre de formation

Pour caractériser l'offre de formation disponible pour les femmes agricultrices, sur Jamovi, nous avons effectué des statistiques descriptives comparatives. En effet, le choix des analyses comparatives se justifie par le fait de vouloir caractériser l'offre de formation mais surtout de comparer en termes de caractéristiques l'offre communiquée par les structures et les réalités sur le terrain. En effet, lors de la construction des offres de formation, les réalisations du milieu sont souvent mal prises en compte. Cette mauvaise prise en compte de ces réalisations rend l'application sur le terrain parfois difficile. Ce qui fait que, l'offre communiquée par les structures peut différer avec les réalisations du terrain puisque les structures répondent en fonction des textes et non pas de ce qui se passe sur le terrain (puisque il peut varier d'une zone à une autre). En complément de ces analyses quantitatives, des analyses qualitatives sont réalisées. Ces analyses qualitatives ont permis d'approfondir la question de l'offre de formation en déterminant comment les bénéficiaires (femmes) la perçoivent et caractérisent. Le logiciel IRaMuteQ est utilisé pour réaliser ces analyses. Sur IRaMuteQ, des analyses de similitudes (sur le corpus du discours des groupements de femmes), de Reinert (à travers une CHD), statistiques (tableau lexical, mots et p-value) et textuelles sont réalisées sur les corpus des groupements de femmes et celui des types d'agricultrices, (verbatims). Ces analyses permettent de déterminer les relations qui existent entre les mots, les classes thématiques des discours des femmes, les mots les plus significatifs et d'enrichir les résultats à travers les discours des femmes. Une telle démarche (quantitative+qualitative) permet de mieux caractériser l'offre de formation.

3.7.3. Détermination des contraintes rencontrées par les femmes dans leur processus de capacitation

Pour répondre à la question de recherche 3, nous avons réalisé sur Jamovi des analyses descriptives. Puisque l'objectif de la question de recherche est de déterminer les contraintes rencontrées par les femmes en termes de capacitation, il est plus adéquat de faire de telles analyses qui servent à déterminer les fréquences de chaque contrainte qui freine la capacitation des femmes en vue de tirer des conclusions sur les tendances générales. Ces analyses descriptives sont complétées par une analyse qualitative sur IRaMuteQ pour renforcer la validité des données quantitatives. Sur IRaMuteQ, nous avons réalisé des analyses Reinert à travers une CHD, statistiques et textuelles (sur les corpus des discours des groupements et des types d'agricultrices). Les analyses statistiques permettent d'identifier les mots (liés aux contraintes) les plus fréquents et significatifs du discours des agricultrices avec leur p-value. Quant aux verbatims, ils permettent de mieux comprendre la profondeur des contraintes rencontrées en s'appuyant sur les paroles des femmes. Cette analyse mixte permet non seulement de quantifier les contraintes rencontrées par les femmes mais surtout de comprendre comment les femmes vivent ces contraintes et comment ces dernières influent sur leurs activités agricoles et leur capacitation.

3.7.4. Adéquation entre offre et demande de formation

Pour déterminer l'adéquation entre l'offre et la demande de formation réelle des femmes agricultrices, le logiciel Jamovi est utilisé pour des analyses descriptives. L'objectif est de



caractériser quantitativement la demande de formation (souhaitée) des femmes et ses modalités. A partir des contraintes rencontrées par les agricultrices, nous avons analysé la demande réelle de formation des agricultrices. Ensuite, des tableaux comparatifs sont dressés à l'aide des analyses descriptives sur l'offre de formation et la demande réelle de formation des agricultrices. Le choix de répondre à la question 4 par des analyses comparatives, réside dans le fait de vouloir comparer de façon claire les thèmes, contenus et modalités des offres et demande réelle de formation pour les agricultrices en vue de déterminer les écarts qui existent entre l'offre et la demande réelle de formation. En complément de l'analyse quantitative, une analyse qualitative est réalisée grâce à IRaMuteQ. Cette analyse est basée sur une analyse de similitudes (sur le corpus du discours des groupements), une analyse de Reinert (CHD sur le corpus des groupements et celui des types d'agricultrices) et des analyses textuelles qui reposent sur des verbatims issus du discours des femmes (en groupement et individuel) pour renforcer la compréhension des relations entre offre et demande de formation des agricultrices et recueillir les points de vue des femmes sur cette relation (offre et demande de formation).

4. RÉSULTATS

4.1. Description des données collectées

4.1.1. Structure des données

La structure des données repose sur deux unités d'analyse : les femmes bénéficiaires de formations et les structures offreuses de formation. Les données collectées auprès des femmes renseignent les variables suivantes : le profil, les activités agricoles (type, contraintes rencontrées dans le processus de capacitation, formations reçues et modalités, formations demandées et modalités, projets agricoles). Les variables collectées auprès des structures sont : identification (nature, agrément et labellisation par l'Etat), organisation interne (domaines de formation, modalités des formations, conditions d'accès) et population ciblée.

4.1.2. Statistiques des données collectée auprès des différents acteurs

Les analyses sont réalisées à partir des données collectées sur les femmes et les structures grâce aux logiciels de traitements choisis dans l'étude.

4.1.2.1. Les structures de FAR

L'analyse descriptive sur les données collectées auprès des structures de FAR a permis de caractériser les 17 structures. Ces structures sont des ONG (6), CFA (1), association (1), projets et programmes (7), service public (1) et services locaux (2). Toutes ces structures sont agréées par l'Etat. Cependant, une seule structure est labellisée. Seule cette structure labellisée demande un niveau d'étude (CFEE) et un âge minimal de 16 ans pour accéder à ses formations qui s'étalement sur un an, néanmoins, elle délivre des formations de courtes durées sans exigence de ces critères. Toutes les formations des structures sont destinées à tout le monde (hommes, femmes, filles et garçons). En ce qui concerne le domaine de formation des structures, 16 offrent des formations dans le domaine de la production agricole, 9 dans le domaine de l'élevage, 11 dans la TPA et 5 dans l'ostréiculture. Toutes les structures offrent des formations qui varient entre 1 jour et quelques mois à l'exception d'une structure dont les formations s'étalement sur 1 an. Seule cette structure dispose d'un référentiel de formation.

Toutes les formations se déroulent en wolof ou en français selon la cible. Elles se sont déroulées en théorie, pratique et/ou démultiplication.

4.1.2.2. Femmes agricultrices

L'enquête par questionnaire chez les agricultrices montre que le rendement moyen des agricultrices est de 0,732 Kg/m², le rendement le plus élevé est de 4.17Kg/m² et le rendement le plus faible 0,00Kg/m². Les contraintes les plus fréquentes rencontrées par les femmes sont : la non maîtrise des techniques culturales et la lutte phytosanitaire. Plus de la moitié des femmes ont reçu des formations dont les thèmes les plus fréquents sont : compostage, fabrication de produits phytosanitaires, pépinière, repiquage et TPA. Les formations sont offertes par 26 structures différentes dont une particulière (payée par les femmes) et 2 basée hors de la localité (Kaolack et Dakar). Ces formations sont reçues pour la plupart en GIE et durent souvent 1 jour ou déroulées de façon récurrente. Cependant, certaines formations nécessitent un déplacement des femmes. Par rapport à la demande en formation, les femmes demandent plus des formations en lutte phytosanitaire, techniques culturales, maraîchage et TPA. Les femmes ont réellement besoin de se former en phytopathologie, lutte intégrée, agroécologie, biosécurité agricole, transformation, planification, marketing, gestion de stock, techniques de recherche de financement, gestion, maintenance des équipements agricoles, santé et hygiène animales. Ces formations doivent être délivrées dans les villages, en wolof sur des durées de 2-4 jours et gratuitement.

4.1.2.3. Groupements de femmes

Sur les 10 groupements enquêtés, seuls 2 groupements ont pour activité principale la TPA. L'un transforme des céréales, légumineuses et parfois légumes et l'autre groupement transforme principalement l'anacarde. Les problèmes phytosanitaires, la mévente, le manque de moyen matériel et financier et la non maîtrise des techniques culturales sont plus mentionnés par les groupements de femmes comme contraintes qui limitent leur capacitation.

4.2. Eléments de réponses aux questions de recherche

4.2.1. Caractérisation des structures de formation à vocation agricole et rurale qui offrent des formations aux femmes

La question qui nous préoccupe ici est : **Quelles sont les structures à vocation agricole et rurale qui délivrent des formations aux femmes agricultrices de la zone d'étude ?** Pour répondre à cette question de recherche, nous avons répertorié toutes les structures de FAR qui délivrent des formations aux femmes. Ensuite, les données issues des enquêtes par questionnaire auprès de ces structures sont soumises pour analyses descriptives au logiciel Jamovi. Les variables étudiées sont : le nom, le nombre de femmes formées par chaque structure, la nature, la labellisation et l'agrément par l'Etat. Pour cette question de recherche, il s'agit de caractériser les structures de FAR qui forment les femmes d'où l'importance d'une analyse descriptive. L'analyse descriptive est complétée par une analyse qualitative pour mieux expliquer les résultats issus des enquêtes par questionnaire. Ces analyses qualitatives sont constituées d'analyses de similitudes, Reinert (CHD et tableaux lexicaux) et textuelles (sur les corpus des discours des groupements et des types d'agricultrices).

4.2.1.1. Structures offreuses de formation aux agricultrices

Pour caractériser les structures de FAR qui offrent des formations aux femmes, il est nécessaire d'identifier d'abord toutes les structures ayant délivré des formations aux femmes de notre étude. La figure qui suit montre l'ensemble des structures qui ont délivré des formations aux femmes et le nombre de femmes formées sur l'ensemble des formations délivrées par chaque structure.

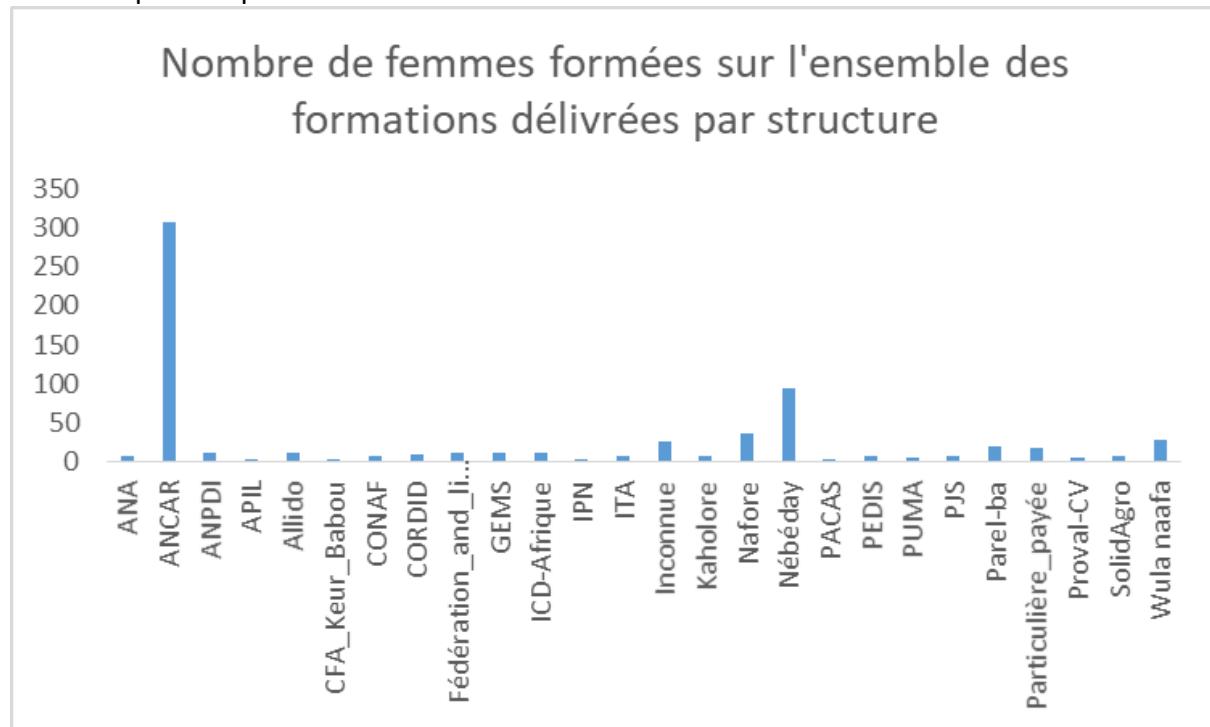


Figure 2 : Nombre de femmes formées par structure sur l'ensemble des formations délivrées

Les résultats montrent que l'ANCAR et Nébéday offrent plus de formations aux agricultrices. Malgré la forte implication de l'ANCAR et Nébéday dans la formation des femmes, d'autres structures interviennent. Il s'agit entre autres de : Nafoore, Woulanafa, Parel-ba etc... Les structures dénommées "inconnues" dans notre étude ont aussi délivré des formations aux femmes. Cependant, les femmes ne se sont pas souvenues de leurs noms. En effet, les femmes concernées par ces formations, les ont reçues en dehors des GIE ou sont enquêtées chez elles, faute de temps pour participer aux focus group. De ce fait, il était impossible de déterminer quelle structure les a formées puisqu'elles-mêmes, à l'exception des présidentes de groupements et certaines femmes instruites, ne connaissent pas les noms des structures mais uniquement ceux des formateurs comme le souligne cette femme : “**** *F4-type2 *8_111 j'ai **reçu** des formations mais je ne connais pas les noms des structures qui m'ont formée”. Pour approfondir la question de l'implication des structures dans l'agriculture féminine de la zone d'étude, une analyse de similitudes est réalisée sur le corpus du discours des

groupements de femmes. Les résultats sont présentés par la figure 3.

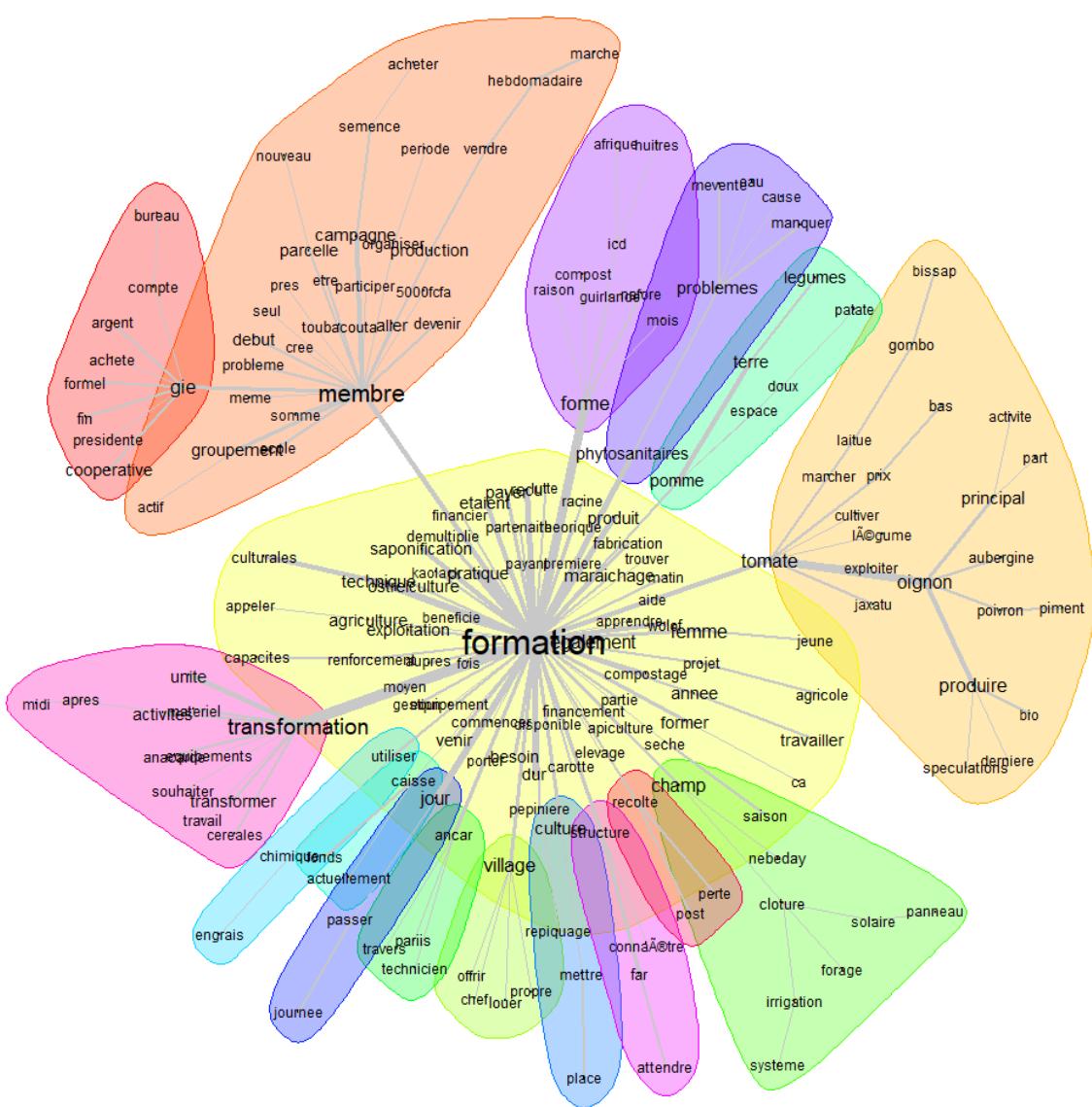


Figure 3 : Analyse de similitudes du corpus du discours des groupements des femmes

Les résultats montrent que la formation occupe le centre du discours des femmes. De ce mot central, se détachent des mots tels que ANCAR, Nébéday, ICD-Afrique etc... Ainsi, on peut déduire que ces structures sont actives dans l'accompagnement technique des femmes. Cependant, les résultats montrent aussi que certaines structures comme Nébéday et ANCAR ne sont pas uniquement des partenaires techniques, mais aussi offrent aux femmes des services financiers et d'équipements. La CHD issue de l'analyse de Reinert réalisée sur le corpus du discours des groupements de femmes (voir annexe 8) a permis de confirmer la place qu'occupe ANCAR dans l'accompagnement technique des agricultrices par des données statistiques. En effet, la CHD a permis d'identifier 4 classes thématiques qui sont caractérisées par des mots qui renvoient aux modalités des formations reçues (classe 1), à l'appui institutionnel pour les femmes agricultrices (classe 2), aux contraintes rencontrées et besoins dans les activités agricoles (classe 3) et à l'organisation au sein des groupements (classe 4). Dans la classe 2 qui représente 16,3% du corpus et reliée à la classe 1, ANCAR vient en première position avec une haute significativité de la p-value qui est <0,0001. Cette forte

présence de l'ANCAR dans le discours des femmes montre son implication dans l'accompagnement technique des femmes puisque lors des entretiens avec les groupements de femmes, seuls deux groupements qui s'activent dans la production agricole n'ont pas bénéficié de formations de sa part. La classe 1 montre également que les structures ne sont pas uniquement des partenaires techniques mais aussi soutiennent les femmes en matériel. En complément, la CHD réalisée sur le corpus du discours des types d'agricultrices (annexe 9) montre également que ANCAR est significatif ($p\text{-value} = 0,01429$) dans la classe 3 relative aux formations reçues et leurs modalités. Ce qui montre que l'ANCAR est la structure qui offre plus de formations à ces femmes comme déjà révélé par les analyses précédentes. En effet, cette CHD a permis d'identifier 4 classes que sont : formations demandées et modalités (classe 1), organisation dans les groupements (classe 2), formations reçues et modalités (classe 3) et contraintes rencontrées et projets agricoles (classe 4). Service étatique, l'ANCAR est parfois en collaboration avec des partenaires financiers pour offrir aux femmes des sessions de formation. Les verbatims issus de l'analyse textuelle du corpus du groupement des femmes montrent l'implication des structures dans leurs activités, non seulement en leur délivrant des formations mais aussi en les soutenant en matériel et équipement : “**** *G2-TBC *1_37 nos principaux partenaires sont **ancar** et PARIIS qui nous affectent depuis le début un technicien agricole qui nous accompagne chaque jour ; **** *G3-TBC *2_71 c'est l'association **Nébéday** qui nous a équipé le champ (clôture, panneaux solaires et mini forage) ; **** *G6-TBC *5_153 nous recevons des formations en compostage par **ancar** à travers un champ-école chaque année avant le démarrage des activités”.

4.2.1.2. Nature des différentes structures qui offrent des formations aux agricultrices de la zone

Afin de caractériser les structures qui offrent des formations aux femmes agricultrices de notre étude, il est nécessaire de déterminer la nature de toutes les structures ayant formé ces femmes. La figure ci-dessous montre la répartition de ces structures selon leur nature.

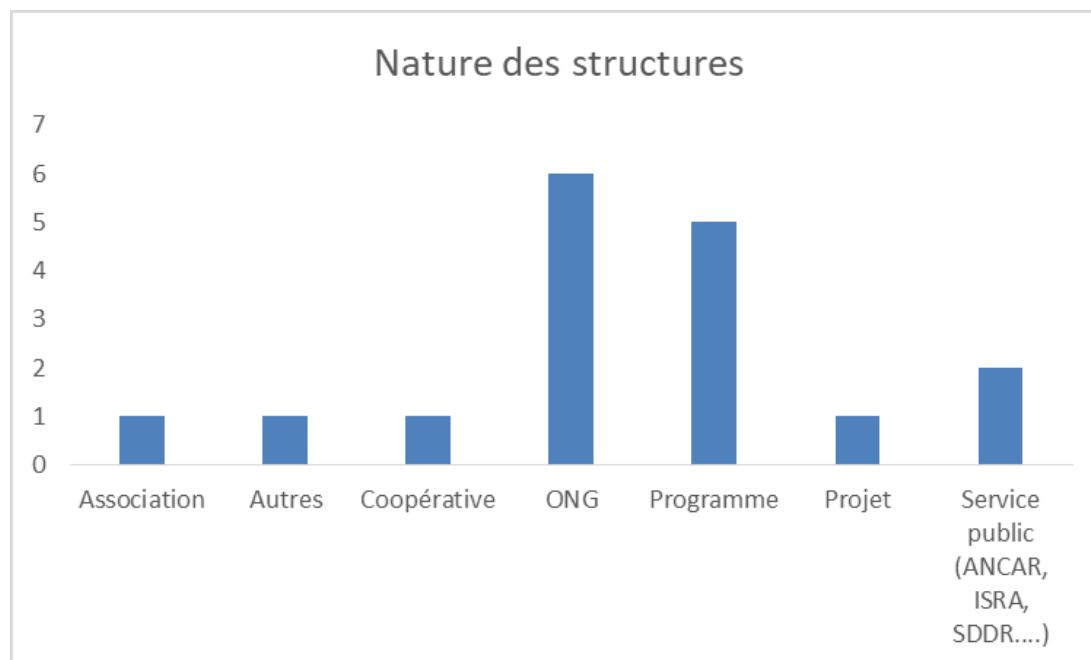


Figure 4 : Nature des différentes structures qui délivrent des formations aux femmes

Les résultats montrent que les ONG et programmes (6 et 5) sont les principaux acteurs de l'offre de formation pour les femmes agricultrices. Les services publics viennent en deuxième position alors que les associations et coopératives offrent peu de formations aux agricultrices. La prédominance des ONG et programmes dans l'offre de formation de la zone d'étude montre combien ils sont actifs dans le soutien au monde rural. En revanche, la faible représentation des associations et coopératives peut découler de la faiblesse des ressources et moyens financiers et logistiques dont disposent les institutions locales, ce qui rend difficile l'organisation de sessions de formations par ces dernières.

4.2.1.3. Agrément des structures par l'état

Pour caractériser les structures offreuses de formation aux femmes, nous avons examiné leur agrément par l'État. Les résultats ont montré que toutes les structures qui ont délivré des formations aux femmes sont agréées par l'Etat. Cela montre que les structures qui interviennent dans la formation des femmes agricultrices sont reconnues par l'Etat et respectent certaines exigences administratives. Cependant, cet agrément n'est pas synonyme d'une offre de formation de qualité.

4.2.1.4. Labellisation des structures

Afin de toujours caractériser les structures de FAR, nous avons examiné la labellisation des structures par l'Etat. La figure qui suit montre la proportion des structures labellisées et celle des structures non labellisées.

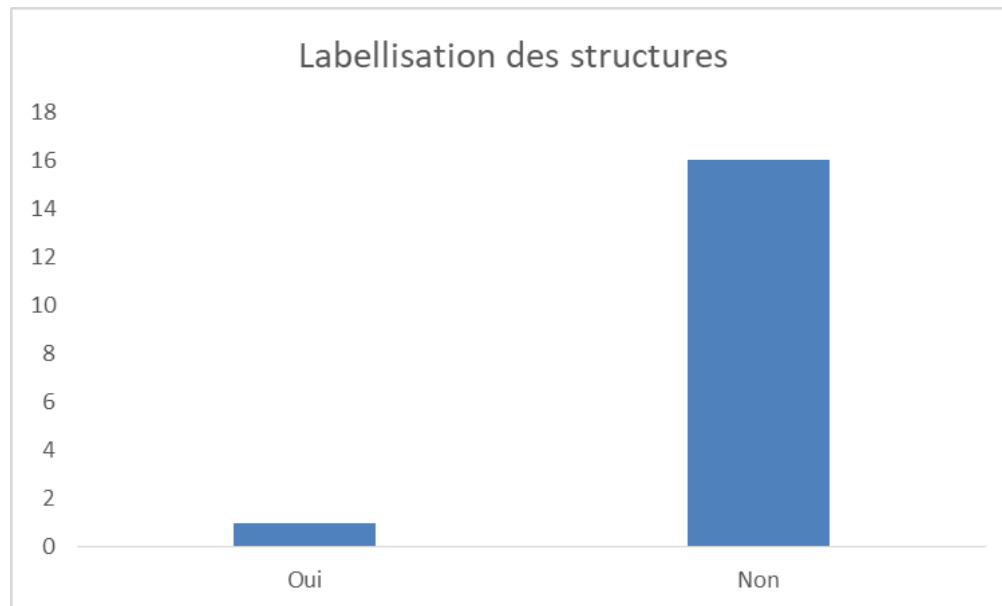


Figure 5 : Labellisation des structures qui délivrent des formations aux femmes par l'Etat

Les résultats montrent qu'une seule structure est labellisée par l'Etat. Par conséquent, seules les formations de cette structure sont certifiantes. Cela montre que les structures interviennent de façon informelle dans la formation des femmes même si elles sont reconnues par agrément de l'Etat. Cette non labellisation semble impacter négativement la motivation des femmes à participer aux formations d'après leur discours lors des focus group où elles déplorent la non certification des formations délivrées en ces mots : "Ce que nous attendons

des structures de FAR c'est qu'elles nous délivrent des formations **certifiantes** car sans attestation ou diplôme, on ne peut pas chercher du travail."

4.2.2. Caractérisation de l'offre de formation pour les femmes agricultrices

La question de recherche que nous cherchons à répondre ici est : **Quelles sont les offres de formation agricole et rurale pour les femmes agricultrices de la zone d'étude ?** Pour répondre à cette question de recherche, des analyses descriptives sont effectuées sur Jamovi. Les données analysées sont collectées auprès des structures de FAR mais aussi des agricultrices. Les variables étudiées sont pour les structures de FAR : les domaines de formation, les conditions d'accès aux formations (niveau d'étude requis, âge minimum, limite d'âge, paiement), les modalités des formations (méthodes d'apprentissage, durées des formations, langues) et la population ciblée par les offres de formation. Pour les femmes agricultrices, les variables sont : les thèmes des formations reçues et leurs modalités. Une analyse descriptive est effectuée sur les variables autres que les modalités des formations. Pour ces dernières, une analyse descriptive croisée entre les réponses des femmes et celles des structures de FAR est effectuée afin d'évaluer la cohérence des modalités déclarées par les structures et celles communiquées par les femmes. Ces analyses sont complétées par des analyses de similitudes (sur le corpus du discours des groupements), de Reinert (CHD), statistiques issues des CHD réalisées sur les corpus des discours des groupements de femmes et des types d'agricultrices et textuelles sur les discours des groupements de femmes pour confirmer/infirmer les résultats issus des questionnaires.

4.2.2.1. Domaine de formation des structures

Pour caractériser l'offre de formation des structures de FAR qui délivrent des formations aux femmes, il est judicieux de déterminer le domaine de formation des différentes structures. Les résultats sont représentés par la figure 6.

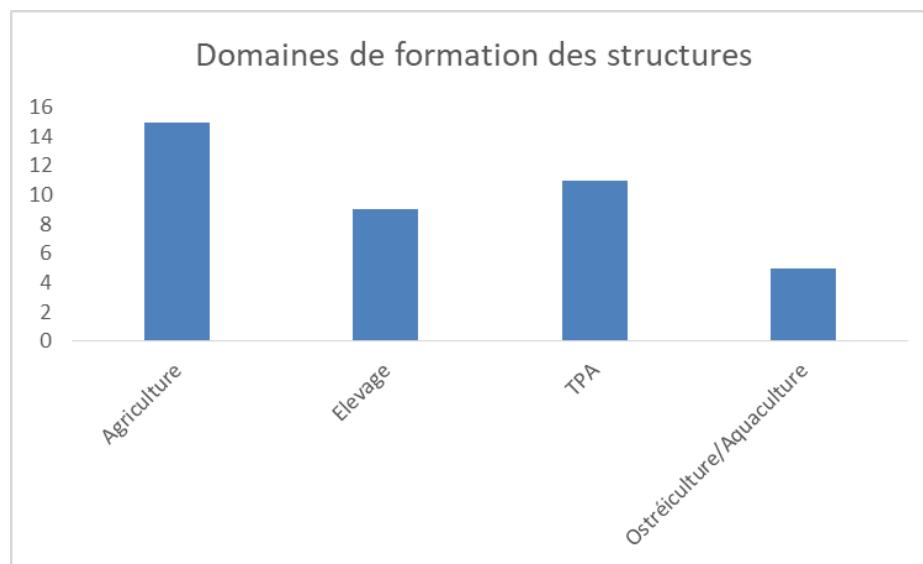


Figure 6 : Domaines de formation des structures qui délivrent des formations aux femmes

Les résultats montrent que les structures qui ont formé les femmes sont majoritairement dans l'agriculture (16) suivi de la TPA. Cependant, elles forment aussi en élevage (9) et ostréiculture (5). En complément, l'analyse de similitudes (figure 3) montre des mots directement rattachés

au mot central de la figure, "formation", il s'agit de : pépinière, compostage, techniques culturales, élevage, apiculture, maraîchage, agriculture, transformation etc... Ainsi, on peut déduire qu'il y a un lien fort entre la formation et les mots qui renvoient à la production agricole et d'élevage. Pour la CHD réalisée sur le corpus des différents types d'agricultrices, la classe centrée sur les formations reçues et leurs modalités est caractérisée par des mots parmi lesquels : maraîchage, ostréiculture, etc... Ceci montre que l'offre de formations pour ces femmes concerne plus la production agricole mais aussi l'ostréiculture et cela est confirmé par les discours des femmes : "**** *G5-TBC *4_135 nous avons reçu beaucoup de formation en **maraîchage** ; **** *G3-TBC *2_77 on a bénéficié de plusieurs formations mais elles portent toutes sur le compostage, la fabrication de produits **phytosanitaires** organiques et la pépinière. On a également fait une formation sur l'apiculture à Toubacouta".

4.2.2.2. Conditions d'accès aux formations

Afin de mieux caractériser l'offre de formation, il est nécessaire d'examiner les conditions d'accès aux formations. Ces conditions sont :

- **Âges requis pour bénéficier des offres de formations**

La figure 7 montre la répartition des structures selon qu'elles exigent ou non un âge minimum pour accéder à leur offre de formation.

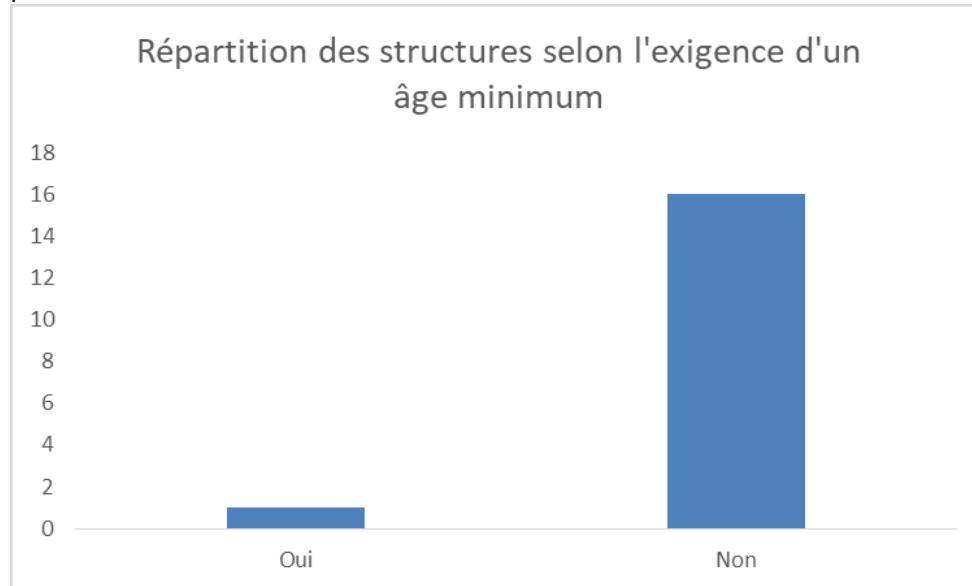


Figure 7 : Répartition des structures selon l'exigence d'un âge minimum pour accéder aux formations

Les résultats montrent qu'il n'y a qu'une structure dont l'accès aux formations demande un âge minimum (16 ans). En revanche, les résultats de l'étude sur la limite d'âge exigée par les structures pour bénéficier des formations montrent qu'aucune limite d'âge n'est demandée par les structures aux femmes pour accéder aux formations. Cela montre que l'offre de formation est ouverte à tous sans distinction d'âge.

- **Paiement des formations**

La figure 8 représente la répartition des structures selon l'exigence d'un paiement pour accéder aux formations.

Répartition des structures selon l'exigence d'un paiement

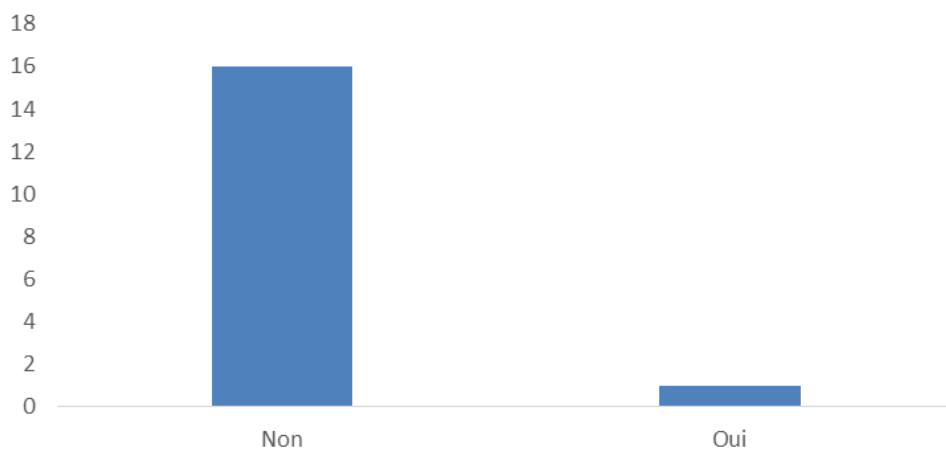


Figure 8 : Répartition des structures selon l'exigence d'un paiement pour accéder aux formations

Les résultats montrent que toutes les formations sont gratuites à l'exception des formations d'une seule structure. Pour cette structure, seules les formations qui s'étalent sur une année sont payantes. Cependant, elle délivre aussi des formations de courtes durées (quelques jours) et c'est ce type de formation qu'il a délivré aux femmes de notre étude. Il est aussi important de rappeler qu'il y a d'autres formateurs qui ont délivré des formations payantes aux femmes. Puisque les offreurs de ces formations ne sont pas affiliés à une structure et/ou ne siègent pas dans la zone d'étude, l'étude ne les a pas pris en compte.

- **Niveau d'étude pour accéder aux formations**

Les résultats montrent que le critère "étude" n'est pas assez déterminant dans le processus de recrutement des bénéficiaires des formations. Ainsi, une seule structure demande un niveau d'étude minimum (CFEE) pour accéder à ses formations. Cependant, cette structure délivre d'autres formations qui n'exigent aucun niveau d'étude. Le processus de recrutement se fait sans tenir compte du niveau d'instruction des participants.

La figure 9 représente la répartition des structures selon l'exigence d'un niveau d'instruction requis pour bénéficier de l'offre de formation.

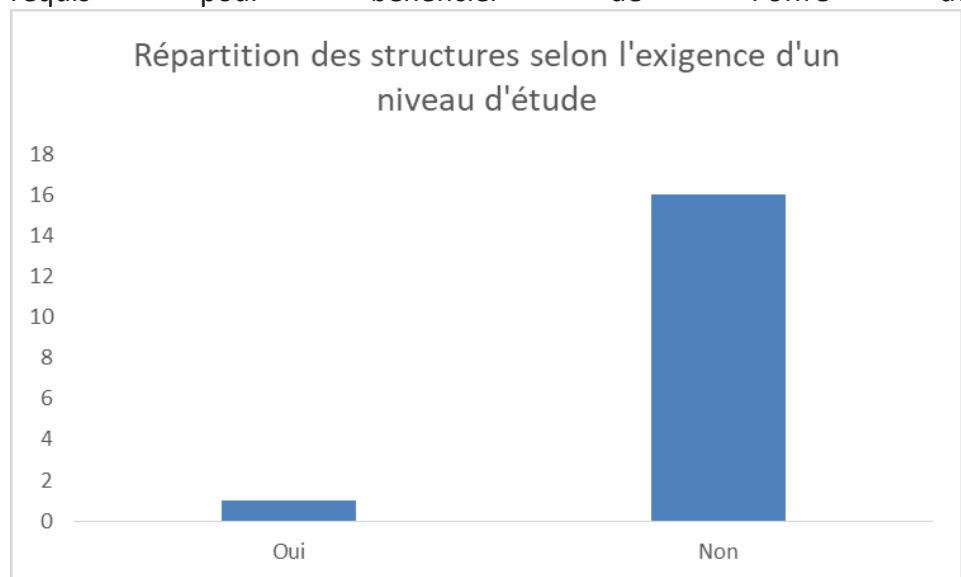


Figure 9 : Répartition des structures selon l'exigence d'un niveau d'étude pour accéder aux formations

- **Population ciblée par les formations**

La figure 10 montre la répartition des structures selon le public visé par l'offre de formation.

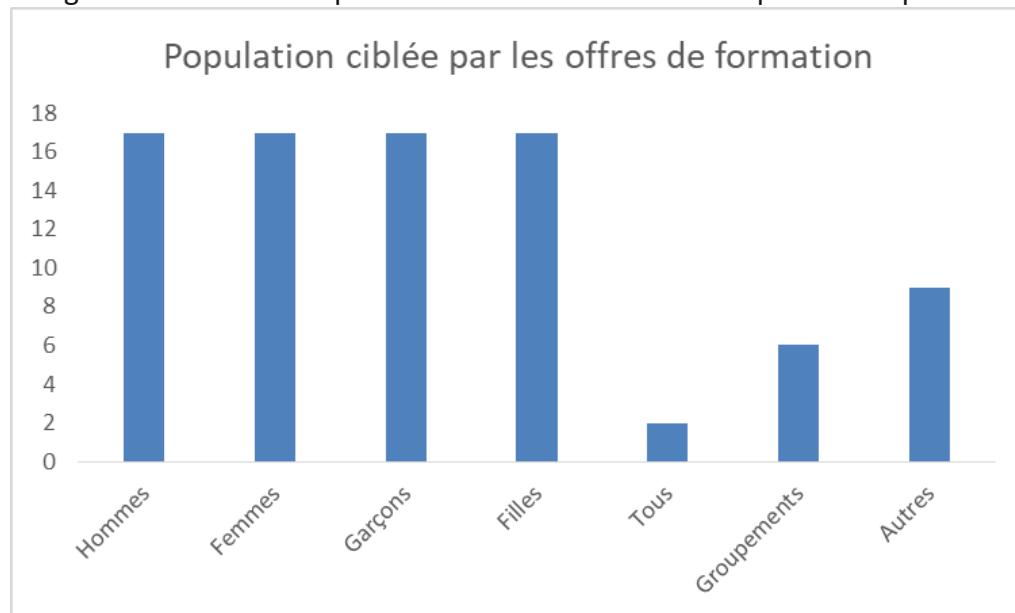


Figure 10 : Cible des offres de formation

Concernant le public visé par l'offre de formation des structures, il apparaît que les formations sont ouvertes à toutes les personnes exerçant un métier agricole. En effet, toutes les structures déclarent que leurs formations sont ouvertes aux hommes, femmes, garçons et filles qui sont installés ou qui souhaitent s'installer en agriculture. Toutefois, les groupements constituent la principale cible des structures. Il est plus facile d'accéder aux formations à travers les groupements.

4.2.2.3. Modalités des offres de formation

Afin de caractériser l'offre de formation pour les femmes agricultrices, il est important de déterminer les modalités des offres de formations. Ces modalités sont :

- **Durées des formations**

La figure qui suit montre la durée des différentes formations selon les structures et les femmes.

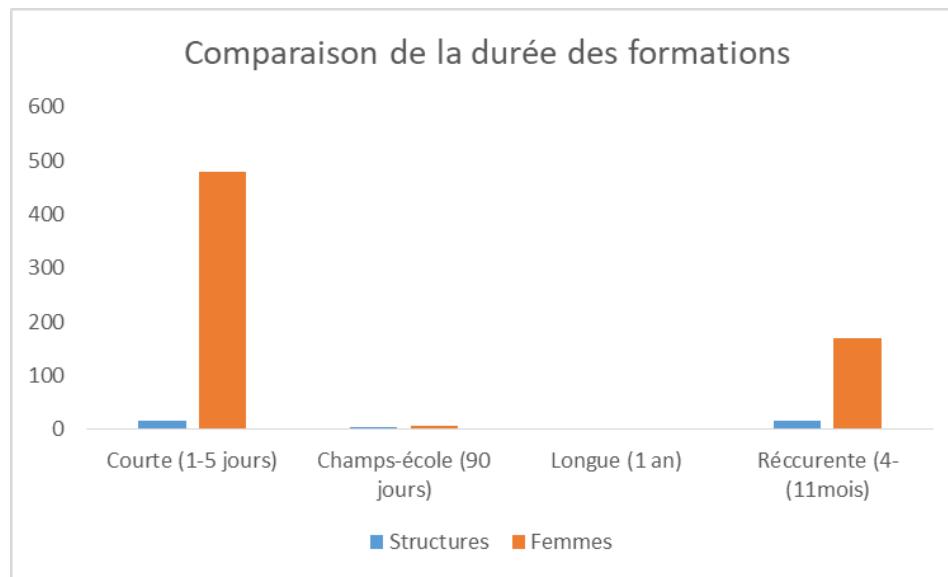


Figure 11 : Comparaison de la durée des formations selon les structures et les femmes

La figure montre que les informations recueillies chez les agricultrices et chez les chefs de structures convergent. Les offres de formation pour les femmes agricultrices sont de durées variables. Elles varient de quelques jours à des mois en plus des champs-écoles. Cependant, il est important de préciser que les formations qui durent des semaines voire des mois ne sont pas dispensées de façon continue. Seule une structure offre des formations qui s'étalent pleinement sur 1 an en plus des formations de courtes durées qu'elle délivre. Cependant, les femmes n'ont pas bénéficié de telles formations (1 an). Les durées des formations sont souvent de courtes durées (1-5 jours) et cela est confirmé par les femmes lors des focus group en ces mots : "la formation des femmes est contrainte par la **courte durée**". En complément, l'analyse statistique des mots caractéristiques de la classe 1 (relative aux formations et modalités) issue de la CHD effectuée sur le corpus du discours des groupements de femmes montre que le mot jour est hautement significatif dans cette classe avec une p-value <0,0001. Dans ce même sillage, dans le discours des types d'agricultrices, le mot jour est également significatif dans la classe 3 correspondant aux formations reçues et leurs modalités avec une p-value de 0,00416. Ces analyses montrent que les formations tiennent sur de courtes durées, généralement 1 jour.

- **Langues utilisées pour dérouler les formations**

La figure qui suit montre la comparaison des différentes langues utilisées lors des formations.

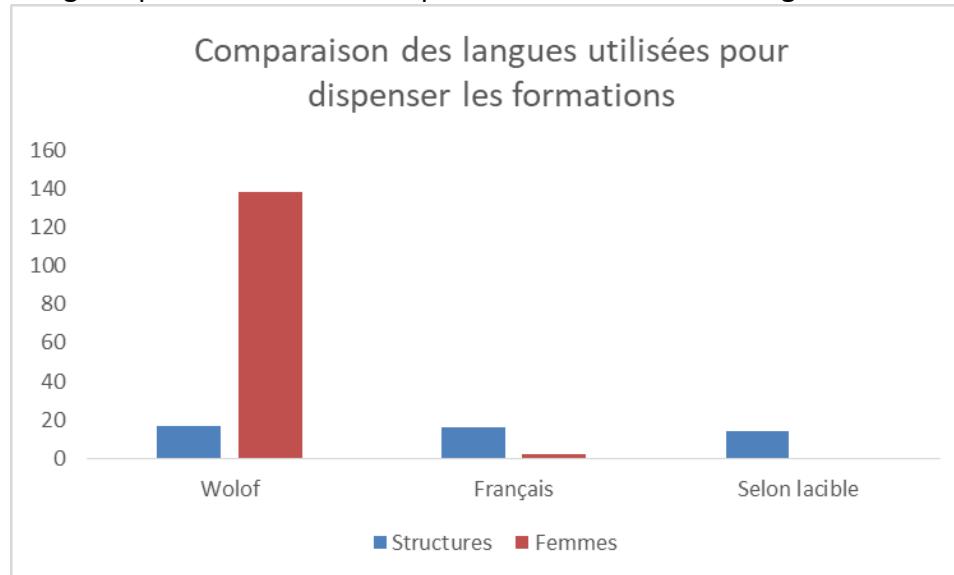


Figure 12 : Comparaison des langues utilisées dans les formations selon les structures et les femmes

Les résultats montrent que la langue la plus utilisée est le wolof. Toutefois, le français est utilisé mais rarement. Cela est confirmé par les structures mais aussi par les femmes. Dans toutes les classes correspondantes aux modalités des formations reçues, issues des CHD réalisées sur les corpus des discours des groupements de femmes et types d'agricultrices, le mot wolof est significatif avec des valeurs respectives de la p-value de 0,000020 et 0,000030. Cela montre que le wolof est la langue de base pour dérouler les formations chez les agricultrices. Cependant, en fonction de la cible et du formateur, une autre langue locale peut être utilisée : “**** *G7-TBC *6_181 on préfère les formations en **wolof** car depuis qu'on a commencé les formations, on les fait en **wolof** ou en sérère si le formateur comprend le sérère” ; **** *G10-S *9_226 les formations sont déroulées en **wolof** et en français parce qu'il y a des choses qui sont difficiles à expliquer en **wolof**”.

- **Méthodes pédagogiques des formations**

La figure 13 représente les différentes méthodes pédagogiques utilisées par les structures lors des formations.

Comparaison des méthodes utilisées pour dispenser les formations

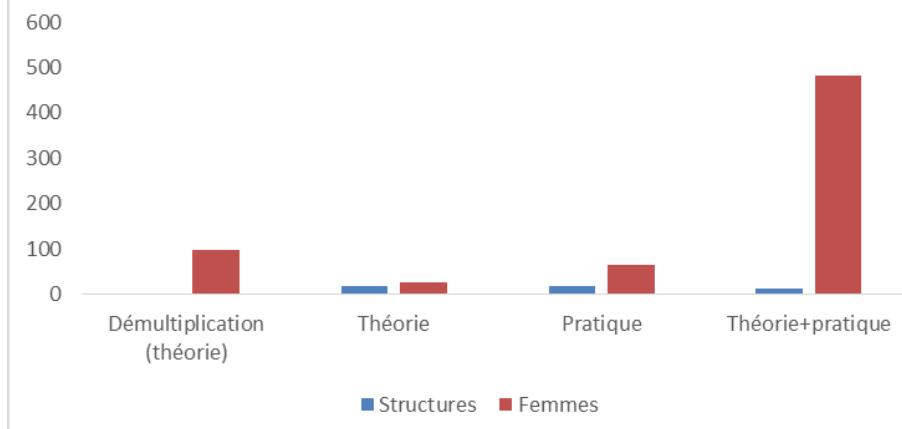


Figure 13 : Comparaison des méthodes utilisées pour dispenser les cours selon les structures et les femmes

Les résultats montrent que les informations recueillies auprès des structures confirment les dires des femmes. Les structures déclarent dispenser les formations en théorie et/ou pratique tandis que les femmes lors des entretiens par focus group déclarent que les formations sont délivrées en pratique souvent mais certaines formations sont dispensées en théorie. Ainsi, le tableau 3 issu des données statistiques du corpus du discours des groupements soumis pour analyse montre une haute significativité des mots liés aux méthodes pédagogiques dans la classe 1 (relative aux modalités des formations reçues) : pratique, théorique et démultiplie. L'analyse statistique des mots caractéristiques de la classe 3 (modalités des formations reçues) issue de la CHD réalisé sur le discours des types d'agricultrices montrent aussi une significativité du mot “pratique” avec une p-value de 0,00879. Ces résultats montrent que les formations reçues par les femmes sont souvent délivrées de façon pratique et théorique. Lors des entretiens par focus group, les groupements ont confirmé cela en ces termes : “**** *G5-TBC *4_134 la formation alliait théorie et pratique” ; “**** *G4-S *3_104 la formation alliait théorie et pratique”. Pour certaines formations qui se tiennent en dehors des villages, certaines femmes sont envoyées se former. À leur retour, elles démultiplient la formation de façon théorique auprès des autres membres.

Tableau 3 : Statistique des mots caractéristiques des méthodes utilisées par les structures de formation

Profils	p-value
Pratique	<0,0001
Théorique	<0,0001
Théorie	0,06638
Démultiplicat ion	<0,0001

4.2.3. Contraintes rencontrées par les femmes agricultrices de la zone d'étude en termes de capacitation

La question qui nous intéresse dans cette partie est : **Quels sont les défis que rencontrent les femmes qui se sont installées en agriculture dans la zone en termes de capacitation ?** Pour répondre à cette question, nous avons collecté les données auprès des agricultrices. Les variables étudiées sont : le niveau d'instruction, les rendements, les contraintes rencontrées par les femmes dans l'exercice des activités agricoles et les contraintes socio-culturelles (autorisation de participer à des formations). Une analyse descriptive est effectuée sur le questionnaire soumis aux agricultrices. Cette analyse permet de déterminer les principaux freins à l'autonomisation des agricultrices de la zone. L'analyse descriptive est complétée par une analyse de Reinert (à travers une CHD), des analyses statistiques et textuelles (sur les corpus des discours des groupements et ceux des types d'agricultrices) pour mieux interpréter les résultats issus des questionnaires.

4.2.3.1. Niveau d'instruction des femmes

La détermination du niveau d'instruction des femmes permet de répondre à la question de recherche 3 relative aux défis rencontrés par les agricultrices en termes de capacitation. Ainsi, la figure ci-dessous représente le niveau d'étude des femmes de notre étude.

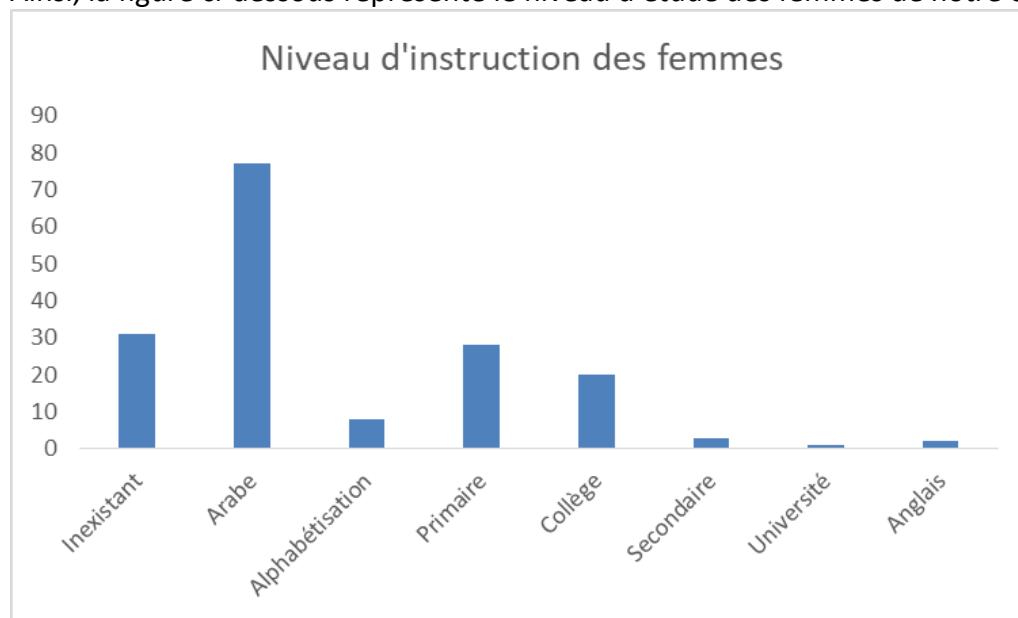


Figure 14 : Niveau d'instruction des femmes agricultrices

La figure montre que le niveau d'instruction des femmes est très faible. Près de la moitié des femmes (77) ont fait l'école coranique (arabe). Cependant, elles déclarent ne pas faire des études avancées en arabe par conséquent ne maîtrisent que les versets récités lors de la prière. Les effectifs des différents niveaux d'instruction des femmes ayant fait l'école française sont : 28, 20, 3 et 2 respectivement primaire, collège, secondaire et université. Deux femmes ont fait l'école anglaise.

4.2.3.2. Rendement des cultures principales

La détermination du rendement obtenu par les femmes sur leur principale culture permet de répondre à la question de recherche 3 relative aux contraintes rencontrées par les agricultrices dans leur capacitation. La figure qui suit détermine les rendements des différentes femmes sur leurs cultures principales (l'oignon).

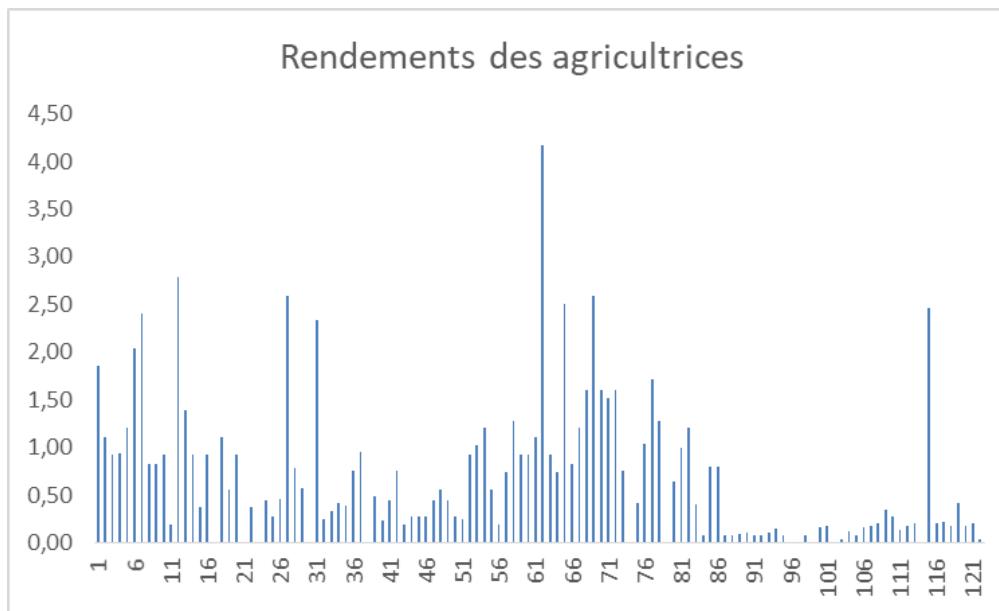


Figure 15 : Rendements des agricultrices sur leurs cultures principales

Tableau 4 : Description du rendement des agricultrices

Rendement	
N	114
Manquants	55
Moyenne	0,732
Médiane	0,455
Mode	0,930
Ecart-type	0,736

L'interprétation de la figure montre que le rendement le plus élevé est de 4,17 Kg/m² tandis que le rendement le plus faible est 0,00 Kg/m². Le rendement moyen est de 0,732 Kg/m². La faiblesse des rendements enregistrés par les agricultrices prouve un manque de compétences techniques chez ces dernières. Cela est confirmé lors des entretiens par focus group par les femmes qui expliquent que ces dernières années, il y a une maladie qui attaque l'oignon entraînant des pertes considérables de rendements : “**** *F5-type4 *4_60 mon problème c'est principalement l'**oignon**, les années passées, on n'avait pas de problème avec l'**oignon** mais ces années-ci, nos **oignons** ont souvent des attaques”. Les chiffres manquants relèvent de l'incapacité de certaines femmes à estimer leur production annuelle mais aussi des femmes qui ne sont pas dans la production agricole.

4.2.3.3. Contraintes socio-culturelles des agricultrices

Pour examiner les contraintes socio-culturelles qui freinent la capacitation des femmes, nous avons évalué l'autorisation de participer aux formations. La figure 16 montre la répartition des femmes selon l'obtention d'une autorisation de participer à une formation.

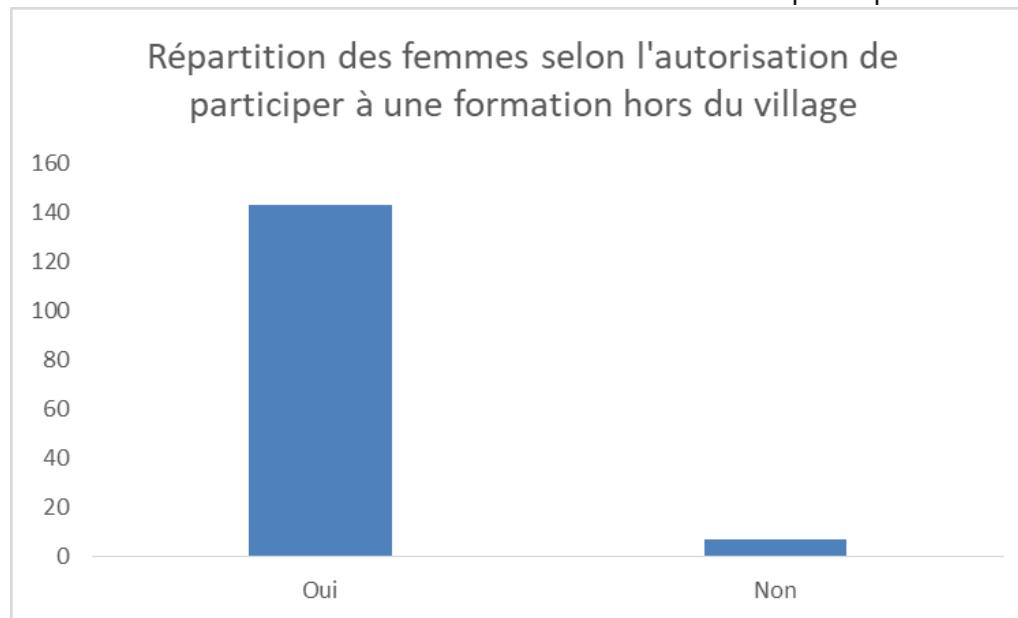


Figure 16 : Répartition des femmes agricultrices selon l'autorisation de participer aux formations

Les résultats montrent que seules 7 femmes sur les 149 qui souhaitent se former ont déclaré ne pas être sûres d'obtenir une autorisation de participer à une formation en dehors du village. Ces femmes sont des femmes qui vivent seules avec leur petite famille. Lors des entretiens, les groupements ont confirmé leur disponibilité de se former même hors de leurs villages : “***** *G1-TBC *0_12 si les formations sont tenues en dehors du village, on peut y participer sans soucis et nos **maris** n'y trouveront pas d'inconvénients ; ***** *G9-TBC *8_216 S'il y a des formations, nos **maris** n'ont pas non plus de problème à ce qu'on y participe. Il suffit juste de les en informer tôt”.

4.2.3.4. Contraintes rencontrées par les femmes agricultrices dans leurs activités agricoles

Les contraintes rencontrées par les agricultrices de la zone d'étude dans l'exercice de leurs métiers agricoles sont représentées par la figure ci-dessous.

Contraintes rencontrées par les femmes

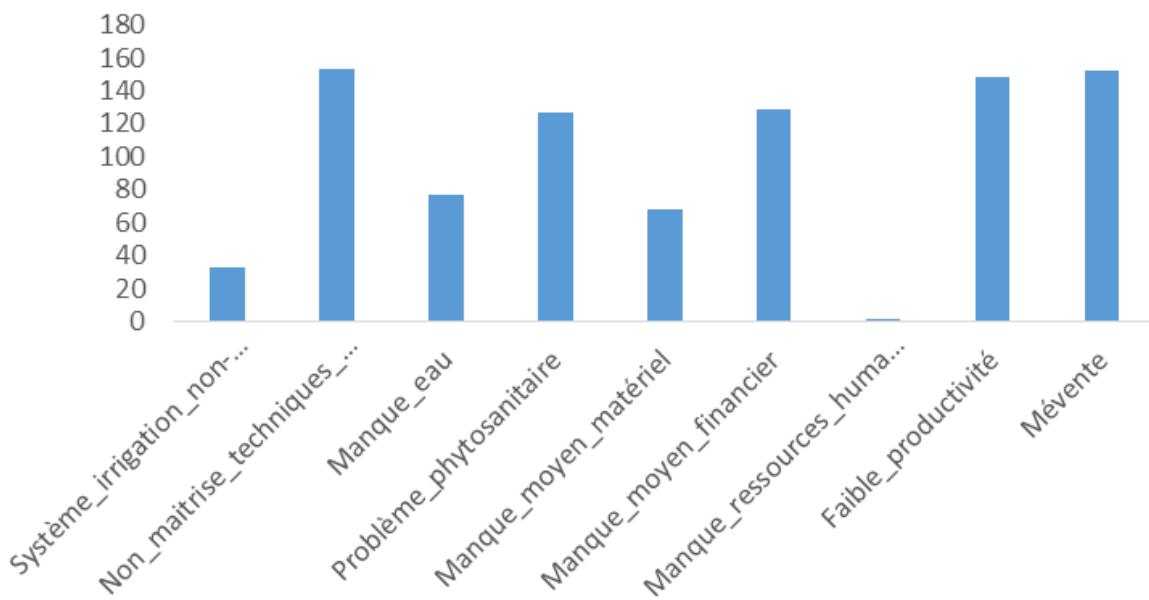


Figure 17 : Principales contraintes rencontrées par les agricultrices dans les métiers agricoles

Les résultats montrent que les difficultés les plus mentionnées par les femmes sont : la non maîtrise des techniques culturales (153), la mévente (152), la faible productivité (148), les problèmes financiers (129) et la non maîtrise de la lutte phytosanitaire (127). L'analyse statistique de la classe 3 issue de la CHD réalisée sur le corpus du discours des groupements de femmes montre que les mots : transformer ($p\text{-value} < 0,0001$), mévente ($p\text{-value} = 0,00021$), équipement ($p\text{-value} = 0,00068$), matériel ($p\text{-value} = 0,00109$)... sont significatifs. Ainsi, on peut déduire que ces contraintes sont fréquemment rencontrées par les groupements. Les résultats du questionnaire montrent que 153 femmes ne maîtrisent pas parfaitement les techniques culturales. De ce fait, elles sont contraintes de faible productivité. Les femmes trouvent que les formations en techniques culturales doivent être fréquentes pour une modernisation de l'agriculture : “**** *G2-TBC *1_24 la coopérative a duré 15 ans mais on ne maîtrise toujours pas les **techniques** culturales car les formations manquent et les formations que nous recevons ne durent pas. On aimerait vraiment recevoir des renforcements de capacités car chaque année de nouvelles **techniques** apparaissent”. A cela s'ajoute les problèmes phytosanitaires qui pèsent sur les femmes (127) comme le souligne cette femme : “**** *F6-type2 *10_128 mon problème dans l'agriculture, ce sont les **problèmes** phytosanitaires et cela c'est presque partout dans la zone”. En effet, les femmes déclarent que ces dernières années, il y a une maladie qui attaque les périmètres d'oignons de toute la zone : “**** *F1-type1 *12_153 durant ces 3 dernières années, il y a une maladie qui fatigue l'**oignon**. A chaque fois que la bulbaison commence, les **oignons** commencent à pourrir, l'araignée rouge aussi est un problème qu'on rencontre et on n'a pas de produits contre elle”. Ces problèmes phytosanitaires font enregistrer aux femmes de faibles rendements et des pertes post-récolte comme elles l'ont souligné dans leurs discours : “**** *F3-type1 *14_176 si on avait des produits pour lutter contre les problèmes phytosanitaires, ce serait mieux car on perd beaucoup de nos récoltes à cause d'eux”. Sur l'ensemble des femmes enquêtées, 152 femmes déclarent rencontrer des difficultés pour écouler leur

production comme le souligne les femmes lors des entretiens : “**** *G1-TBC *0_10 nous sommes confrontés à des **problèmes** comme la mévente”. Cette situation résulte d'un manque de clientèle dans la zone conduisant au final à des pertes de rendements post-récolte et les femmes l'ont confirmé lors des focus group : “**** *F3-type1 *14_175 mon problème dans l'agriculture, ce sont les **problèmes** phytosanitaires mais aussi la mévente. On n'a pas où vendre nos produits ni de magasin de stockage. Ainsi, avant de vendre les oignons, on perd plus de la moitié puisqu'il n'y a pas de magasin de stockage adéquat”. Un autre problème qui explique ce phénomène est la production non diversifiée. En effet, pendant la saison froide, les femmes de toute la zone produisent l'oignon et la tomate ce qui fait que le marché est saturé par ces spéculations. L'accès aux financements est également contraignant pour les femmes agricultrices comme souligné dans ce groupement parmi tant d'autres : “**** *G9-TBC *8_217 En plus des **problèmes** de vente, nous avons aussi des problèmes d'accès aux financements”. Ce non accès aux financements entravent l'autonomisation des agricultrices : “**** *G4-S *3_113 il y a aussi le manque de financement car si on reçoit une formation et qu'on n'a pas de moyen pour pratiquer, on finit par oublier”. Lors des entretiens semi-directifs, en plus de ces contraintes, les femmes qui pratiquent également l'élevage ont mentionné des pertes d'animaux à cause des maladies : “**** *F3-type4 *7_96 cette année, chez moi on a perdu tous nos **animaux** à cause des maladies”. La classe centrée sur les contraintes que rencontrent les femmes et issue de la CHD réalisée sur le corpus du discours des types d'agricultrices montre une significativité des mots : eau (p-value <0,0001), clôture (p-value = <0,0001), phytosanitaires (p-value <0,0001), animal (p-value = 0,00325) et matériel (p-value = 0,000770). Cela signifie que les contraintes les plus énoncées par les femmes tournent autour des contraintes techniques en production d'élevage et agricole et du manque de moyen matériel. Ces problèmes sont perçus par les femmes comme étant des obstacles majeurs au développement de leurs activités agricoles : “**** *G1-TBC *0_17 Si l'agriculture féminine est mécanisée, elle sera plus développée, nous attendons des **structures** de far des équipements et des formations”. Les contraintes techniques et de vente ne semblent pas toucher les transformatrices. Ces femmes sont plus touchées par le manque de moyen matériel et d'équipement : “**** *F3-type3 *19_234 je n'ai pas non plus d'**équipement** chez moi pour la transformation, du coup je pars à l'unité pour transformer. Je n'ai pas de problème d'écoulement car j'ai des clients ; **** *F1-type3 *17_212 notre problème aussi c'est le manque d'**équipement** et d'unité de transformation. Nous n'avons pas d'**équipement** mais juste de petits ustensiles pour cuisiner”. Ce manque de moyen matériel est perçu par les femmes comme un frein au développement de leurs activités : “**** *G7-TBC *6_177 nous attendons des **structures** de far qu'elles nous accompagnent en matériel pour que nous puissions appliquer les compétences que nous recevons des formations ; **** *G7-TBC *6_176 nous rencontrons parfois des problèmes liés à la mévente à cause des prix bas et le manque d'**équipement** raison pour laquelle nous ne pouvons pas transformer la tomate que nous produisons”. En effet, les femmes productrices agricoles qui ont reçu des formations en TPA souhaitent bénéficier d'équipements adéquats à la transformation en quantité pour éviter les pertes post-récolte. C'est aussi pareil pour les femmes qui s'activent dans la production agricole et dans l'ostréiculture : “**** *F4-type1 *15_184 Mon problème dans l'**ostréiculture** c'est le manque d'**équipement**. Les termites sont aussi un problème que je rencontre dans l'agriculture, elles mangent mes cultures. Pour l'ostréiculture, mon problème c'est le manque d'**équipement** et de matériel”.

4.2.4. Détermination de l'adéquation entre offre et demande de formation des agricultrices

La question à laquelle nous tenterons de répondre dans cette partie est : **Existe-t-il une adéquation entre l'offre et la demande de formation des femmes agricultrices de la zone d'étude ?** Pour cela, les données sont collectées chez les femmes agricultrices et les structures de FAR. Les variables des données collectées chez les agricultrices sont : les thèmes et les modalités (lieu, durée, période, langue, paiement) des formations reçues et demandées. Une analyse comparative est effectuée entre les thèmes, contenus et modalités des offres de formation et demande réelle (identifiée à partir des contraintes rencontrées) de formation des agricultrices. Cette analyse permet de croiser les résultats en vue de déterminer les écarts qui existent entre l'offre et la demande réelle de formation des agricultrices. Ces analyses quantitatives sont complétées par des analyses de similitudes (réalisées sur le corpus du discours des groupements), textuelles (verbatim) et Reinert (statistiques des mots issus de ces analyses (CHD) réalisées sur les corpus des discours des femmes (groupements et types d'agricultrices).

4.2.4.1. Demande réelle en formation des agricultrices

Malgré les femmes ont exprimé des demandes de formation, ces dernières ne sont pas forcément en rapport avec leurs domaines d'activités. Cela s'explique par une difficulté à identifier leur demande réelle en formation ou par le désir de se lancer dans d'autres activités. De ce fait, cette demande exprimée par les agricultrices n'est pas en adéquation avec leur demande réelle de formation. Ainsi, pour analyser la demande réelle en formation des agricultrices, nous nous sommes appuyés sur les contraintes rencontrées par ces dernières. En effet, Les contraintes rencontrées dans chaque secteur d'activité permettent de déterminer les compétences manquantes aux femmes actives dans ce secteur en vue de déterminer la demande réelle en formation de ces femmes. Le tableau 5 représente les résultats de cette analyse.

Tableau 5 : Analyse de la demande réelle en formation des agricultrices

Secteur	Difficultés rencontrées	Souhaits des agricultrices	Souhaits envisagés en formation	Commentaires
Production agricole	Problèmes phytosanitaires	Affectation permanent d'un technicien Dotation en produits phytosanitaires bio Formation en lutte phytosanitaires	Formation en phytopathologie Formation en lutte intégrée Formation en agroécologie Formation en biosécurité agricole	Les agricultrices mettent surtout l'accent sur des appuis techniques et en intrants mais l'ampleur des contraintes nécessitent des formations approfondies pour qu'elles puissent gérer les maladies des cultures et les pratiques culturales de façon autonome.
	Non maîtrise des techniques culturales	Affectation permanent d'un technicien Formation en techniques culturales	Formation en techniques culturales	
Mévente Bas prix	Création de marchés de produits bio	Formation en marketing Formation en étude de marché	Les femmes qui produisent du bio peinent à écouler leur production à des prix raisonnables. Ainsi, elles souhaitent des marchés dédiés au bio. Les femmes cherchent à être aidées à vendre leurs légumes mais sans la formation alors que les formations que nous avons proposées leur aideraient à maîtriser les techniques de vente mais aussi à diversifier les productions en fonction du marché.	
	Achat de leur production ou leur faciliter l'écoulement	Formation en planification de la production		



Faible productivité	Affectation d'un technicien permanent Dotation en engrais bio	Formation en techniques culturales Formation en lutte phytosanitaire Formation en fertilisation	Les femmes mettent plus l'accent sur l'accompagnement par un expert alors que la faible productivité peut être la résultante de la non maîtrise des techniques culturales.
Pertes post-récolte	Magasins de stockage, chambre froide Formation en gestion post-récolte Formation en TPA	Formation en technique recherche de financements Formation en TPA Formation en marketing Formation en technique conservation et stockage Formation en planification Formation en contrôle qualité	Les femmes ont bien compris que pour éviter les pertes post-récolte, il faut un bon stockage et/ou conservation à travers des magasins et la TPA mais des formations en marketing peuvent faciliter l'écoulement de la production et diminuer la dépendance aux équipements.
Manque d'eau	Installation de plusieurs panneaux solaires ; Dotation en forage ou plusieurs puits	Technique de recherche financements/partenaires Gestion	Les femmes n'ont souligné que des besoins en équipements alors que des formations peuvent faciliter l'accès aux financements et des partenariats pour bénéficier de ces équipements.
Système d'irrigation non adéquat	Installation de goutte-à-goutte au profit de l'aspersion	Technique de recherche financements/partenaires Gestion	Les souhaits des femmes sont centrés uniquement sur le matériel alors que des formations en techniques de recherche de financements peuvent leur permettre d'accéder à ces équipements par elles-mêmes. Par une bonne gestion, elles peuvent disposer de fonds par elles-mêmes.
Manque d'équipements	Dotation en équipement ; Clôture (divagation des animaux)	Technique de recherche financements/partenaires ; Formation en maintenance des équipements agricoles	



Manque de moyen financier	Faciliter financements	l'accès aux formations en recherche de financements ; Formation en gestion	Les femmes souhaitent accéder directement aux financements alors que l'accès aux financements devient plus facile avec une formation à ce sens.	
Production animaux d'élevage	Mortalité des animaux	Disponibilité de vétérinaires Formation en élevage	Formation en techniques d'élevage ; Formation en santé animale Formation en vaccination	Les femmes ajoutent à la formation en élevage la disponibilité d'agents techniques en élevage alors qu'un renforcement en technique d'élevage peut diminuer la dépendance aux experts.
Manque de moyen matériel/équipement	Faciliter financements	l'accès aux formations de recherche de financements et gestion ; Formation en maintenance des équipements	Les femmes souhaitent accéder directement aux financements et équipements alors que l'accès à ces derniers devient plus facile avec une formation en technique de recherche de financement.	
Manque de moyen financier	Faciliter financements	l'accès aux formations de recherche de financements ; Gestion		



Ostréicult ure	Manque d'équipement	Dotation en équipement	Technique de recherche financements/partenaires Gestion Formation en maintenance des équipements	Les femmes actives dans l'ostréiculture ne sont presque pas touchées par les contraintes techniques mais plutôt le manque de moyen matériel, d'équipement et financier. Ainsi, elles souhaitent accéder directement aux financements et équipements alors que l'accès à ces derniers et leur maintien en bon état devient plus facile avec une formation en technique de recherche de financement et maintenance.
Accident de travail		Dotation en équipement	Technique de recherche financements et gestion Formation en maintenance	Les femmes souhaitent accéder directement aux financements et équipements alors que l'accès à ces derniers devient plus facile avec une formation en technique de recherche de financement et maintenance.
TPA	Manque de moyen matériel/équipement	Dotation en équipement	Technique de recherche financements/partenaires Gestion	Les femmes souhaitent accéder directement aux financements et équipements alors que l'accès à ces derniers devient plus facile avec une formation en technique de recherche de financement et maintenance.
	Manque de moyen financier	Faciliter l'accès aux financements	Techniques de recherche financements Gestion	Les femmes souhaitent accéder directement aux financements pour se procurer du matériel et des équipements alors que l'accès à ces derniers devient plus facile avec une formation en technique de recherche de financement, gestion et maintenance.



Non maîtrise des techniques de transformation

Formation en TPA

Les femmes transformatrices sont peu contraintes par les problèmes techniques. Cependant, celles qui pratiquent la TPA sur les légumes qu'elles produisent ne maîtrisent pas la transformation de plusieurs de leurs légumes. Ainsi, elles souhaitent se former davantage en TPA.

L'interprétation du tableau montre que les femmes bien ayant besoin de formations pour lever les contraintes qu'elles rencontrent, mettent souvent en avant la fourniture de matériel, équipement et financements au profit des formations qui ne sont pas forcément en adéquation avec le métier qu'elles exercent. Ainsi, il est crucial de déterminer la demande réelle de formation des agricultrices pour les aider à lever ces contraintes de façon autonome par la formation. Cette demande réelle est développée sur la page suivante.

La demande réelle en formation des femmes, analysée à partir des contraintes qu'elles rencontrent, est constituée pour les productrices agricoles de formations en :

- Phytopathologie, lutte intégrée, agroécologie et biosécurité agricole pour lever les contraintes liées aux problèmes phytosanitaires ;
- Techniques culturales pour lever les contraintes liées à la non maîtrise des techniques culturales ;
- Marketing, étude de marché et planification de la production agricole pour permettre aux agricultrices de maîtriser les techniques de vente et diversifier la production afin de vendre mieux ;
- Techniques culturales, fertilisation et lutte phytosanitaires pour augmenter la productivité agricole ;
- Technique de recherche de financements, TPA, marketing, technique de conservation et stockage, planification (des récoltes, vente...) et contrôle qualité pour accéder aux financements, se doter d'équipements permettant la transformation en quantité des produits agricoles, conserver mieux les produits agricoles et planifier les récoltes afin de diminuer les pertes post-récolte ;
- Maintenance des équipements pour maintenir en bon état le matériel et les équipements nécessaires à la transformation, à la sécurité des parcelles de production et à l'irrigation ;
- Gestion pour savoir épargner et gérer leurs ressources financières afin de diminuer la dépendance aux financements extérieurs.

Pour les productrices d'élevage, la demande réelle de formation est constituée de formation en :

- Technique d'élevage et santé animale pour diminuer le taux de mortalité du bétail par une bonne hygiène et une gestion des maladies d'animaux ;
- Technique de recherche de financements, gestion et maintenance des équipements et matériel pour se procurer le matériel nécessaire à la production d'élevage et de le maintenir en bon état.

Pour les femmes transformatrices, souvent contraintes par le manque de moyen matériel et financier (à l'exception des productrices agricoles qui transforment leurs légumes qui rencontrent des problèmes techniques), la demande réelle en formation est constituée de formations en :

- Technique de recherche de financements et de gestion pour se doter de matériel et d'équipement nécessaires à la transformation ;
- Technique de transformation surtout des légumes pour transformer les légumes produits.

L'analyse montre qu'il y a des écarts entre les souhaits des femmes et la demande réelle de formation. Cela montre que pour lever efficacement les contraintes rencontrées par les agricultrices, en plus des formations, des appuis matériels et/ou institutionnels sont nécessaires. En plus de ces formations, des formations en alphabétisation doivent être proposées aux femmes dont la majorité n'est pas instruite. En effet, l'alphabétisation constitue la base de toutes les formations proposées pour une bonne assimilation de leurs contenus.

4.2.4.2. Modalités de la demande réelle de formation des agricultrices

Pour analyser les modalités de la demande réelle de formation des agricultrices, nous nous sommes basés sur la demande réelle de formation des agricultrices. Le tableau 6 montre les résultats de cette analyse.

Tableau 6 : Modalités de la demande réelle de formation pour les agricultrices

Difficultés rencontrées	Demande réelle de formation	Méthodes pédagogiques	Durée	Période	Lieu	Langue	Paiement
Problèmes phytosanitaires	Formation en phytopathologie Formation en lutte intégrée Formation en agroécologie ; Formation en biosécurité agricole	Théorie Pratique Démonstration (identification maladies)	4 jours des	Début et pendant la campagne (avec répétition si possible)	Exploitation agricole	Wolof	Non
Non maîtrise des techniques culturales	Formation en techniques culturales	Théorie Pratique Démonstration	Séquentielle courte (2 jours)	Début et pendant la campagne	Exploitation agricole	Wolof	Non
Mévente Bas prix	Formation en marketing Formation en étude de marché Formation en planification de la production	Théorie Exercices Jeux de rôles	2-3 jours	Pendant ou avant juste les récolte	Village	Wolof	Non



Faible productivité	Formation en techniques culturelles Formation en lutte phytosanitaire Formation en fertilisation	Théorie Pratique Démonstration Exercices (calcul des dosages)	2-3 jours + suivi régulière	Avant et pendant tout le long du cycle	Exploitation agricole	Wolof	Non
Pertes post-récolte	Formation en technique de recherche de financements Formation en TPA Formation en marketing Formation en technique de conservation et stockage Formation en planification Formation en contrôle qualité	Théorie Pratique Démonstration	2-3 jours	Avant la campagne de production, avant, pendant et après les récoltes (planification stockage, conservation, contrôle qualité et TPA)	Exploitation agricole Village (planification et recherche de financements)	Wolof	Non
Manque d'eau	Technique de recherche de financements/partenaires Gestion	Théorie Jeux de rôles Exercices	2 jours	Peu importe la période	Village	Wolof	Non
Système d'irrigation non adéquat	Technique de recherche de financements/partenaires Gestion	Théorie Jeux de rôles Exercices	2 jours	Peu importe la période	Village	Wolof	Non
Manque d'équipements	Technique de recherche de financements/partenaires Gestion Formation en maintenance des équipements agricoles	Théorie Jeux de rôles Exercices Pratique	3 jours	Peu importe la période	Village Exploitation agricole	Wolof	Non





Manque de moyen financier	Formation en technique de recherche de financements ; Formation en gestion	Théorie Jeux de rôles Exercices	2 jours	Peu importe la période	Village	Wolof	Non
Mortalité des animaux	Formation en techniques d'élevage ; Formation en santé animale ; Formation en vaccination	Théorie Pratique Démonstration	2-3 jours	Début d'hivernage Fin hivernage	Village Enclos/poulailleur	Wolof	Non
Manque de moyen matériel/équipement	Technique de recherche de financements/partenaires Formation en maintenance des équipements	Théorie Jeux de rôles Démonstration	2-3 jours	Peu importe la période	Village Exploitation agricole	Wolof	Non
Manque de moyen financier	Technique de recherche de financements Gestion	Théorie Jeux de rôles	1 jour	Peu importe la période	Village	Wolof	Non
Manque d'équipement	Technique de recherche de financements/partenaires ; Formation en maintenance des équipements	Théorie Jeux de rôles Démonstration	2-3 jours	Peu importe la période	Village Exploitation agricole	Wolof	Non
Accident de travail	Technique de recherche de financements/partenaires ; Formation en maintenance	Théorie et pratique Jeux de rôle Démonstration	2-3 jours	Peu importe la période	Village	Wolof	Non
Manque de moyen matériel/équipement	Technique de recherche de financements/partenaires Gestion	Théorie Jeux de rôles	1 jour	Peu importe la période	Village	Wolof	Non





Non maîtrise des techniques de transformation	Formation en TPA	Démonstration Pratique	3 jours	Pendant récoltes	les Unité de transformation dans le village	Wolof	Non
---	------------------	------------------------	---------	------------------	---	-------	-----

L'interprétation du tableau montre que les modalités de la demande réelle de formation pour les agricultrices identifiée à partir des contraintes rencontrées, sont conçues comme suit en rapport avec les formations :

- Pour les formations techniques en production agricole (phytopathologie, agroécologie, biosécurité, lutte intégrée et techniques culturales) : des méthodes pédagogiques pratiques, démonstratives et théoriques dans les exploitations agricoles sont nécessaires. Ces formations doivent s'étaler sur des durées comprises entre 2 et 4 jours pour une meilleure assimilation des contenus par les femmes, de façon régulière durant tout le cycle des cultures avec une première formation en début de campagne de production. Le Wolof sera la langue de base. Les formations doivent être gratuites ;
- Pour les formations en technique de recherche de financement, gestion et marketing : des méthodes théoriques, jeux de rôles et exercices d'application sont nécessaires. Les formations doivent s'étaler sur une durée de 2 à 3 jours. Le wolof doit être la langue utilisée. Concernant la période, aucune obligation n'est requise. Ces formations doivent se tenir dans les villages, de préférence dans une salle de classe, gratuitement ;
- Pour les formations en maintenance : Une démonstration puis de la pratique sont obligatoires. Ces formations peuvent tenir sur une durée d'un jour avec comme langue de formation, le wolof. Elles doivent se tenir dans les exploitations agricoles ;
- Pour les formations en techniques d'élevage, santé animale et vaccination : les formations doivent être déroulées en théorie, pratique et démonstration sur 2 à 3 jours en début/fin d'hivernage où les maladies sont plus fréquentes chez les animaux. La langue de formation doit être le wolof et les formations, gratuites. Les formations doivent se tenir dans les villages, en bergerie, poulailler... pour favoriser l'application et la démonstration sur les animaux ;



- Pour les formations en TPA : les formations doivent se tenir en théorie et pratique, dans une unité de transformation dans le village. Elles peuvent s'étaler sur une durée de 2 à 3 jours pendant les récoltes pour les réaliser sur les légumes produits par les femmes. Le wolof peut être la langue de formation. Ces formations doivent être gratuites.

4.2.4.3. Comparaison entre contenus de l'offre et contenus de la demande réelle de formation pour les agricultrices

Pour déterminer les écarts qui existent entre l'offre et la demande réelle de formation pour les agricultrices, il est obligatoire de comparer les contenus des offres et de la demande réelle de formation pour ces dernières. Puisque l'offre communiquée par les structures est la même que celle reçue par les femmes (voir les réponses de la question de recherche 2), on va comparer l'offre de formation effective (communiquée par les structures et les femmes) et la demande réelle en termes de contenus. Le tableau qui suit présente les résultats.

Tableau 7 : Comparaison entre contenus de l'offre de formation effective et contenus de la demande réelle de formation des agricultrices

Thèmes de formation	Nombre de femmes formés	Nombre de femmes souhaitant se former	Contenus de l'offre de formation effective	Contenus de la demande réelle de formation	Adéquation entre contenus de l'offre et la demande réelle de formation	Commentaire
Alphabétisation	8	18	Lire Ecrire	Lire Ecrire Calculer	Forte	Malgré une forte demande réelle en alphabétisation, les formations en alphabétisation sont rares dans les offres de formation même si les contenus entre offre et demande sont adéquats.
Apiculture	25	1	Fabrication et installation de ruches Suivi Récolte	Fabrication installation ruches Suivi et récolte	Forte de	Aucune contrainte en apiculture ne fut signalée, donc l'offre répond à la demande de formation en apiculture comme le montrent les contenus des formations.



Champs-écoles	41	0	Conduite entière des cultures (oignon, tomate et poivron)	Conduite entière de toutes les spéculations	Moyenne	Les femmes apprécient les formations à travers les champs-écoles où l'ensemble des techniques culturales sont apprises. Cependant, peu de femmes bénéficient de ces formations et les cultures conduites lors de ces formations sont minimes par rapport aux spéculations produites par les femmes (presque tous les légumes)
Compostage	134	0	Fabrication de compost	Fabrication compost	Forte	Aucune contrainte en rapport avec le compostage ne fut soulignée par les femmes. Donc, les contenus de ces formations ont répondu aux attentes des femmes.
Conception planche	11	0	Traçage de planche	Traçage de planche	Forte	Les contenus des formations en conception de planche semblent répondre à la demande réelle en conception de planche puisqu'aucune contrainte n'a été mentionnée dans ce sens.
Elaboration de plan d'affaire-entrepreneuriat	3	0	Entrepreneuriat Plan d'affaire	Entrepreneuriat Plan d'affaire	Forte	Aucune contrainte n'a été mentionnée en lien avec l'élaboration de plan d'affaires. Cela peut être justifié par une méconnaissance de ces formations puisqu'il n'y a que 3 femmes qui y sont formées.
Elevage	4	8	Fabrication d'aliments Alimentation Hygiène Vaccination	Santé animale Vaccination Déparasitage Nutrition Hygiène Prévention	moyenne	Les contenus des offres de formation en élevage semblent intéressants. Cependant, il n'y a qu'une femme qui a réellement reçu les compétences citées dans les offres de formation. Les 3 autres ont reçu des formations basiques en élevage et surtout en hygiène animale.





Etude de marché	10	Identification du marché (besoins, clients potentiels, prix)	Identification, clients, produits sollicités, quantité, prix, accessibilité,	Forte	Il y a une forte adéquation entre offre et demande réelle en termes de contenus. Cependant, en nombre, cette adéquation est faible.
Lutte phytosanitaire	103	Fabrication de produits phytosanitaires bio	Reconnaissance des maladies et des produits phyto Calcul des doses Techniques de lutte biologique (pièges, répulsifs...) Calendrier de traitements phyto Méthodes de prévention des maladies Hygiène et sécurité	Faible	Les contenus de formation en lutte phyto sont faiblement en adéquation avec la demande réelle même si en termes de nombre de femmes formées, l'adéquation est forte.
Gestion-management-leadership	24	Noter les ventes et dépenses Gérer son business	Planification Organisation Gestion de conflit Communication Technique de réunion Gestion financière Prise de décision Suivi-évaluation	Moyenne	Les contenus sont moyennement en adéquation.





Gestion de stock	3	0	Suivi du stock (disponibilité et besoins) Technique de stockage	Technique de stockage Suivi Calcul des besoins en stock Conservation	Moyenne	Les contenus sont moyennement adéquats et le nombre de femmes formés faible.
Gestion post-récolte	20	1	Hygiène Technique de conservation TPA	Technique de récolte Triage et conditionnement Hygiène Technique de conservation TPA Suivi et planification des récoltes et ventes	Faible	Les contenus des offres de formation se limitent à la transformation et conservation alors que d'autres techniques aident à limiter les pertes post-récoltes.
Maraîchage	35	22	Conception de planche Techniques de semis Application des engrangements Suivi	Aménagement Planche Toutes les techniques culturelles en maraîchage	Moyenne	Les formations en maraîchage se déroulent de façon ramassée alors que les femmes ont besoin de maîtriser toutes les techniques culturelles en maraîchage.
Marketing	1	5	Techniques de vente	Identification du marché Déterminer les prix	Faible	En matière de contenus et nombre formés, l'adéquation est faible et pourtant c'est un domaine très important



			Techniques de vente Communication Création de pages sur les réseaux sociaux		pour limiter les contraintes liées à la ménage, qui pèsent trop sur les productrices agricoles.	
Ostréicultrice	49	3	Fabrication et installation de guirlandes Suivi Récolte Transformation	Fabrication et installation de guirlandes Suivi et récolte Transformation	Forte de	Les femmes n'ont pas souligné de contrainte technique en ostréiculture, donc, il y a une bonne adéquation entre l'offre et la demande réelle comme montré par les contenus entre offre et demande réelle de formation.
Pépinière	83	0	Aménagement Préparation du lit de semis Semis Suivi	Aménagement Préparation du lit de semis Semis et suivi	Forte	Il y a une bonne adéquation entre offre et demande puisque les femmes ne rencontrent aucune contrainte liée à la pépinière.
QHSS	1	0	Hygiène du local, des produits et des personnes	Hygiène du local, des produits et des personnes Manipulation des machines (sécurité) Qualité des produits Normes de QHSS	Faible	L'adéquation est faible tant en contenus qu'en nombre de formées.
Repiquage	41	0	Techniques de repiquage	Techniques de repiquage	Forte	Aucune contrainte en repiquage n'a été soulignée. Il semble qu'il y ait une adéquation entre les deux, même s'il n'y a que 41 qui en sont formées, les autres ont appris le repiquage par l'aide des autres femmes.



TPA	97	19	Techniques de transformation Hygiène	Techniques de conservation et emballage Hygiène techniques de vente Planification et tenue de registres	Moyenne	Dans les offres de formations, il n'y a que presque la pratique (techniques de transformation) alors que d'autres critères comptent aussi (emballage, conservation...). Même si les contenus semblent répondre à la demande, le nombre de formées ne l'est pas.
Formalisation_cooperative	4	0	Étape de formalisation	Étape de formalisation	Forte	Il y a une forte adéquation. Cependant, très peu de femmes y sont formées.
Processus_normes_de_certification	3	0	Exigences des normes de certification Procédure de certification	Exigences normes de certification et procédure de certification	Forte	Il y a une forte adéquation entre contenus mais très peu de femmes y sont formées.
Techniques_culturales	12	53	Semis Pépinière Fabrication de produits phyto Apport d'engrais	Aménagement Semis, pépinière Calcul de doses Fertilisation Reconnaissance des attaques et carences, des produits phyto Irrigation Techniques de récolte	Faible	L'adéquation est faible tant en contenus qu'en nombre de formées.

L'interprétation du tableau montre qu'il y a globalement une faible adéquation entre les contenus des offres de formations et les contenus de la demande réelle en formation des agricultrices. Pour les formations en lutte phytosanitaire, gestion post-récolte, marketing et QHSS, il y a une faible adéquation en termes de contenus mais aussi en nombre de femmes formées (exceptée la lutte phyto) alors que les problèmes techniques et la mévente font partie des problèmes les plus courants chez les agricultrices. Cela montre que les formations en lutte phytosanitaire sont courantes mais les femmes ne maîtrisent pas toujours les techniques. Cela est confirmé par les femmes : “**** *G2-TBC *1_29 malgré ces formations, on aimerait recevoir d'autres formations dans ce sens car on a toujours besoin de se perfectionner, les problèmes **phytosanitaires** nous fatiguent, actuellement, le piment pourrit et on ne sait pas quoi faire”. Alors que les femmes ont besoin de formations solides en gestion des problèmes phytosanitaires, les structures ne proposent que des formations en fabrication de produits phytosanitaires comme montré par les résultats de la CHD réalisée sur le corpus du discours des groupements. En effet, les résultats statistiques de cette classification qui conduit à l'identification de 4 classes thématiques dont une centrée sur les formations reçues et leurs modalités montrent que la fabrication de produits phytosanitaires est hautement significative ($p<0,0001$) dans cette classe (annexe 8). Cela signifie dans notre étude que les formations reçues concernent souvent la fabrication de produits phytosanitaires. Concernant les formations en élevage, gestion-management-leadership, gestion de stock, maraîchage et TPA, il y a une adéquation moyenne en termes de contenus. Cependant concernant le nombre de femmes formées, cette adéquation reste faible puisqu'il n'y a que quelques femmes qui sont formées alors que plusieurs femmes désirent se former dans ces domaines (exceptée la gestion-management-leadership). La faible adéquation entre le nombre de femmes formées est confirmée lors des entretiens par les femmes : “**** *F3-type4 *2_41 je souhaite aussi me former en **élevage** ; **** *F3-type4 *2_42 d'ailleurs je préfère me former en **élevage** ; **** *F1-type2 *5_79 mon projet dans l'agriculture c'est l'**élevage** si je reçois une formation en **élevage**”. En effet, la CHD (voir annexe 9) réalisée sur le corpus du discours des femmes agricultrices conduit à l'identification de 4 classes thématiques. Dans la classe 4 centrée sur les contraintes rencontrées, les mots animal et élevage sont significatifs avec des p-values respectives de <0,0001 et 0,00321. Cela montre que les femmes ont des contraintes avec l'élevage d'où elles demandent des formations pour les lever. Pour ce qui est des formations en alphabétisation, compostage, conception de planche, étude de marché, ostréiculture, pépinière et repiquage, l'adéquation est forte en termes de contenus et de nombre de femmes formées puisqu'il y a peu/pas de femmes qui en demandent des formations et plusieurs femmes sont formées dans ces domaines (excepté le marketing et l'alphabétisation) comme montré dans la CHD où des mots comme compostage et guirlande ont des p-value significatives (respectivement 0,00367 et 0,04308). Cette forte adéquation est résumée par les femmes en ces mots : “**** *F2-type4 *18_217 les formations me sont **utiles** car j'ai changé de pratique et je forme aussi mes proches ; **** *F3-type1 *14_173 les formations en agriculture me sont **utiles** car j'ai appris le compostage qui rend vraiment nos cultures productives”.

Concernant l'apiculture et les champs-écoles, il y a une adéquation totale entre les contenus des offres et demandes réelles de formation, peu de femmes demandent également ces formations. Cependant, en termes de nombre de femmes formées, l'adéquation reste faible.

4.2.4.4. Comparaison des modalités entre offre et demande réelle de formation pour les agricultrices

Les modalités des formations communiquées par les structures sont les mêmes pour les formations reçues par les agricultrices. Ainsi, pour mesurer l'adéquation entre l'offre et la demande réelle de formation pour les agricultrices en termes de modalités, nous allons réaliser une analyse comparative entre les modalités de l'offre effective (voire section 4.2.2.3.) et celles de la demande réelle de formation (tableau 6).

Les résultats de l'analyse comparative entre les modalités des offres de formation et de la demande réelle de formation montrent qu'il y a une adéquation faible à moyenne en termes de méthodes d'apprentissage. En effet, dans les offres de formation, les seules modalités utilisées sont la pratique, la théorie et la démultiplication (par les femmes) tandis que la demande réelle nécessite des démonstrations, jeux de rôles, calcul et exercices d'application en plus de ces méthodes pour une meilleure assimilation des contenus surtout pour les matières autres que techniques comme le montre les femmes qui déclarent : **** *G10-S *9_235 la formation des femmes est contrainte par la courte durée et la théorie alors que nous avons plus besoin de **pratique**". Concernant la durée, l'adéquation est moyenne puisque les formations s'étalent sur de très courtes durées (souvent 1 jour) alors que la demande réelle nécessite des formations qui s'étalent souvent sur 2-4 jours. Des formations de très courtes durées ne favorisent pas la maîtrise parfaite des contenus de certaines formations : **** *G2-TBC *1_24 la coopérative a duré 15 ans mais on ne maîtrise toujours pas les **techniques** culturelles car les formations manquent et les formations que nous recevons ne durent pas". Pour la langue, le paiement, les lieux et périodes de formation, il y a une forte adéquation puisque la majeure partie des formations sont gratuites, se déroulent en wolof et dans les villages de façon continue pour un suivi régulier. Alors que les femmes n'ont pas de contrainte à se déplacer pour se former, des formations tenues dans les villages facilitent la participation massive des femmes et évitent les démultiplications. Ces situations sont confirmées par les femmes lors des focus group : "**** *G3-TBC *2_87 on n'a pas de **problème** de déplacement pour se former, il suffit juste de s'organiser peu importe la période et l'heure ; **** *G7-TBC *6_181 on préfère que les formations soient en wolof car depuis qu'on a commencé les formations, on les fait en wolof ou en sérère si le formateur comprend le sérère ; **** *G10-S *9_226 les formations sont déroulées en **wolof** et en français parce qu'il y a des choses qui sont difficiles à expliquer en **wolof** ". Pour le paiement, peu de formations sont payantes dans les offres de formations même si certaines femmes sont prêtes à payer pour se former : " **** *F3-type2 *7_105 si j'ai les moyens je pourrai même payer pour me former ; **** *F7-type2 *11_142 Je suis disponible pour une formation et prête à payer si la somme n'est pas élevée".

5. DISCUSSION

Cette étude a pour objectif d'analyser l'offre et la demande de formation pour les agricultrices de la zone de Sokone. Les résultats obtenus nous ont permis d'orienter notre discussion vers les points qui suivent :

5.1. L'offre de formation

Les résultats obtenus en rapport avec l'offre de formation ont montré que cette dernière est coordonnée par une diversité de structures (ONG, projets, programmes, fédération etc...). Dans cette diversité, on note une prédominance des ONG et programmes dans l'offre de formation contrairement aux services publics, associations et coopératives, toutes agréées par l'Etat. La prédominance des ONG et programmes montre la dépendance des sessions de formations aux financements externes. Cependant, il est noté un faible taux de structures

labellisées. Cela peut découler des démarches de labellisation compliquées ou non comprises par les structures. Les résultats sur la diversité des structures montrent que dans la zone, il y a une disponibilité d'offreurs de formation comme l'ont montré dans leur étude Sene & Gning (2024). Cette diversité montre une forte implication de l'Etat, des partenaires et de la communauté dans l'agriculture féminine. La Fédération des femmes "And liguey Niombato" qui regroupe plus de 50 groupements de femmes agricultrices en est une parfaite illustration. Cette fédération offre des accompagnements techniques à ses groupements membres dans presque toutes les filières agricoles et est sur le point d'être labellisée par l'Etat. L'Etat, à travers des programmes et structures (comme ANCAR) est aussi impliqué dans la FAR des femmes de la zone de Sokone. En effet, des techniciens de l'ANCAR accompagnent les femmes dans la production agricole par des visites de terrain effectuées une fois par semaine en plus des formations de courte durée et champs-écoles que ANCAR véhicule. Dans certains groupements, il est en collaboration avec PARIIS qui financent pour l'affectation en temps plein d'un technicien dans ces périmètres. PARIIS accompagne aussi les femmes en équipement et/ou intrants (eau). Les formations délivrées par ces structures à l'exception de la formation d'une structure qui dure une année sont accessibles aux femmes. En effet, plusieurs structures ont délivré des formations aux femmes sans exiger des conditions quelconques à l'exception de la structure qui exige un âge minimum de 16 ans et un niveau d'étude minimum correspondant au CFEE pour les formations certifiantes (durent 1 an). Toutefois, cette structure délivre également des formations de courte durée sans exigence de critères. Bien que la non exigence de certains critères de sélection favorise l'inclusion sociale, elle peut constituer un facteur bloquant pour la qualité pédagogique des formations. En effet, les mêmes contenus délivrés aux groupes hétérogènes peuvent remettre en question l'adéquation de l'offre à la demande de certains participants. La plupart des formations sont délivrées aux femmes dans leur village et plus souvent dans les périmètres maraîchers ou unités de transformation. Les formations sont délivrées souvent en pratique mais certaines se font en théorie ou par démultiplication et la langue utilisée est souvent le wolof. La pratique favorisée lors des formations peut résulter du faible niveau d'instruction des femmes. Les formations concernent souvent le compostage, la pépinière, la fabrication de produits phytosanitaires, la TPA et rarement la gestion et gestion post-récolte. La prédominance des formations dans le domaine de la production agricole peut s'expliquer par la prédominance des activités de production chez les femmes. En effet, dans tous les groupements, sauf dans deux, l'activité principale est la production agricole.

5.2. Contraintes rencontrées par les agricultrices dans leur processus de capacitation

Malgré la disponibilité et l'accessibilité de l'offre de formation, on note toujours un manque de compétences chez les agricultrices. Ce manque de compétences est confirmé par les faibles rendements enregistrés par les femmes et la demande en formation exprimée par ces dernières. En effet, dans tous les groupements à l'exception de ceux qui s'activent dans la TPA, des contraintes techniques surtout en lutte phytosanitaire, techniques culturales (surtout celles des légumes racines) et d'élevage conduisant ainsi à de faibles productivités agricoles et des taux de mortalité élevés chez le bétail sont notées. Pourtant, les femmes ont suivi des formations surtout en lutte phytosanitaire. Cette situation pourrait être la résultante du niveau d'instruction des femmes qui est très faible. Selon l'étude de Diomande (2024), l'analphabétisme est la principale cause de pauvreté chez les agricultrices africaines puisqu'il

est une contrainte majeure à l'accès aux formations ralentissant ainsi le développement de leurs activités agricoles. L'étude de Yakete-Wetonnoubena & Mbetid-Bessane (2019) sur les agriculteurs centrafricains montre que l'accompagnement technique d'un agriculteur instruit donne des résultats significativement positifs sur sa productivité. En effet, les résultats de l'étude ont montré un faible taux d'instruction des femmes avec la majeure partie ayant fait des études coraniques. La faible productivité peut également s'expliquer par les pratiques agroécologiques adoptées par les femmes. En effet, la plupart des groupements pratiquent l'agroécologie ou utilisent modérément les engrains chimiques. Puisque Nébéday s'active dans l'agroécologie, tous les périmètres où il délivre des formations sont tenus à respecter les pratiques agroécologiques. Outre ce problème d'instruction, la situation peut s'expliquer par des contenus de formations inadéquats aux besoins en formation des femmes mais aussi des durées de formation insuffisantes. En effet, les durées des formations reçues par les femmes sont souvent de courtes durées (1 jour souvent) alors que certaines formations demandent des durées prolongées. Selon les femmes, les formations de courtes durées bien qu'utiles et adaptées à leur condition féminine, ne permettent pas d'assimiler certaines compétences : “**** *G2-TBC *1_24 on ne maîtrise toujours pas les techniques culturelles car les formations manquent et les formations que nous recevons ne durent pas”. Elles estiment alors que des sessions de formations de durées prolongées leur offriraient la possibilité de mieux maîtriser les contenus des formations. Non seulement les femmes rencontrent des difficultés techniques lors de la conduite des cultures mais aussi des contraintes post-récolte et de mévente enregistrant ainsi d'énormes pertes de rendement post-récolte. De telles contraintes peuvent découler d'un manque de formation en marketing et gestion post-récolte. Toutefois, d'autres variables tels que : l'expérience en agriculture, le sexe, la situation familiale, les conditions climatiques etc... sont des facteurs déterminants pour la productivité des agriculteurs. Le manque d'équipements, de moyen matériel et financier sont aussi des freins à la capacitation des agricultrices de la zone de Sokone. Ces dernières touchent aussi bien les productrices que les transformatrices. Pour ce qui est des contraintes socio-culturelles qui souvent ralentissent le processus d'autonomisation des femmes rurales, dans la zone d'étude, elles ne semblent pas trop peser sur les femmes. En effet, seules 7 femmes ont mentionné des incertitudes sur l'autorisation de participer aux formations délivrées en dehors du village. Cette non autorisation est souvent liée aux charges de travail puisque ces femmes n'ont personne à qui reléguer la préparation des repas une fois absentes.

5.3. Demande de formation des agricultrices

Les résultats en rapport avec la demande en formation des agricultrices ont montré que les femmes ont réellement besoin de se former presque dans tous les secteurs de la production agricole et de l'élevage. Pour celles qui sont actives dans la production agricole, des formations en techniques culturelles sont nécessaires. Vu les contraintes qu'elles rencontrent, elles ont besoin de recevoir des formations en lutte phytosanitaire et fertilisation avec des contenus approfondis (agroécologie, lutte intégrée, calcul des doses d'engrais et de produits phyto....) sur des durées qui s'étaisaient entre 2 et 4 jours pour une bonne assimilation des contenus. Ces femmes ont également besoin de se former en TPA, planification et marketing pour éviter les pertes post-récolte. Concernant les productrices d'élevage, elles ont besoin de recevoir des formations en technique d'élevage, hygiène et santé animale. Toutes les femmes de l'étude ont besoin de se former en alphabétisation, technique de recherche de financement, gestion et maintenance des équipements agricoles pour minimiser la dépendance aux financements

extérieurs. Ces formations doivent être gratuites, se dérouler en wolof, dans les villages, exploitation agricole et/ou unité de transformation pour favoriser la compréhension des contenus et les méthodes pédagogiques mises en exergue (pratique, démonstration, jeux de rôles).

5.4. Adéquation entre offre et demande de formation des agricultrices

Au regard de la situation entre les formations reçues, l'offre de formation disponible, la demande de formation des agricultrices, la demande réelle de formation des agricultrices et les contraintes rencontrées, on peut déduire qu'il existe une adéquation partielle entre l'offre de formation disponible pour les femmes et leur demande réelle en formation. Alors que les problèmes phytosanitaires, la non maîtrise des techniques culturales, la mévente et les pertes post-récolte pèsent trop sur les productrices agricoles, l'offre de formation est constituée de formations en fabrication de produits phytosanitaires, compostage, pépinière et repiquage en plus de champs-écoles sur quelques spéculations maraîchères. Pourtant, vu l'ampleur des dégâts que causent ces contraintes sur la capacitation des femmes, l'offre de formation devait disposer de formations complètes en techniques culturales (surtout en lutte phytosanitaire et fertilisation), planification, TPA et marketing pour permettre aux femmes de gérer par elles-mêmes les difficultés liées à leur production. Cette inadéquation est également notée chez les productrices d'élevage qui ont besoin de formations approfondies en élevage mais qui ne reçoivent que quelques rares formations très basiques. Des formations en technique de recherche d'emploi, gestion et maintenance doivent être délivrées à toutes les femmes qui sont toutes contraintes de manque de financements et d'équipement. Cependant, concernant les méthodes pédagogiques, l'adéquation est moyenne car certaines méthodes (jeux de rôles, calcul, démonstration...) nécessaires pour une bonne compréhension des contenus ne sont pas prises en compte dans l'offre de formation. Pour ce qui est des modalités de l'offre et de la demande, concernant la langue, le paiement et le lieu, l'adéquation est forte car les formations reçues par les femmes se déroulent dans les villages, en wolof et sans paiement, ce qui répond réellement à la demande des femmes.

5.5. Limites de l'étude

Le thème abordé dans ce document, pertinent qu'il soit, présente quelques limites comme tout document scientifique. Il est important alors de mentionner ces limites. Même si dans les 4 axes du Niombato au moins deux groupements ont été enquêtés, l'étude est effectuée sur un échantillon de femmes donc les résultats recueillis peuvent ne pas refléter les tendances générales dans la zone de Sokone. En dehors des groupements, dans les villages, il y a quelques femmes aussi qui mènent des activités agricoles. La prise en compte de ces femmes non membres de groupement pourrait aussi être intéressante pour le thème car certains résultats (rendements, gestion des problèmes phytosanitaires etc...) peuvent être influencés par la collaboration dans les groupements. L'accès au foncier qui est aussi difficile pour les femmes agricultrices n'est pas abordé dans cette étude puisque les groupements possèdent des périmètres octroyés par les chefs de village. C'est aussi pareil pour les structures de FAR où un certain nombre fut enquêté sur les structures qui délivrent des formations aux femmes. Une caractérisation des offres de formation des structures implantées dans la zone mais qui n'ont pas encore offert des formations aux agricultrices serait intéressant vu que parmi ces structures, il y en a qui présentent des offres de formations intéressantes. Une prise en compte de ces structures pourrait permettre de comparer l'offre disponible dans la zone et celle orientée vers les agricultrices. En plus de cela, s'ajoute le manque de données sur

l'agriculture féminine dans la zone d'étude, les statistiques officielles. En effet, une disponibilité de ces données permettrait de valider ou non les réponses des femmes et d'enrichir notre revue littéraire et la discussion de nos résultats.

5.6. Propositions pour l'action

Cette étude a permis d'identifier certaines pistes d'amélioration en fonction des acteurs, en vue de mieux adapter l'offre à la demande réelle de formation des agricultrices.

5.6.1. Pour les structures de FAR

Pour les structures de FAR, les propositions suivantes sont faites pour améliorer l'offre de formation :

- Délivrance de formations en alphabétisation ;
- Co-construction des modules de formation avec les femmes agricultrices ;
- Coordination des structures de FAR pour éviter les doublons ;
- Proposition de modules de formations de durées moyennes ;
- Adaptation des horaires de formation qui prennent en compte la situation familiale des agricultrices ;
- Construction d'offre de formation durable ;
- Construction de dispositifs de suivi-évaluation.

5.6.2. Pour l'Etat, les autorités locales et les partenaires

Pour l'Etat et les partenaires, il est recommandé de :

- Construire et décentraliser dans les villages des centres de formation agricoles ;
- Nouer des partenariats avec des projets et programmes ;
- Financer pour des formations durables ;

Selon les femmes agricultrices, d'autres dispositions devraient être prises en compte. Il s'agit

- D'accompagner les femmes en équipements après les formations surtout en TPA pour leur permettre de mettre en pratique les compétences reçues. Selon elles, sans pratique, elles finissent par perdre la main puisqu'elles n'ont pas un niveau d'étude leur permettant de prendre des notes lors des formations ;
- De délivrer les formations en wolof ou langues locales, comprises par toutes ;
- De délivrer toutes les formations dans les villages, en GIE pour permettre une participation massive de tous les membres des GIE et d'éviter les démultiplications ;
- D'affecter des techniciens dans les périmètres pour un suivi technique continu des femmes.

CONCLUSION

Au terme de l'étude, il est noté que les femmes agricultrices de la zone de Sokone sont très actives dans les différentes filières de la chaîne de valeur agricole qui constituent leurs activités principales. En dehors des principales activités des groupements, certaines femmes exercent d'autres métiers agricoles à titre individuel. Les résultats de l'étude ont montré que tous les groupements de femmes ont reçu des formations dans leur domaine d'activités principales. Ces formations sont souvent reçues en pratique, théorie, démultiplication (pour les formations reçues par quelques femmes en dehors des villages) et en GIE. Cependant, il est important de mentionner que malgré ces formations, certaines femmes membres n'ont jamais bénéficié de formation à cause d'un manque d'information ou d'indisponibilité. En outre, certaines femmes ont bénéficié de formations délivrées en dehors des groupements.

L'offre de formation pour les agricultrices de notre zone d'étude est pilotée par une diversité de structures qui œuvrent aussi bien dans l'accompagnement technique que matériel et financier. L'offre de formation est diversifiée et concerne la production agricole et d'élevage, la TPA et la gestion. Ces formations de contenus limités à la fabrication de produits phytosanitaires, compost, pépinière, repiquage, TPA et gestion post-récolte se déroulent sur de courtes durées, environ 1 jour, en wolof, dans les villages et sans paiement. Cependant, bien qu'utiles, ces formations ne répondent pas entièrement aux attentes des femmes qui, lors des entretiens, ont mentionné certaines contraintes rencontrées. Parmi ces contraintes, les plus communes sont : l'analphabétisme, les problèmes phytosanitaires, la non maîtrise des techniques culturales, les pertes post-récolte, la mévente et le manque de moyen matériel et financier. Ainsi, elles ont formulé une demande de formation en lutte phytosanitaire, marketing, TPA, gestion et post-récolte. A côté de cette demande de formation des femmes, une analyse des contraintes à conduit à la détermination de leur demande réelle de formation. Cette demande est constituée de formations approfondies en techniques culturales, marketing, gestion, TPA, planification, maintenance, santé et hygiène animales, technique de recherche de financement et alphabétisation. Ces formations doivent être tenues sur des durées comprises entre 2 et 4 jours, en wolof, dans les villages et sans paiement. Elles doivent être tenues à travers la pratique, démonstration, calcul, jeux de rôles et théorie pour favoriser une meilleure compréhension.

Au vu de cette situation, on peut conclure que les écarts entre offre et demande formation des agricultrices dépendent des critères évalués. Ainsi, concernant les contenus entre offre et demande de formation, l'adéquation est faible. Pour les méthodes pédagogiques, l'adéquation est moyenne. En revanche, concernant la langue, le lieu et le paiement des formations, l'adéquation entre offre et demande formation est très élevée. Pour ce qui est du nombre de femmes formées, sur certaines formations comme le compostage, la pépinière et le repiquage, l'adéquation est forte. Pour les autres thématiques, le nombre de femmes formées est très faible à l'exception de la lutte phytosanitaire où plusieurs femmes sont formées et demandent encore à se former dans ce domaine.

Au regard de la situation, il serait très intéressant de mener une pareille étude dans d'autres localités du Sénégal pour comparer les résultats et proposer des modèles de formations plus adaptés aux femmes rurales.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Aboshnaf, A. (2019). *L'adaptation de l'offre de formation aux besoins des entreprises en Libye : Planification ou prospective ? L'exemple de l'enseignement professionnel* [Thesis, Reims]. <https://theses.fr/2019REIME003>
- Adayé, A. A. (2023). Mutations des droits fonciers des femmes agricultrices de la sous-préfecture d'Abengourou (sud-est de la Côte d'Ivoire) Evolution des droits fonciers des agricultrices de la sous-préfecture d'Abengourou (sud-est de la Côte d'Ivoire). *GEOREVIEW*, 172- 186.
- AIFA, E. (2022). Analysis of explanatory factors for the success of young graduates in agripreneurship in benin. *African Scientific Journal*, 3(13), 022- 022. <https://doi.org/10.5281/zenodo.6983602>
- Akouwerabou, L. (2020). Les difficultés d'accès au financement : Le cas des femmes entrepreneures du Burkina Faso. *Revue africaine de management*, 2(5), 37- 57. <https://doi.org/10.48424/IMIST.PRSM/ram-v5i2.18515>
- Allaert, Y. (2010). *La formation continue : Est-elle accessible à tous ?* <https://policycommons.net/artifacts/15496188/la-formation-continue/16389544/>
- ANSD.RGPH-5. (2023). *Données de population / Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) du Sénégal* (5; p. 8). <https://www.ansd.sn/Indicateur/donnees-de-population>
- Armatte, M. (s. d.). *La construction des notions d'estimation et de vraisemblance chez Ronald A. Fisher.*
- Aune, J. B., Tadesse, B. A., Coulibaly, A., & Borgvang, S. (2020). *L'intensification agricole au Mali et au Soudan à travers l'amélioration de la fertilité du sol et la mécanisation*. Département des Études Internationales pour le Développement et l'Environnement. <https://nmbu.brage.unit.no/nmbu-xmlui/handle/11250/2687892>
- Balasha, A. M., & Fyama, J. N. M. (2020). Déterminants d'adoption des techniques de production et protection intégrées pour un maraîchage durable à Lubumbashi, République démocratique du Congo. *Cahiers agricultures*, 29(13), 1- 11. <https://doi.org/0> <https://doi.org/10.1051/cagri/2020012>
- Baldé, F. L., & DeGraff, N. (2025). *Rapport de formation des femmes horticultrices sur l'Egalité des genres et les technologies écoénergétiques*. Initiative Propgestion Agricole et Rurale. <https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/bitstreams/d1c2fefd-69a6-40a6-8f0c-7ff7b30696be/download>
- Belbey, I., & Kaci, S. (2020). *La contribution de l'ITMAS à la formation dans le domaine agricole : Cas de la wilaya de Tizi-Ouzou* [PhD Thesis, Université Mouloud Mammeri]. <https://dspace.ummto.dz/items/c1d91cd3-2433-43b5-921f-da1cb0332bf3>
- Besson, I. (2012). *Enjeux, défis et actualité de la formation agricole et rurale en Afrique francophone : Quelques pistes de réflexion et de travail* [Document]. https://www.reseau-far.com/fileadmin/user_upload/articles/FAR_ADEA1_Enjeux-defis-FAR_23jan.pdf
- Bougma, M., Sawadogo, A., & Becquey, E. (2021). Genre et sécurité alimentaire au Burkina Faso. *Afrique SCIENCE*, 18(5), 1- 13.
- Brudevold-Newman, A., Donald, A., & Rouanet, L. (2023). *Steered away from the fields : Short-term impacts of oxen on agricultural production and intra-household labor*

- supply.* Banque mondiale.
<https://www.cabidigitallibrary.org/doi/full/10.5555/20230322860>
- Ciza, A. N. (2023). *Développement agricole, genre et sécurité alimentaire : Une analyse comparative des ménages ruraux dans les zones montagneuses du territoire de Kalehe (RDC) et du district de Rusizi (Rwanda)* [PhD Thesis, Universite de Liege (Belgium)].
<https://search.proquest.com/openview/e6f1e8e880e365c1e4cca65813f060ee/1?pq-origsite=gscholar&cbl=2026366&diss=y>
- Correze, A. (2025). La vulgarisation agricole et les femmes. *Économie rurale*, 130- 132.
- Coulibaly, O. K. (2023). L'accès collectif au foncier irrigué à Ross Béthio, Sénégal : Entre inégalités de genre et dynamiques de pouvoir entre femmes. *Cahiers Agricultures*, 32(19), 8. <https://doi.org/10.1051/cagri/2023012>
- Danhoegbe, E., Abodohoui,A., & Nouatin, G. S. (2023). Déterminants socio-économiques de l'insertion professionnelle des jeunes sortants des unités de formations agricoles au Sud du Bénin. *Moroccan Journal of Entrepreneurship, Innovation and Management*, 8(1 & 2), 82- 102. <https://doi.org/10.48396/IMIST.PRSIM/mjeim-v8i1%20&%202.43423>
- de la Rivière, M. T. (2025). Enquête sur le travail des femmes d'agriculteurs dans quelques exploitations familiales françaises. *Économie rurale*, 49, 11- 27.
- Dia, A., Founanou, M., & Ratsimalahelo, Z. (2022). *Analyse de la performance du secteur agricole et son impact sur la croissance économique du Sénégal*.
<https://hal.science/hal-04222403>
- Dia, I., Sow, A., & Fofana, B. (2024). *Contribution des femmes du bassin arachidier à la sécurité alimentaire à Birkilane : De la production agricole à l'exercice d'activités économiques supplémentaires*. <https://edition-efua.acaref.net/wp-content/uploads/sites/6/2024/01/Ibrahima-DIA.pdf>
- Diomande, G. (2024). Contraintes socio-économiques et autonomisation des femmes rurales dans la Commune de Biankouma en Côte d'Ivoire. *Revue Internationale de la Recherche Scientifique (Revue-IRS)*, 2(2), Article 2.
<https://doi.org/10.5281/zenodo.10952510>
- Diongue, M. R. (2022). *L'autonomisation des femmes rurales par la pratique de l'agroécologique au Sénégal* [Mémoire de Master]. Conservatoire National des Arts et Métiers.
- Diongue, R. M. (2022). *L'autonomisation des femmes rurales par la pratique de l'agroécologique au Sénégal* [Mémoire de Master, le cenam].
<https://prixdesmemoires.cjdes.org/wp-content/uploads/sites/2/2023/10/M%C3%A9moire-Master-en-Sciences-humaines-et-Sociales-Intervention-et-D%C3%A9veloppement-social-option-ESS-DIONGUE-Marie-Rose-2022.pdf>
- Diouf, A., Cisse, M., Fall, A., Barry, A. O., Ly, E. Y., Sall, M., & Ndiaye, O. (2025). *Enquête nationale sur l'emploi au Sénégal Quatrième semestre* (p. 6). ANSD.
- Djoumessa, Y. F. (2020). *Essais sur la Productivité Agricole en Afrique Sub-Saharienne* [Thèse]. Université de Dschang.
- Donakpo, S., Adama, S. N., & Siata, K. (2020). Risques sanitaires et nécessité de formation chez les maraîchères de Ferké en Côte d'Ivoire. *Revue Africaine des Sciences Sociales et de la Santé Publique*, 2(2), 58- 78.

- Dossoumou, H., Tchaou, S. B., Seidou, M., & Yabi, I. (2022). Modes de gestion de la terre par les femmes en milieu Adja au Sud-ouest du Bénin. *Etudes togolaises*, 16(1), 172- 189.
- Drago, N., Kourgansky, A., Thiao, D., Mbaye, A., Ismael, B., & Le Bihan, E. (2023). *Chaîne de valeur des huîtres au Sénégal* [Rapport d'analyse et de conception de la chaîne de valeur.]. FAO. <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/ce3f8e5e-261d-4b84-b0ae-adba87cb4a1b/content?%3Cfont%20color=>
- Fall, M., & Jacquemot, P. (2023). L'autonomisation des femmes, une réponse à l'insécurité alimentaire en Afrique? *Afrique contemporaine*, 275(1), 9- 38. <https://doi.org/10.3917/afco1.275.0009>
- FAO. (2023). *La situation des femmes dans les systèmes agroalimentaires, Rapport d'une équipe de la Division de la transformation rurale inclusive et de l'égalité des genres (ESP)* (p. 264).
- Guindani, S., Bohin, M., & Auderset, J. (2019). *Agro-sans-frontière Suisse*.
- Guindo, L. A., Ballo, I., Beidaly, S. M., & Diagouraga, Y. (2024). Le maraîchage : l'activité principale génératrice de revenus pour les femmes : Cas des femmes maraîchères de la commune IV de Bamako. *International Journal of Financial Accountability, Economics, Management, and Auditing (IJFAEMA)*, 6(1), Article 1. <https://doi.org/10.5281/zenodo.10534044>
- Hathie, I. (2014). *Le chômage des jeunes : Force de déstabilisation potentielle au Sénégal ?*
- Ivankova, N. V., Creswell, J. W., & Stick, S. L. (2006). Using mixed-methods sequential explanatory design : From theory to practice. *Field methods*, 18(1), 3- 20.
- Jessica, H., J. M., Hazel, Audrey, P., Greg, S., Sarah, E., Dogui, D., Ampa, Simone, F., Deborah, R., & Caitlin, N. (2020). *Le développement de l'Indice d'Autonomisation des Femmes dans l'Agriculture au niveau projet pour les filières agro-alimentaires (pro-WEAI+MI) : Une application au Bénin du programme d'Education et de Formation Technique et Professionnelle Agricole pour les Femmes (EFTPA/F)*. Intl Food Policy Res Inst.
- Jobert, G. (2016). La professionnalisation, entre compétence et reconnaissance scolaire. *La professionnalisation en formation*, 45- 60.
- Justice, S., Flores Rojas, M., & Basnyat, M. (2023). *Autonomiser les agricultrices*. 60.
- Kaplinsky, R., Morris, M., & Readman, J. (2002). The Globalization of Product Markets and Immiserizing Growth : Lessons From the South African Furniture Industry. *World Development*, 30(7), 1159- 1177. [https://doi.org/10.1016/S0305-750X\(02\)00029-3](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(02)00029-3)
- Kergoat, P. (2007). Une redéfinition des politiques de formation. Le cas de l'apprentissage dans les grandes entreprises. *Formation emploi*, 99(3), 13- 26.
- Kimba, A. S. K., Bodo, B. S., Issa, B. S., Bonnet, B., Broudic, C., Rigourd, C., Balkissa, D., Desray, F., Alhassoumi, H., & Droy, I. (2024). *Femmes, rapports de genre et agroécologie au Niger—Quelles places des femmes dans les transitions agroécologiques? Quelles places dans le Conseil Agricole pour accompagner ces transitions?* (p. 1- 42). ACOTAF. https://www.inter-reseaux.org/wp-content/uploads/acotaf-_femmes_genre_et_agroecologie_-_janvier_2024.pdf
- Kouassi, K. M., & Assah, G. Y. F. (2024). La femme de ménage face aux inégalités socio-foncières à l'ouest de la Côte d'Ivoire : Le défi de l'autosuffisance alimentaire contrarié par les pratiques foncières endogènes. In L. de R. S.-A. sur les S. O. et les Mobilités (LASMO) (Éd.), *Acte du Colloque International en Hommage au*

- Professeur Albert Tingbé AZALOU* (p. 363- 384). Acte du Colloque International en Hommage au Professeur Albert Tingbé AZALOU. <https://hal.science/hal-04860045>
- Kouousseu, J., & Mafotsing, F. P. (2021). Protection et Cohésion Sociales sous le prisme du Financement de l'Agriculture Féminine à l'Ouest-Cameroun. *Alternatives Managériales Economiques*, 3(3), 680- 699.
<https://doi.org/10.48374/IMIST.PRS/ame-v3i3.27460>
- Ky, Y., Ky, H., Yili, D. L., Dayé, M., Akim, A., & Ouattara, F. C. (2021). *Accès au financement : Pourquoi les femmes ne s'imposent-elles pas ?* < bound method Organization.get_name_with_acronym of< Organization
<https://policycommons.net/artifacts/1900187/faciliter-lacces-au-credit-agricole-pour-lautonomisation-des-femmes-au-burkina-faso-facilitating-access-to-agricultural-credit-for-the-empowerment-of-women-in-burkina-faso/2651366/>
- L'accès inégalitaire des femmes à la propriété foncière en République du Bénin : mise en perspective du décalage entre droit étatique et droit coutumier. (2022).
<https://archipel.uqam.ca/15841/1/M17704.pdf>
- LeVasseur, L. (1998). La formation générale en tant que projet critique et herméneutique. *Globe : revue internationale d'études québécoises*, 1(2), 29- 43.
<https://doi.org/10.7202/1000511ar>
- Loi n° 2015-01 du 6 janvier portant loi d'orientation de la formation professionnelle et technique (2015). <https://www.dri.gouv.sn/sites/default/files/documents/LOI%20N%202015%2001%20DU%206%20JANVIER%202015.pdf>
- Mamboundou, P. N. (2020). *Analyse de l'impact des réformes économiques sur les inégalités de genre et la pauvreté en Afrique : Application au Burkina Faso et au Sénégal* [Phdthesis, Le Havre]. <https://theses.hal.science/tel-03476079>
- Mpuya, P. M., Ansur-Ankus, D. M., Ngongo, J. K., Mbuyamba, R. M., Shimuna, D. D., & Ayam, N. N. (2024). Entrepreneuriat féminin de maraîchère au centre agricole de Tshuenge, dans la ville province de Kinshasa : Un accompagnement de Papakin et une résilience à la pauvreté. *Revue Internationale de la Recherche Scientifique (Revue-IRS)*, 2(4), 2172- 2181.
- Mwolo, I. C., & Espinosa, J. C. M. (2024a). Analyse des facteurs clés de succès des jeunes engagés dans les chaînes de valeur agricoles : Cas des jeunes agripreneurs ruraux du Sud-Kivu. *Revue Internationale du Chercheur*, 5(1), Article 1.
- Mwolo, I. C., & Espinosa, J. C. M. (2024b). Analyse des facteurs clés de succès des jeunes engagés dans les chaînes de valeur agricoles : Cas des jeunes agripreneurs ruraux du Sud-Kivu. *Revue Internationale du Chercheur*, 5(1), Article 1.
- Nchanji, E. B. (2024). *Production et commercialisation des semences selon le genre : Défis, Opportunités et Implications Politiques*.
<https://cgspace.cgiar.org/bitstreams/768b2bfc-e5db-4ee8-a0a6-1b0f9cd5eeb9/download>
- Nchanji, E. B., Siri, B. N., & Ageyo, C. O. (2022). *Manuel de formation sur le genre : Le levier de la révolution agricole chez les petits exploitants en Afrique* [Manuel]. International Center for Tropical Agriculture.
<https://hdl.handle.net/10568/131638>
- Ndam, I., Rose, M. C., Pasma, N. K., & Moïse, M. (2023). Accessibilité des femmes à la propriété foncière et développement agricole de Baïgom (Ouest-Cameroun). *African Journal of Land Policy and Geospatial Sciences*, 6(1), 129- 145.
<https://doi.org/10.22004/ag.econ.334627>

- Nguirane, M. M., Niang, A. F., Pottier, N., Faye, W., Kane, C., Faty, A., & Cissé, B. (2023). Agriculture et gestion des ressources en eau dans un contexte de variabilité climatique : Quel est l'impact du système transfert d'eau potable du Notto-Diosmone-Palmarin (NDP) dans la résilience des activités maraîchères dans le bassin arachidier (Sénégal) ? *Journal International Sciences et Techniques de l'Eau et de l'Environnement*, 8(2), 105- 118.
- Nikiema, P. R., & Kponou, M. K. C. (2021). *L'Autonomisation des Femmes Dans L'agriculture et les Résultats Nutritionnels des Enfants dans les Zones Rurales du Burkina Faso*. AERC CREA.
- Noor, N., & Faisal, F. (2020). Socio-economic variables : main cause of horizontal hostility among women entrepreneurs in agriculture sector of Pakistan. *International Journal of Management (IJM)*, 11(10), 1942- 1954.
<https://doi.org/10.34218/IJM.11.10.2020.183>
- Nuila, A., & Claeys, P. (2020). *Droits des femmes rurales* [Série de notes].
https://www.google.com/search?q=google+traduction&oq=google+tra&gs_lcrp=EgZjaHJvbWUqCQgBEEUYOxiPAjIGCAAQRRg5MgkIARBFGDsYjwlyBwgCEAAjywlyBwgDEAAYjwlyBggEEEUYOzIGCAUQRRg8MgYIBhBFGDwyBggHEEUYPNIBCDkwODlqMGo0qAIAsAIB&sourceid=chrome&ie=UTF-8
- Oya, C., & Ba, C. O. (2013). Les politiques agricoles 2000-2012 : Entre volontarisme et incohérence. *Sénégal (2000-2012). Les institutions et politiques publiques à l'épreuve d'une gouvernance libérale*, 149- 178.
- Pin, C. (2023). *L'entretien semi-directif* (Fiche thématique 3). LIEP.
<https://sciencespo.hal.science/hal-04087897>
- PORTER, M. (1985). Competitive advantage, creating and sustaining superior performance. *Revista de Administração de Empresas*, 25, 82- 84.
<https://doi.org/10.1590/S0034-75901985000200009>
- Sakho-Jimbira, S., & Hathie, I. (2020). L'avenir de l'agriculture en Afrique subsaharienne. *Policy brief*, 2, 20.
- Sall, M. C. A., & Cabral, F. J. (2021). Croissance économique et disparités de genre : Une analyse suivant l'accès et la qualité de l'emploi au Sénégal. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 2(12), Article 12.
- Sene, M. T. D., & Gning, S. B. (2024). Le financement des initiatives féminines de transition agroécologique au Sénégal. *Revue internationale des études du développement*, 254, Article 254. <https://doi.org/10.4000/ried.10184>
- Tacium, D. (2003). Pour la formation générale : Culture ou Culture? *Pédagogie collégiale Vol. 17, no 2, déc. 2003*.
https://eduq.info/xmlui/bitstream/handle/11515/21520/Tacium_17_2.pdf?sequence=1
- Tagounits, K., & Ikene, K. (2017). *L'évolution de la carrière des professionnels de la santé en Algérie : La Formation continue Cas de l'EPH Ain El Hammam* [Mémoire de Master, Université Mouloud Mammeri].
<https://dspace.ummto.dz/items/68417354-645b-4ff2-b6ba-edd4399ff5f7>
- Teddlie, C., & Tashakkori, A. (2003). Major issues and controversies in the use of mixed methods in the social and behavioral sciences. In *Handbook of mixed methods in social and behavioral research* (Tashakkori, A. & C. Teddlie, p. 3- 50). Sage.

- Ventaloro, G. (2025, aout). *Women and youth : Key to sustainable agriculture in Senegal*. Revolve Media. <https://revolve.media/features/women-youth-sustainable-agriculture-senegal>
- Wague, O. (2020). Foncier et genre : Difficile accès des femmes à la terre dans le milieu rural de la Vallée du Fleuve Sénégal (sud de la Mauritanie). *African Journal of Land Policy and Geospatial Sciences*, 3(5), 174- 187. <https://doi.org/10.22004/ag.econ.334423>
- Waly, B., Worou, N., Konte, O., & Koita, M. (2023). *Intégration Sociale et Genre dans le fonctionnement des GTP/ANACIM*. Accelerating Impacts of CGIAR Climate Research for Africa. https://cgospace.cgiar.org/bitstream/handle/10568/135193/Manuel_GenreAICCRA%20%20Report%20Template_nw_final.pdf?sequence=1
- Yakete-Wetonnoubena, J.-C. P., & Mbetid-Bessane, E. (2019). Éducation, un déterminant de la productivité agricole en République Centrafricaine. *Afrique Science*, 15(4), 51- 59.
- Yattara, M. A. (2022). *Empowerment et Économie sociale et solidaire (ÉSS) pour une transformation sociale en milieu rural malien : Cas des centres d'autopromotion des femmes (CAFE) de Kita, Toubacoro et Dioïla [Laval]*. <https://corpus.ulaval.ca/server/api/core/bitstreams/499acdbb-98e2-4c7e-97b2-a40de5fedb32/content>
- Zoma, V., Nabaloum, T. A., & Sangli, G. (2022). *Femme et foncier en milieu rural en Afrique Subsaharienne*. GRIN Verlag Allemagne. https://www.academia.edu/download/89241825/Femme_et_foncier_en_milieu_rural_en_Afrique_Subsaharien.pdf

ANNEXES**Annexe 1 : Questionnaire des structures de FAR**

Objectif : Analyser l'offre de formation agricole de la zone de Sokone

Bonjour M./Mme.

Ce formulaire est conçu par Madeleine Tening NDONG étudiante au Master 2 en Ingénierie de la Formation Agricole et Rurale (MIFAR) dans le cadre de son mémoire de fin d'études sur le thème « Analyse de l'offre et de la demande de formation des femmes agricultrices de la zone de Sokone au Sénégal ». Il est adressé aux structures qui sont totalement ou partiellement dans la Formation Agricole et Rurale (FAR) et implantées dans la zone de Sokone. Nous vous remercions pour votre compréhension et pour le temps que vous accorderez au remplissage de ce formulaire.

Date

I. IDENTIFICATION DE LA STRUCTURE

1. Nom de la structure :
2. Quelle est la nature de votre structure ?

CFP

CFA

ONG

Projet

Programme

Coopérative

Ferme agricole

Service public (ANCAR, SDDR...)

Initiative/Organisation/groupement/Coopérative

Autre (préciser)

3. Quel est le statut de votre structure ?

Privée

Public

4. Votre structure est-elle agréée par l'Etat ?

Oui

Non

5. Les formations délivrées par votre structure sont-elles certifiantes ?

Oui

Non

6. Y a-t-il une sorte de labellisation de vos formations par l'Etat ?

Oui

Non

7. Personne enquêtée (prénom et nom, fonction) :

8. Quel est le nombre d'années d'expérience de votre structure dans la FAR ?

-5 ans

5-10 ans

11-15 ans

15-20 ans

20-30 ans

30-40 ans

40-50 ans

50-60 ans

60-70 ans

+70 ans (préciser)

II. ORGANISATION INTERNE

1. Dans quel domaine de la FAR intervenez-vous ?

Agriculture

Elevage

Transformations des Produits Agricoles (TPA) et/ou Halieutiques

Autres (préciser)

Si dans l'agriculture, dans quel domaine plus précisément ?

Arboriculture

Maraîchage

Floriculture

Agro-écologie

Autres (préciser) :

Si dans l'élevage, dans quel domaine plus précisément ?

Aviculture

Apiculture

Production en élevage

Autres (préciser) :

Si dans la transformation, quels produits ?

D'élevage

Fruits et légumes

Halieutiques

Autres (préciser)

Si produits d'élevage (préciser) :

Si fruits et légumes, (préciser) :

Si halieutiques (préciser) :

2. Quel type de formation offrez-vous ?

Initiale

Continue

Modulaire

Champ école

Autres (préciser)

3. Quelle est/sont la durée de vos formations ?

1 an

2 ans

3 ans

1 mois

2 mois

3 mois

4 mois

5 mois

6 mois

7 mois

8 mois

9 mois

10 mois

- 11 mois
 - 1 semaine
 - 2 semaines
 - 3 semaines
 - 6 jours
 - 5 jours
 - 4 jours
 - 3 jours
 - 2 jours
 - 1 jour
 - Régulièrement
 - 1 fois par semaine
 - Autre (préciser)
4. Disposez-vous de référentiels ?

- Oui
 - Non
- Si oui lesquels ?

- Formation
- Métier

D'évaluation

5. Quel type de reconnaissance délivrez-vous aux apprenants à la fin de la formation ?
- Attestation

- Diplôme
- Relevés de notes

Aucune

6. Est-ce que la formation est payante ?

- Oui
- Non

Si oui, qui paye ?

- Les parents
- L'état
- Les partenaires

Autre (préciser)

III. CONDITIONS D'ACCÈS AUX FORMATIONS

1. Comment communiquez-vous sur votre offre de formation auprès de la population ?

- Aucun
- Canaux traditionnels (radios communautaires, affiches, porte-à-porte...)
- Canaux modernes (réseaux sociaux, campagnes audio, vidéos...) ;
- A travers des personnes relais (présidents de groupements, responsables de jeunes....)
- Autres (préciser) :

2. Comment se fait l'entrée dans votre structure ?

- Concours
- Sélection de dossier
- Inscription
- Autres (préciser)

3. A qui s'adressent vos formations ?

- Hommes

Femmes
Jeunes
Groupements/coopérative

Tous
Autres (préciser)

4. Existe-t-il un niveau minimum d'étude pour accéder à votre formation ?

Oui

Non

Si oui, lequel ?

CFEE
BFEM
BAC
Autres (préciser)

IV. POPULATION CIBLÉE

1. Est-ce qu'il y a une limite d'âge pour bénéficier de votre formation ?

Oui

Non

Si oui, quelle est cette limite ?

-20 ans
-25 ans
-30 ans
-35 ans
-40 ans

2. Est-ce qu'il y a un âge minimum pour bénéficier de votre formation ?

Oui

Non
Si oui, lequel ?
12 ans
15 ans

18 ans

20 ans

3. Quels sont les motifs d'absences des filles/femmes ?

Aide domestique/travaux domestiques
Mariage précoce
Grossesse
Maladie
Menstruations
Distance de la structure/insécurité
Manque de motivation
Harcèlement ou violence à l'école
Non autorisation

Autres (précisez)

VI. APPROCHE PÉDAGOGIQUE

1. Dans quelle (s) langue (s) vos formations sont-elles dispensées ?

Français
Wolof
Sérère

Peuhl

Selon la cible

2. Quelles méthodes utilisez-vous ? Et quelle est la répartition choisie de ces méthodes ?

Théorie en salle

Démonstration

Pratique

Champs-école

Autres (préciser) :

VIII. PRISE EN COMPTE DU GENRE

1. Intégrez-vous des femmes dans vos formations ?

Oui

Non

Si oui, quel est le pourcentage approximatif ?

20

30

40

50

60

70

80

90

100

2. Existe-t-il des abandons au cours de la formation ?

Oui

Non

Si oui, quel sexe est plus touché ?

Garçon/homme

Fille/femme

3. Quelles sont les raisons liées à l'abandon des filles ?

Mariage

Grossesse

Maladies

Autres (préciser) :

4. Existe-t-il des filières fréquentées par des hommes ou la presque totalité ?

Oui

Non

Si oui, lesquelles ?

5. Est-ce-qu'il y a des actions menées en vue de motiver les filles à fréquenter ces filières ?

Oui

Non

Si oui, lesquelles ?

Sensibilisation

Récompense

Autres (préciser) :

6. Avez-vous des programmes ou modules spécifiques destinés aux femmes rurales ?

Oui

Non

7. Existe-t-il des filières que préfèrent les femmes ?

Oui

Non

Si oui, lesquelles ?

Maraîchage

Aviculture

Transformation des produits agricoles

Autres (préciser) :

8. Quelles sont les principales difficultés rencontrées pour mobiliser les femmes ?

Faible disponibilité ?

Faible niveau d'instruction

Résistance sociale/culturelle

Autres (préciser) :

X. PERCEPTION DE LA POPULATION SUR VOTRE OFFRE DE FORMATION

1. Est-ce-que vous recevez des demandes de formation sur des filières que vous ne disposez pas ?

Oui

Non

Si oui, lesquelles ?

Agro-écologie

Transformation des produits halieutiques

Gestion d'entreprise

Développement personnel

Développement local

Entrepreneuriat

Autres (préciser) :

2. Avez-vous une fois adapté votre formation en fonction de la cible ?

Oui

Non

3. Y-a-t-il des formations que vous souhaiteriez développer ?

Oui

Non

Si oui, lesquelles ?

4. Estimez-vous que les femmes de la zone ont des besoins en formation particuliers ?

Oui

Non

Si oui, lesquels ?

8. Estimez-vous que les femmes de la zone ont des contraintes particulières pour suivre une formation

Oui

Non

Si oui, lesquelles ?

Annexe 2 : Questionnaire des femmes agricultrices

Objectif : Analyser l'offre et la demande de formation des femmes agricultrices de la zone de Sokone

Bonjour Mme.

Ce formulaire est conçu par Madeleine Tening NDONG étudiante au Master 2 en Ingénierie de la Formation Agricole et Rurale (MIFAR) dans le cadre de son mémoire de fin d'études autour de la thématique « Analyse de l'offre et de la demande de formation des femmes agricultrices de la zone de Sokone au Sénégal ». Il est adressé aux femmes de la localité de Sokone qui sont actives dans la chaîne de valeur agricole. Les informations reçues à travers ce questionnaire seront traitées de manière anonyme. Nous vous remercions pour votre compréhension et pour le temps que vous accorderez au remplissage de ce formulaire.

I. PROFIL

1. Prénom et nom :

2. Tranche d'âge

20-25 ans

26-30 ans

31-35 ans

36-40 ans

41-45 ans

46-50 ans

51-55 ans

56-60 ans

+60 ans (préciser)

3. Village :

4. Commune :

Sokone

Toubacouta

5. Dans quelle activité agricole vous activez-vous

Production agricole/ d'élevage

Transformation de produits agricoles et/ou halieutiques

Commercialisation de produits agricoles et/ou halieutiques

6. Quel est votre niveau d'instruction ?

Inexistant

Arabe

Alphabétisation

Elémentaire (primaire)

Collège (CEM))

Secondaire (Lycée)

Licence

Master

7. Quel est votre statut matrimonial ?

Célibataire

Divorcée

Veuve

Mariée

8. Dans quel domaine s'active votre organisation ?

Maraîchage

Elevage

Transformation des Produits Agricoles

Transformation des Produits Halieutiques

Transformation des Produits d'élevage

9. Votre organisation est-elle formelle ?

Oui

Non

Y avez-vous une responsabilité ?

Oui

Non

Laquelle ?

Présidente

Vice-présidente

Secrétaire

Trésorière

Adjointe

Membre de la commission d'entretien

Membre de la commission de vente

Autre (préciser)

II. ACTIVITÉS AGRICOLES

1. Combien d'années êtes-vous dans l'agriculture, élevage, commercialisation de produits agricoles ?

-1 an

1 an

2 ans

3 ans

4 ans

5 ans

6 ans

7 ans

8 ans

9 ans

10

+10 ans (Précisez)

2. Quelle est la superficie de votre champ, enclos ou poulailler ?

0,5 hectare (ha)

1 ha

1,5 ha

2 ha

2,5 ha

3 ha

3,5 ha

4 ha

Autre (préciser)

2. Quel est le mode d'accès à la terre ?

Héritage

Emprunt

Achat

Location Autres

(Préciser)

Si c'est par héritage, emprunt ou achat, disposez-vous de titre foncier ?

Oui

Non

Dans quelle branche de la production agricole vous activez-vous ?

Maraîchage

Grandes cultures

Arboriculture

Floriculture

Autre (préciser)

Quelles sont les cultures mises en place

Si c'est le maraîchage :

Laitue

Chou

Navet

Gombo

Pomme de terre

Piment

Carotte

Aubergine

Jaxatu

Oignon

Bissap

Poivron

Autres (préciser)

Si ce sont les grandes cultures

Mil

Riz

Arachide

Niébé

Maïs

Sorgho

Autres (préciser)

Si c'est l'arboriculture :

Agrumes

Manguier

Papayer

Goyavier

Anacardier

Corossolier

Pommier cannelée

Autres (préciser)

Si c'est la floriculture, citer ?

Quelle est votre principale culture ?

Laitue

Chou

Navet

Gombo

Pomme de terre

Piment
 Carotte
 Aubergine
 Jaxatu
 Oignon
 Bissap
 Poivron
 Mil
 Riz
 Arachide
 Niébé
 Maïs
 Sorgho

Manguier
 Papayer
 Goyavier
 Anacardier

Corossolier

Pommier cannelée

Si c'est l'élevage, quelles sont les espèces élevées ?

Volaille
 Moutons
 Bœufs
 Lapins
 Abeilles

Chèvres

Autres (préciser)

Disposez-vous d'un poulailler ou enclos moderne pour vos animaux ?

Oui
 Non

Si c'est dans la transformation que vous vous activez ?

Quels sont les produits que vous transformez ?

Légumes (préciser)
 Fruits (préciser)
 Céréales (préciser)
 Légumineuses (préciser)
 Produits laitiers (préciser)
 Autres (préciser)

Si c'est dans la commercialisation que vous vous activez, quels produits commercialisez-vous ?

Légumes (préciser)
 Fruits (préciser)
 Céréales (préciser)
 Animaux (préciser)
 Produits laitiers (préciser)
 Autres (préciser)

3. Combien de mois dans l'année travaillez-vous dans cette activité ?

3
4
5
6
7
8
9
10
11
12

4. Quelles sont les techniques culturales que vous mettez en pratique ?

- Aménagement
- Labour
- Buttage
- Binage
- Fertilisation chimique
- Fertilisation organique
- Irrigation
- Désherbage
- Lutte phytosanitaire chimique
- Lutte phytosanitaire organique
- Rotation culturelle
- Jachère
- Association culturelle
- Paillage
- Hersage
- Offsetage
- Autres (préciser)

5. Quels types de semences utilisez-vous ?

- Semences certifiées
 - Semences locales
 - Semences autoproduites

6. Quels sont les intrants, aliments du bétail, produits commercialisés que vous utilisez ?

Précisez la quantité par intrants et leur prix ?

- Compost
- Fumier
- Engrais chimique
- Produits phyto chimique
- Produits phyto bio
- Foin
- Herbe
- Autre

Quelle est la quantité approximative récoltée de votre culture principale ?

7. Quelles sont les difficultés que vous rencontrez dans l'exercice de votre métier ?

- Manque de moyen matériel
- Manque de main d'œuvre
- Manque de moyen financier

Faible productivité
 Manque d'espace
 Problème d'écoulement de la production
 Problèmes phytosanitaires
 Problèmes de vente (Mévente)
 Faible prix
 Faible accès au matériel agricole
 Faible accès aux intrants agricoles
 Faible accès au foncier
 Manque d'eau
 Système d'irrigation non adapté aux femmes
 Autres (préciser)
 8. Mènerez-vous des actions pour contourner ces difficultés ?

Oui

Non

Si oui, comment (pour chaque contrainte) ?

III. ACTIVITÉS EXTRA-AGRICOLE

1. Avez-vous d'autres activités non agricoles ?

Oui

Non

Si non, pourquoi ? (préciser)

Si lesquelles (préciser) ?

Petit commerce Vente de petit déjeuner

Vente de petit déjeuner

Fabrication de produits d'entretien de maison (savon, eau de javel...)

Entre cette activité et l'activité agricole, laquelle est la plus rentable ?

Activités agricoles

Activités non agricoles

IV. FORMATIONS REÇUES

1. Connaissez-vous des structures de FAR ?

Oui

Non

Si oui, lesquels ? Citer

2. Avez-vous déjà bénéficié d'une formation agricole et/ou rurale ?

Oui

Non

Si non, pourquoi ?

Désintérêt

Indisponibilité

Manque d'informations

Manque d'argent

Non autorisation du mari

Distance par rapport aux structures de FAR

Autres (préciser)

Si oui, sur quel thème portait la formation ?

Maraîchage

Pépinière

Fabrication de compost

Fabrication de produits phytosanitaires bio

Aviculture

Elevage

Pisciculture

Apiculture

Transformation

Agro-écologie

Gestion

Management

Leadership

Entrepreneuriat

Autres (préciser)

Quelle a été la durée de la formation (préciser)

Comment la formation a-t-elle été organisée ? (jour, heure, théorie, pratique,...) (Préciser pour chaque formation reçue)

Quelle structure vous a formé ? (préciser)

La formation a-t-elle été payante ?

Oui

Non

Si oui, combien ? (préciser)

Dans quelle langue la formation a été dispensée ?

Français

Wolof

Sérère

Peulh

Diola

Autres (préciser)

Cette formation a-t-elle répondu à vos attentes ?

Oui

Non

Qu'aimeriez-vous que ça soit plus développé ?

V. DEMANDE DE FORMATIONS

1. Pensez-vous qu'il y ait un domaine dans lequel vous auriez besoin de formation pour pouvoir mieux développer votre activité ?

Oui

Non

Pour développer quel type de compétences/capacités ?

Techniques

Managériales

Autres (préciser)

Si non, pourquoi ?

Aucune raison

Manque d'informations

Manque de moyen financier

Indisponibilité

Non autorisation du mari

Autres (préciser)

Si oui, dans quel domaine agricole et non agricole ?

Techniques culturales

Maraîchage

Fabrication de compost

Fabrication de produits phytosanitaires bio

Pépinière

Elevage

Agro écologie

Transformation

Entrepreneuriat

Marketing

Gestion/comptabilité

Commercialisation

Management

Leadership

Autres (préciser)

Sous quelles formes préférez-vous la formation ?

Théorie

Pratique

Démonstration

Autre (préciser)

Etes-vous prête à vous payer ces formations ?

Oui

Non

Si non, pourquoi ?

Si oui, jusqu'à quelle somme (en FCFA) ?

-5.000

5.000

10.000

15.000

20.000

25.000

30.000

40.000

45.000

50.000

Autres (préciser)

Dans quelle langue souhaitez-vous que la formation soit dispensée ?

Français

Wolof

Sérère

Peulh

Diola

Autre (préciser)

Pourriez-vous vous déplacer pour une formation ?

Oui

Non

Quelle période de l'année vous convient le plus pour une formation ?

Saison sèche

Hivernage

Autre

Quel moment de la journée vous convient le plus pour une formation

Matinée

Après midi

Autres

Pensez-vous que dans la zone il y ait des structures de formation agricole qui proposent des formations adaptées à vos besoins ?

Oui

Non

Quelles structures ?

VI. PROJETS DANS L'AGRICULTURE

1. Quels sont vos projets dans l'agriculture ?

Aucune

Culture de diverses variétés

Agrandissement de l'espace

Entrepreneur agricole

Ferme intégrée

Autre (préciser)

Quels sont les freins à vos projets agricoles ?

D'après vous, quels sont vos besoins en formation pour vous permettre de développer vos projets dans l'agriculture ?

Suggestions

Avez-vous des suggestions pour l'amélioration de l'accès des femmes aux formations agricoles ?

Annexe 3 : Guide d'entretien focus group pour les groupements de femmes agricultrices

I. Identification

1. Quel est le nom de votre groupement ?

2. Dans quel village se trouve le groupement ?

3. Quel est votre domaine d'activité dans l'agriculture ?

4. Votre groupement est-il formel ?

5. Quel est le niveau d'étude le plus faible dans le groupement ?

6. Quel est le niveau le plus élevé d'étude dans le groupement ?

II. Historique du groupement

1. Quelle est la date de création de votre groupement ?

2. Combien de membres contenait votre groupement au départ ?

3. Quel est le nombre actuel de membres de votre groupement ?

4. Parmi les membres actuels, quelle est la part de jeunes (inférieur à 25 ans), de jeunes adultes (entre 25 et 45 ans) ?

5. Quelles sont les conditions pour devenir membre dans votre groupement ?

6. Quel était votre capital de démarrage ?

7. Quel est votre capital actuel ?

8. Quels sont les événements marquants de votre groupement depuis sa création jusqu'à nos jours ?

III. Organisation interne

1. Comment est structuré votre groupement ? (présidente, vice-présidente etc...)
2. Comment les prises de décisions au sein du groupe se font ?
3. Avez-vous des partenaires ? Si oui, lesquels ? Comment interviennent-ils ?
4. Quelles sont vos sources de financements ?

IV. Caractéristiques de l'activité agricole

1. Quelles sont les natures des produits, transformées, vendues ou commercialisées ?
2. Votre groupement dispose-t-il de terre ?
3. Si oui, quelle est la superficie exploitée ?
4. Quelle est la superficie de votre exploitation ?
5. Comment avez-vous acquis la terre ?
6. Quelles sont les spéculations cultivées ?
7. Quelles espèces élavez-vous ? Combien de tête/espèce ?
8. Quelle est la production annuelle par spéculation agricole cultivée ? De chaque espèce animale produite ? De chaque produit transformé ?
9. Où écoulez-vous votre production ?
10. Etes-vous satisfaites de vos résultats ?
11. Qui travaille dans l'exploitation ? Comment vous organisez-vous pour le travail ? Quels sont les jours de travail ? Les horaires ?
12. Combien d'heures par jour vous occupe votre activité ?
13. Travaillez-vous pendant l'hivernage ?
14. Avez-vous la possibilité d'être remplacée par un membre de votre famille en cas d'indisponibilité ?

V. Activités extra agricoles

1. Avez-vous d'autres sources de revenus non agricoles ? Lesquelles ? Etes-vous satisfaites de ces activités ?
2. Ces activités non agricoles apportent-elles plus d'argent que votre activité principale (agricole) ?

VI. Formations

1. Avez-vous bénéficiiez de formations en lien avec votre activité ?
2. Qui étaient les participants de la formation ?
3. Pouvez-vous me décrire ces formations, une par une : structure de formation, durée de la formation, organisation de la formation, bénéficiaires, contenus de la formation, acquis et résultats
4. Quelle a été la durée de la formation ?
5. Comment la formation était-elle organisée ? (jours de formation, horaires de formation, constitution de groupes éventuels, phase théoriques et phase pratique)
6. Quel était le contenu de la formation ?
7. Avez-vous reçu d'autres formations agricoles ? Par quelle structure ? Concernait-il tout le groupe ?
8. Si oui, lesquelles ? Par quelle structure ? Si non, pourquoi ?
9. Avez-vous reçu des formations non agricoles ? Par quelle structure ? Concernait-il tout le groupe ?
10. Si oui, dans quel domaine ? Par quelle structure ?
11. Ces formations vous sont-elles utiles ? Pourquoi ? Qu'en avez-vous retenu ? Qu'est-ce que cela a changé pour vous ? Qu'auriez-vous aimé développer davantage ?

VII. Difficultés rencontrés

- Quels sont vos problèmes rencontrés dans l'exploitation ?

VIII. Projets

- Quels sont vos projets dans l'agriculture ?
- Qu'attendez-vous des structures de FAR et de l'Etat ?
- Selon vous, que faudrait-il améliorer pour renforcer le rôle des femmes dans l'agriculture ?
- Avez-vous d'autres projets non agricoles ? Dans quels domaines ? Lesquels ?

IX. Demande de formations

- Estimez-vous avoir besoin de formations ?
- Si oui, dans quel domaine ?
- Si dans le domaine agricole, lesquelles ?
- Si dans un domaine non agricole, pourquoi ?
- Etes-vous prêtes à vous payer ces formations ?
- Jusqu'à quelle somme pouvez-vous payer pour acquérir ces formations ?
- Etes-vous prêtes à vous déplacer pour vous former ?
- Jusqu'à quelle distance pouvez-vous vous déplacer ?
- Durant quelle période êtes-vous disponibles pour une formation ?
- Quels sont les heures de la journée où vous êtes libres ?
- Pensez-vous qu'il pourrait y avoir une non autorisation de la part de votre époux ?
- Dans quelle langue souhaitez-vous que les formations soient déroulées ?
- Pensez-vous qu'il y ait des freins à la formation des femmes ?
- Pensez-vous que les besoins en formation des femmes sont pris en compte ?
- Au cas où certains membres ne seraient pas disponibles pour se former ? Quelle décision sera prise ?

Annexe 4 : Guides d'entretien semi-directif des différents types d'agricultrices

Guide d'entretien type 1 : femmes actives dans l'agriculture et l'ostréiculture

- Pouvez-vous vous présenter (prénom nom âge niveau d'instruction....)
- Quelles activités pratiquez-vous dans l'agriculture et l'ostréiculture ?
- Comment avez-vous démarré ces activités (coopérative, famille, besoin économique...)
- Quelles sont les formations que vous avez reçues ? Quelle structure vous a formé ?
- Quelles sont les modalités de la formation (durée, lieu, méthode...) ?
- Avez-vous rencontré des difficultés dans ces formations ? Lesquelles ?
- Ces formations vous sont-elles utiles ? Comment ?
- Avez-vous remarqué des changements à la suite des formations reçues ? Lesquels ?
- Quels sont vos besoins en formation pour mieux développer vos activités agricole et ostréicole ?
- Sous quelles formes souhaitez-vous ces formations (pratique, théorie, démonstration etc...) ?
- Selon vous quelles sont vos préférences pour une formation (courte, longue, sur le terrain, en groupe, individuel...) ?
- Quelles sont vos contraintes dans vos activités ostréicoles et agricoles ?
- Est-ce-qu'une formation pourrait vous aider à lever ces contraintes ? Comment ?
- Comment vous voyez-vous dans vos activités dans l'avenir ?
- Avez-vous des suggestions envers les structures de FAR ?

Guide d'entretien type 2 : femmes actives dans la production agricole et peu de TPA

- Présentation
- Comment avez-vous commencé vos activités de production agricole ?

3. Quelles spéculations produisez-vous ?
4. Comment procédez-vous dans votre activité agricole ? (équipement, matériel, foncier, production, vente....) ?
5. Quels sont vos principaux problèmes dans l'agriculture ?
6. Combien d'années avez-vous fait dans la production agricole ?
7. Qu'est-ce-qui vous a motivé à faire de l'agriculture votre activité principale ?
8. Avez-vous bénéficié de formation dans ce sens ? Si non, pourquoi ? Si oui, lesquelles ?
9. Quels sont vos besoins en formation pour développer votre activité ?
10. Quels sont vos principales contraintes dans votre activité ?
11. Comment faites-vous face à ces difficultés ?
12. Avez-vous envisagé de vous engager dans d'autres activités agricoles ? Si non, pourquoi ? Si oui, dans quel domaine ?
13. Quels sont vos projets agricoles ?
14. Quels conseils donneriez-vous aux structures de FAR ?

Guide d'entretien type 3 : femmes actives dans la TPA

1. Pouvez-vous vous présenter (prénom, nom, âge, niveau d'instruction...) ?
2. Qu'est-ce qui vous a motivé à vous investir dans la TPA (GIE, famille, situation économique...) ?
3. Comment avez-vous débuté l'activité ?
4. Quels produits transformez-vous ? Rendez-vous ? Est-ce lié à vos produits transformés ?
5. En plus de l'activité en groupe, transformez-vous chez vous des produits agricoles ?
6. Quelle est votre fréquence de travail ?
7. Quels sont les équipements et matériel dont vous disposez pour la TPA ?
8. Avez-vous accès aux financements ?
9. Où et comment écoulez-vous vos produits ?
10. Avez-vous déjà bénéficié de formation de formation en TPA/commerce ? Si oui, lesquelles ? Par quelles structures ? Quelles modalités ?
11. Ces formations vous sont-elles utiles ? En quoi ?
12. Avez-vous des besoins en formation ? Lesquelles ? Si pas en rapport avec la TPA, pourquoi ?
13. Appliquez-vous des savoirs traditionnels dans vos pratiques de TPA ? Lesquelles ?
14. Quelles sont vos contraintes dans la TPA/commerce ?
15. Avez-vous des difficultés pour écouler votre production ? Comment gérez-vous ce volet de concurrence ?
16. Avez-vous des liens avec les productrices agricoles et les commerçantes ?
17. Avez-vous besoin de soutien pour développer vos activités ? De quelle nature (technique, financier, matériel...) ?
18. Avez-vous des suggestions envers les structures de FAR ?

Guide d'entretien type 4 : femmes actives dans l'agriculture, l'élevage et l'ostréiculture

1. Présentation (prénom, nom, âge, village, commune etc...).
2. Combien d'années avez-vous fait dans vos activités agricoles.
3. Quels animaux élévez-vous ? Quels produits vendez-vous ? Quelles spéculations cultivez-vous ?
4. Comment nourrissez-vous vos animaux ?
5. Quelles formations avez-vous reçues dans le domaine de l'élevage ?
6. D'où proviennent les produits que vous vendez ? Où les écoulez-vous ?
7. Avez-vous des stratégies pour vendre ?

8. Comment faites-vous pour fixer vos prix ?
9. Qu'est-ce-qui pourrait expliquer votre faible implication dans la production agricole ?
10. Si toutefois les conditions sont réunies, pensez-vous vous investir davantage dans la production agricole ?
11. Quelles sont vos contraintes dans la commercialisation ? Dans l'élevage ? Dans l'agriculture ?
- Quelles sont les formations que vous avez reçues en lien avec l'élevage, le commerce et l'agriculture ?
12. Quels sont vos besoins en formation dans l'élevage, le commerce et l'agriculture ?
13. Préférez-vous des formations individuelles ou en groupe (groupement) ?
14. Quels sont projets dans l'agriculture ?
15. Avez-vous des suggestions à adresser aux structures de FAR ?

Annexe 5 : Transcription des entretiens focus group des groupements de femmes agricultrices

***** *G1-TBC

La cooperative est formelle depuis septembre 2024. C'est le GIE cree en 2010 où on cultivait le riz qui est devenu la cooperative en plus d'autres membres. Le nombre de membres est de 220 dont 10 hommes. Car il était plus facile de bénéficier de financement si on s'organise en cooperative. C'est Anida qui nous a offert la clôture mais cette dernière était gâtée et PARIIS l'a renouvelée en 2024 en plus des panneaux solaires mais c'est Anida qui a creusé le forage et PARIIS a fait l'installation du goutte-à-goutte. C'est le chef de village qui nous a offert la terre. On a des papiers administratifs en cours. Ce n'est pas encore sorti. Au départ, l'adhésion était 2000FCFA et cela constituait notre fonds de caisse, PARIIS nous a donné des semences, de l'engrais. Pour chaque parcelle, le propriétaire doit payer 5000FCFA. C'est ce qui constitue notre fonds de caisse actuel car nous n'avons pas reçu de financement. C'est la cooperative qui décide des cultures qui seront mises en place. Durant cette campagne, on a produit de l'oignon, poivron, tomate. L'exploitation est 13 ha mais on n'exploite que les 6 ha car les 7 ha n'ont pas de système d'irrigation. Dans le groupement, il y'a des jeunes femmes mais aussi quelques femmes dans la soixantaine. Nous vendons la production dans les marchés hebdomadaires et dans le village aussi car il y'a des commerçants qui viennent dans le village pour acheter. Nous travaillons chaque jour, le matin et le soir. Nous comptons également produire pendant l'hivernage. On a reçu des formations en pépinière, repiquage, la conduite des cultures à travers un champs-école par ANCAR. Notre activité principale c'est l'agriculture. Nous produisons de l'oignon, de la tomate, de l'aubergine, jaxatu, du chou et presque tous les légumes sauf les légumes racines. La campagne principale c'est la campagne de l'oignon. Pendant cette dernière, tous les membres produisent de l'oignon. Mais passé cette campagne, chaque membre est libre du choix des cultures qu'il va mettre sur place. Nous sommes confrontées à des problèmes comme la vente, les problèmes phytosanitaires, le manque d'eau. On a perdu beaucoup d'oignon à cause des problèmes phytosanitaires, puisqu'on agit trop tard, il n'y a pas eu de résultats. On est souvent aidé par nos enfants. Nos projets agricoles sont : augmentation de l'espace agricole, culture d'autres spéculations comme la pomme de terre, la carotte, la patate douce. Nos besoins en formation sont : techniques culturales des cultures surtout racines, lutte phytosanitaire et reconnaissance des maladies, élevage, saponification, teinture. Si les formations sont en dehors du village, on peut y participer sans soucis et nos maris n'y trouveront pas d'inconvénients. On est prêt à payer des

formations si les moyens sont disponibles. Mais la cooperative ne pourra pas payer pour des membres car on n'a pas les moyens. On prefere que les formations soient en wolof car depuis lors on nous forme avec le wolof. On prefere que les formations soient en saison seche n'"importe quelle heure. L'essentiel c'est d'informer tres tot a son mari. A part ANCAR, nous ne connaissons pas les structures de FAR. On a longtemps travaille dans le maraichage, avant l'arrivee du projet. On a recu des formations avant la cooperative. Il y'avait ANCAR, Papel, PAM qui nous formaient auparavant. On a recu des formations sur la riziculture et le maraichage avec ces structures. S'il y'a des membres qui ne participent pas aux formations on ne peut pas les sanctionner car la formation est benefique pour les participants. Si l'agriculture feminine est mechanisee, elle sera plus developpee. Nous attendons des structures de FAR : des equipements, des formations. Les formations etaient pratique et demonstrative.

**** *G2-TBC

La cooperative est creee en 2010. Elle est formelle. L'exploitation est de 10 hectares offerts par le village. Nous avons ete formes par Nafore qui est en collaboration avec Enabel. Nafore nous a forme en techniques de transformation de la tomate et de la pomme de terre car on enregistrait beaucoup de pertes post-recolte. La formation s'est deroule chez alido a Kaolack, seules trois femmes etaient parties, elles ont ensuite demultiplie aupres des autres membres. Alors que nous preferons que les formations soient organisees chez nous dans le village pour permettre a toutes les femmes de maitriser toutes les techniques mais aussi de nous doter de materiel pour l'application car nous ne pouvons toujours pas transformer puisque nous n'avons pas le materiel necessaire pour la transformation en quantite. La formation a dure une annee, on partait regulierement. On aimeraient beneficier des formations sur la transformation de l'oignon, du poivron, piment, aubergine etc... car nous produisons toutes ces especulations. Nous avons aussi beneficie de formations sur le compostage, la gestion, la bonne gouvernance, gestion post recolte, pepiniere, technique de repiquage, riziculture par ANCAR en collaboration avec PARIIS (partenaire financier) et Parel-ba en compostage. La formation de Parel-ba a dure une matinee et etait pratique. Celles de ANCAR etaient theorique et pratique et c'est difficile de dire la frequence car ce n'etait pas regulier. La cooperative a dure 15 ans mais on n'a toujours pas maitrise les techniques culturales car les formations manquent et les formations que nous recevons ne durent pas. On aimeraient vraiment recevoir des renforcements de capacites car chaque annee, de nouvelles techniques apparaissent. En dehors de ces techniques culturales, on aimeraient recevoir des formations sur la lutte phytosanitaire basée sur des produits organiques car ici, on n'utilise pas les produits chimiques. Nous aimeraions nous former aussi en techniques de transformations de toutes les especulations que nous produisons car avec une exploitation de 10 hectares, si on ne transforme pas, on enregistre des pertes post-recolte. Si on nous formait sur les techniques de transformation, par exemple, si on pouvait transformer l'oignon en poudre meme si ce n'est pas la quantite totale, ca nous eviterait certaines pertes. Comme contraintes nous avons les problemes phytosanitaires alors qu'on n'utilise pas les produits chimiques. ANCAR et Nafore nous ont formes sur la fabrication de certains produits phytosanitaire organiques. Les formations ne duraient qu'une matinee. Malgre ces formations, on aimeraient recevoir d'autres formations dans ce sens car on a toujours besoins de se perfectionner car les problemes phytosanitaires nous fatiguent. Actuellement, le piment pourrit et on ne sait pas quoi faire. Toute formation qui touche a l'agriculture nous interesse. On a besoin aussi de formations sur la transformation des

cereales mais aussi en saponification. Nous produisons : du piment, du poivron, de l'aubergine, de l'aubergine amere, de la tomate, de l'oignon, de la pomme de terre, presque tous les legumes mais c'est la pomme de terre, l'oignon et la tomate nos principales cultures. Apres cette campagne, chaque membre choisit les cultures a mettre en place. On se divise la parcelle selon ce que chacun peut exploiter. Chaque parcelle est de 145m² mais un membre peut prendre autant de parcelle qu'il veut. Au debut de la campagne, on se reunit pour discuter des cultures a mettre en place ainsi que les superficies respectives mais en dehors de cette campagne, certains membres attendent la campagne prochaine tandis que d'autres continuent la production et produisent ce qu'ils veulent. Chaque membre gere sa parcelle (toutes les activites). Les parcelles sous aspersion, les membres payent 5000FCFA tandis que pour la partie sans systeme d'irrigation, ils payent 3000 FCFA apres production. Ce sont 4,5 ha qui ont ete amenages par PARIIS, cette annee, il a encore amenage une autre partie, presque tout le champ est amenage maintenant, il ne reste qu'une petite partie. Ces Woulanafa qui avait cloture l'exploitataion mais c'est PARIIS qui a amenage (systeme d'irrigation), construit le magasin de stockage et repare la cloture. Nos principaux parteanaires sont ANCAR et PARIIS qui nous affectent depuis le debut un technicien agricole qui nous accompagne chaque jour. L'exploitation appartient preque a trois village : Dassilame Serere, Sourou et Bane mais ces derniers sont en location. Le nombre total de membres sur les papiers ces 208 mais les membres engagés tournent autour de 80 selon les campagnes. Au debut, les membres etaient une deux centaine mais beaucoup ont ensuite abandonné surtout les personnes âgées car le travail est difficile pour elles. Pour devenir membre, il faut une adhesion de 5000 CFA. Nous louons également la terre a ceux des autres villages le desirant, il suffit juste de respecter le reglement interieur. Nous achetons nos semences chez Tropicase et chez Kabir Seck qui est un revendeur de chez Tropicase pour la campagne principale. Pour la campagne hivernale, nous faisons des achats regroupes, chaque membre dit ce qu'il veut produire et la quantite, on passe la commande chez Tropicase. C'est pour eviter les attaques qu'on prefere ne pas laisser le choix aux membres d'acheter les semences partout. Notre probleme principal c'est la mevente. Nous produisons mais nous n'avons pas la clientele. On vend dans les marches hebdomadaires a de tres bas prix, parfois on y passe la nuit pour ne rien vendre a la fin. Nos oignons sont toujours avec nous et pourrissent car nous n'avons pas de magasins de stockage adequats. En plus du maraichage, nous pratiquons l'ostreiculture et l'apiculture. C'est Wetland et ICD-Afrique qui nous ont formes en ostreiculture presque depuis le debut de nos activites. C'est Wetland qui nous a formes en premier, c'est apres son depart que ICD-Afrique est venu mais jusqu'a present, la maitrise n'est pas au rendez-vous. Wetland nous a appris comment transformer les huîtres fraîches et l'attache des guirlandes, ICD-Afrique a également fait la meme chose. Les formations n'étaient pas régulières mais on faisait de la pratique. On a juste appris la transformation des huîtres fraîches, on aimeraient aussi recevoir des formations sur la transformation des huîtres séches, les techniques d'emballages pour le marketing. Pour l'apiculture, c'est l'ICD-Afrique et wetland qui nous ont formes. On a fait la formation depuis le debut de nos activites. Depuis lors, on n'a recu aucune formation allant dans ce sens. Ils nous ont appris l'installation des caisses jusqu'à la récolte. On aimeraient recevoir des renforcements de capacites sur l'apiculture. Les formations s'étaient déroulées dans l'exploitation. L'exploitation s'appelle les producteurs de la vallee et fait que l'agriculture mais l'ostreiculture est polarisée par 4 villages. Ainsi, pour les formations dans l'ostreiculture, ce ne sont pas tous les membres de notre OP qui participe, chaque

village envoie 5 membres qui doivent participer à la formation. Ces membres vont ensuite démultiplier la formation. Des fois les déplacements en hivernage sont difficile et les femmes n'ont pas assez de disponibilité donc on préfère les formations en saison sèche et l'après-midi à partir de 15h ou 16h à cause des tâches ménagères. Pendant la saison sèche, on passe la journée au champ, on rentre juste pour cuisiner le déjeuner mais après, on y revient. Si les formations sont payantes, si il y'a de l'argent dans la caisse, on peut payer car il arrive des moments où nous n'avons rien en caisse car on utilise la caisse pour entretenir le matériel et l'équipement de l'exploitation. Il peut y survenir des pannes à tout moment et dans ce cas on peut utiliser tout l'argent disponible, les pannes nous coutent trop cher. Les formations que nous avons reçues sont souvent toujours en wolof. Le principal frein à la formation des femmes est le manque de matériel après la formation pour appliquer ce qu'on a reçu lors de la formation. On aimerait avoir aussi une unité de transformation car on ne peut pas transformer à l'air libre. À part les structures qui nous ont formées, on ne connaît que Nébéday qui est venu ici pour travailler avec nous mais il a juste discuté avec nous mais n'a pas commencé les formations. Il veut nous former sur l'environnement et l'ostreiculture. Nous connaissons également Samambey (Myagro) qui fait des tests ici, mais ne nous a pas formées. Notre souhait est de faire de notre exploitation une ferme intégrée. On veut en plus de l'agriculture, faire de la pisciculture, de l'élevage car nous avons de l'espace et il y'a une source d'eau. Puisque nous produisons bio, nous pourrons utiliser le fumier et les eaux usées de la pisciculture pour fertiliser nos parcelles et les abeilles vont mieux polliniser les cultures. Nous souhaitons être dotés d'équipements, surtout de tracteur car les parcelles sont très enherbées et c'est difficile pour une femme de travailler cela, nous avons aussi besoin d'une unité de transformation, d'un magasin de stockage. Nous souhaitons également avoir une unité de transformation pour éviter les pertes post-récolte. Au début, c'est Papil qui nous a installé un ouvrage, ensuite Woulanafa nous a creusé 20 puits et des bassins ce qui nous a permis de démarrer les travaux mais l'arrosage était manuel. C'est ainsi que PARIIS nous a vu et nous aide à avoir des arroseurs sur 4,5 ha, ils ont ensuite installé le reste. Cette année, il nous a aménagé 30 ha dans la vallée pour la riziculture, on commence la production cet hivernage mais on n'a pas encore assez de semences, on a que pour 5 ha, on attend peut-être l'Etat va agir. PARIIS est notre principal partenaire vraiment. Malheureusement, il est en fin de sa deuxième phase, il quitte cette année s'il n'a pas de troisième phase. Depuis qu'on a commencé, PARIIS a travers ANCAR, nous envoie un technicien qui travaille chaque jour avec nous mais bientôt il va quitter. Si on avait un autre projet qui pourrait nous payer un technicien agricole ce serait mieux car on n'a pas du quoi payer alors qu'on en a toujours besoin. En plus de ce technicien, il y'a un agent de l'ANCAR qui passe aussi mais il vient rarement car il a en charge toutes les communes de Sokone et Toubacouta. On exploite tous les 10 ha en saison sèche, même dans les parties non aménagées, on arrose manuellement. On a aussi parfois des difficultés pour avoir les semences de pomme de terre. On passe la commande mais on ne reçoit pas sinon on nous livre une autre variété que celle commandée. Depuis qu'on a commencé sa production, il n'y a qu'une campagne qui nous a vraiment satisfaits sinon les autres années la productivité était faible. Ce que nous attendons des structures de FAR c'est qu'elles nous offrent plus de formations chez nous, et qu'elles nous affectent des agents qui siègent chez nous.

**** *G3-TBC

On nous a offert le champ depuis 2018 mais nous n'avions pas de partenaires pour l'équiper. C'est le chef de village qui nous l'a offert. Oui le GIE est formel depuis 2020. Nous avons comme activité principale le maraîchage. Nous avons démarré les activités en décembre de cette année (2025). C'est l'association Nébéday qui nous a équipés le champ (clôture, panneau solaire, mini forage). Le groupement est composé de 24 membres. Parmi les membres, 3 femmes ont fait l'école française, toutes âgées de 37 ans. Au début, on faisait des tontines et d'autres activités champêtres pour avoir des économies. C'est par la suite qu'on a jugé de s'organiser en groupement. Les femmes travaillaient dans le maraîchage depuis longtemps mais ces champs étaient trop loin. C'est ainsi qu'avec l'aide du chef du village nous avons pensé à ce projet et le chef du village nous a octroyé ce champ. Nous faisons de l'agriculture biologique car c'est ce que nous demandent l'association Nébéday. Nous avons bénéficié de formation sur le compostage ici dans notre champ par Nébéday. La formation a duré 2 jours et le matin. Elle était théorique et pratique. Ensuite, nous avons fait une formation sur la pépinière (2 jours), une autre formation sur la conception de planches (2 jours). La présidente du groupement et celle du champ sont également parties à Toubacouta pour se former en compostage et la fabrication de produits phytosanitaires organiques. À leur retour, elles ont démultiplié la formation. On a bénéficié de plusieurs formations mais elles portent toutes sur le compostage, la fabrication de produits phytosanitaires organiques et la pépinière. On a également fait une formation sur l'apiculture à Toubacouta. La formation a duré 3 jours et était pratique. Les formations sont déroulées en wolof. Les formations sont utiles car on traite nos cultures avec des produits organiques et de plantes naturelles et on constate que les légumes se conservent plus longtemps. On a un technicien qui passe chaque mardi. On cultive de l'oignon, du piment, de la laitue, du navet, de l'aubergine, du bissap, du gombo, de la tomate. On a un problème de vente ici. On écoule notre production à Toubacouta et à Toubabding. Le champ est de 1 ha. On le divise par le nombre de membres total. Pour la production, on produit à peu près la même chose parce qu'on fait une pépinière pour tout le monde en plus. Nébéday souhaite qu'on produise les mêmes spéculations. Pour le travail, chacun travaille selon sa disponibilité sauf les jours où on désherbait les allées du champ. Nous travaillons durant toute l'année, on a déjà démarré pour la campagne hivernale. Nos principaux problèmes sont : la vente, l'arrosage manuel, financement, pertes post récolte surtout avec l'oignon et la tomate, bas prix de nos produits (bio), sur le marché, on a les mêmes prix que ceux qui produisent avec du chimique, des fois, leur produit est mieux valorisé même, les problèmes phytosanitaires (surtout pour la tomate et l'oignon). Nos projets agricoles sont : marché bio, une vraie entreprise avec des équipements de haut niveau, élevage, culture des légumes racines, pomme de terre, carotte, betterave, patate douce. Ce que nous attendons des structures de FAR : plus de formations. Nos besoins en formation sont : saponification, techniques culturelles des légumes racines (pomme de terre, carotte, patate douce...), la lutte phytosanitaire. Si la formation est payante, on peut se cotiser pour envoyer quelqu'un. On n'a pas de problème de déplacement, on va juste s'organiser. Qu'importe la période et l'heure, on peut s'organiser. Pour devenir membre, il faut adhérer par une somme de 2500 FCFA et être habitant du village. Cette adhésion sera renouvelée chaque année. Par contre, nous avons loué 5 parcelles à des personnes des villages environnants mais qu'en-il y aura des nouvelles femmes qui arrivent dans le village, ces parcelles seront récupérées et distribuées à ces femmes. À la fin de chaque hivernage, on rendra les parcelles et celles qui désirent continuer, vont adhérer de nouveau. Le GIE a un bureau. Nous n'avons pas de compte bancaire. C'est la présidente qui garde l'argent.

Notre principale activite est l'agriculture et nous produisons de l'oignon, tomate, gombo, laitue, chou, bissap, jaxatu et presque tous les legumes sauf les legumes racines mais l'oignon est notre culture principale.

oins de formation : saponification, techniques culturales des legumes racines (pomme de terre, carotte, patate douce....). Si la formation est payante, on peut se cotiser pour envoyer quelqu'un. On n'a pas de probleme de deplacement, on va juste s'organiser. Qu'importe la periode et l'heure, on peut s'organiser. Pour devenir membre, il faut adhérer par une somme de 2500FCFA et etre habitantes du village. Cette adhesion sera renouvelee chaque annee. Par contre, nous avons loue 5 parcelles a des personnes des villages environnents amis qu'en-il yaura des nouvelles dans le village, ces parcelles seront recuperées et distribuees a ces femmes. A la fin de chaque hivernage, on rendra les parcelles et celles qui desirent continuer, vont adhérer de nouveau. Le GIE a un bureau. Nous n'avons pas de compte bancaire. C'est la presidente qui garde l'argent.

**** *G4-S

Le GIE est cree en 2014. Notre principale activite est la transformation de : mil, mais et arachide. En plus de cette activite, nous faisons également la saponification (savon et eau de javel). Le GIE est formel et compose de 165 membres. Le GIE existait avant le groupement de transformation des produits agricoles. Au debut, on faisait du petit commerce et des tontines. Avec nos economies, on achetait du materiel qu'on louait a la population lors des evenements. Par la suite, on a integre la Transformation et la saponification dans nos activites. Le groupement de trasformation est cree en 2019 et compose de 24 membres. Les autres membres du GIE font la saponification et le petit commerce. Par contre on n'a pas la meme caisse que la GIE meme si on appartient toujours au GIE. Le nombre de membres n'a toujours pas varie. Pour le travail, on appelle tout le monde mais ce n'est pas tout le monde qui vient a cause de la condition feminine. La production depend de la commande. Par exemple avant l'hivernage, on produit en quantite car avec les pluies, on ne pourra plus travailler convenablement. La vente se fait a Toubacouta et dans la ville. Il y'a des membres qui s'en ont charges. Nous n'avons pas d'unité de transformation, on a loue ce local et c'est ici où nous produisons par contre, on ne peut pas exposer ici la production. On a suivi deux sessions de formation. La premiere fut delivree par une particuliere nommee Maguette et marque le debut de nos activites. Elle fut venue du centre commercial de Kaolack. C'est nous qui avons paye la formation a l'aide des soutiens qu'on a beneficie a cet effet. La formation a dure 5 jours et portait sur la transformation des cereales, de l'arachide et du niebe. On faisait, du couscous, poudre de niebe, des granulees, de la pâte d'arachide. On a commence a 09h pour arreter a 17 h. La formation alliait theorie et pratique. Suite a cette formation, on a achete quelques denrees grâce a nos soutiens financiers et on a demarre les activites de transformation. La deuxieme formation fut financee par la mairie et delivree par la cooperation GEMS. Cette formation a dure 5 jours et portait sur la transformation des cereales, de l'arachide et du niebe. On a refait tout ce qu'on avait fait lors de la premiere formation en plus de la farine enrichie, cette formation fut un renforcement de capacites. C'est nous qui voudrions faire ce renforcement de capacites. Moi la presidente, j'ai fait une formation en saponification avec grain d'Afrique. J'ai demultiplie la formation aupres du groupement. On souhaiterait se former en : la transformation des fruits et legumes (confiture, sirop, jus), transformation de la tomate, teinture, maraichage, micro-jardinage, aviculture, elevage. Mais si on peut avoir d'autres formations, on est preneur. L'essentiel c'est que ca puisse generer de

l'argent. Si la formation n'est pas trop cher, on peut payer pour un membre qui va ensuite demultiplier aupres du groupe. Par contre, on ne peut pas depasser la somme de 25000FCFA. Pour les formations, on prefere la saison seche. On fait nos activites l'apres-midi mais les formations le matin et l'apres-midi. Donc on peut opter pour le matin car le processus de transformation est souvent long. On fait les formations en wolof et on souhaite que les formations continuent d'etre en wolof. La formation des femmes est rendue difficile parce que les ONG tardent a repondre a nos appels et ne sont pas suffisants. Par exemple, la 3FPT, nous avait promis une formation depuis l'annee derniere mais jusqu'a present, il n'y a pas de retour. Il y'a aussi le manque de financement car si on recoit une formation et qu'on n'a pas de moyen pour pratiquer, on finit par oublier. Nos projets agricoles sont : avoir notre propre unite de transformation, des machines de derniere generation pour produire plus, l'elevage. Ce que nous attendons des structures de FAR c'est : la decentralisation dans les communes et les villages, accompagnement financier. Si les femmes recevaient des financements, leurs activites serait plus developpees. Nos problemes sont : manque d'equipements, d'unite de transformation. Nous n'avons pas de probleme de mevente car parfois, on recoit de la demande qu'on ne puisse pas satisfaire. Beaucoup de membre du groupement on fait l'ecole francaise.

**** *G5-TBC

Le GIE s'active dans l'agriculture et dans l'ostreiculture. Nous avons une exploitation de 4 ha, federe par la cooperative « ndamit xooxox » dont la presidente est la president de notre groupement GIE. Notre GIE compte 60 membres et cree en 2008 et comptait 24 membres. Au debut, c'est l'argent de la premiere recolte d'huittres qui constituait notre fonds de caisse en plus des 500FCFA/membre en guise d'adhesion. Chaque mois, on cotisait 200/mois. On a demarre a peu pres avec 200000FCFA. Actuellement, nous n'avons presque rien en caisse car nous achetons du materiel avec nos benefices. Ce materiel, nous le mettons en location. C'est avec ces economies que nous avons construits les batiments de l'unite de transformation. Nous nous partageons aussi une partie du benefice. Pres de 15 membres ont fait l'ecole francaise. Les autres membres ont fait l'arabe, l'alphabetisation tandis que d'autres n'ont jamais ete a l'ecole. Il y'a pres de 15 jeunes femmes dans le groupement. Les plus instruites ont le BFEM. Un partenaire nous a finances a hauteur de 1200000 pour les 5 groupements en raison de 200000/GIE mais on va rembourser sans interet. A la fin de chaque campagne, chaque membre verse 5000FCFA, 2500 pour semences et 2500 pour la caisse. Nous faisons des activites champetres a but lucratif dans d'autres champs et cet argent appartient a la cooperative. La cooperative possede egalement un champ de mil que nous cultivons, tous les GIE. La cooperative achete egalement des intrants qu'elle nous vend a bas prix compare au marche. Il y'a d'autres GIE qui pratique l'ostreiculture mais cette activite n'est pas federe par la cooperative. La cooperative compte 270 membres (avec peu d'hommes). Nous avons notre propre bureau. Chaque membre a sa propre parcelle. Nous cultivons tous les memes speculations l'oignon, la tomate, l'aubergine, le gombo, le bisaap, le jaxatu, et presque tous les legumes mais notre campagne principale c'est celle de l'oignon et de la tomate. Nous vendons la recolte sur le marche mais nous y rencontrons des problemes de mevente. Woulanafa et Kaholore, nous ont offert la cloture et le mini forage. SolidAgro nous a soutenus aussi sur la construction du forage. Proval-cv et ICD nous ont construit la cloture de l'unite de transformation. Nous transformons egalement de la tomate, des fruits et legumes, du cafe et de la saponification, nous faisons egalement des jus. On avait recu une formation sur la

transformation de la tomate. Quand les prix de la tomate baissent, on achete la recolte des autres GIE pour le transformer. C'est nafore a kaolack qui nous en a formes en 2 journées. La formation etait theorique ensuite pratique. La formation s'etait deroulee en wolof. Nous achetons les pots que nous utilisons pour la tomate concentree a Dakar. Nous faisons egalement de l'apiculture, on vient de le demarrer. Nous vendons le miel dans le village. C'est ICD qui nous a equipes pour l'apiculture. Pour l'apiculture, nous travaillons a tour de role par groupe. C'est ICD qui nous a aussi formes en 4 jours sur l'apiculture. 6 personnes etaient parties se former a Toubacouta. La formation etait theorique et pratique. Les 6 personnes formees ont ensuite demultiplie la formation aupres des autres membres. Nous produisons de l'oignon, de la tomate, du piment, de l'aubergine, du jaxatu, chou pomme, du poivron, laitue, gombo et presque tous les legumes. SolidAgro nous a forme en maraichage (pepiniere, repiquage, produits phyto, compost). La formation etait 2 journées et etait theorique et pratique, en wolof. Kaholore nous a aussi formes en maraichage (pepiniere, compost, lutte phytosanitaires) en 3 journées. La formation alliait theorie et pratique. ANCAR nous a aussi formes en techniques culturales a travers des champs-ecole. Il venait souvent durant tout le cycle des cultures. Nous avons recu beaucoup de formation en maraichage mais avons oublie certaines formations. Au debut, on utilisait beaucoup d'engrais chimique mais maintenant, on a diminue car notre production pourrissait vite. On a nos propres fosses de compost maintenant. Il y'a meme des membres qui n'utilisent plus les engrais chimiques. Nous avons recu des formations en ostreiculture par PJS (en guirlande) en 2 jours, la formation fut pratique. Nous avons aussi envoye des membres se formes a l'ITA pour se former en transformation de produits halieutiques. C'est la FAO qui avait finance la formation. Pour la formation sur la transformation des fruits et legumes, c'est nous qui avons paye a une particuliere pour qu'elle forme 25 de nos membres en raison de 10000 par personnes. La formation a dure une semaine et etait pratique. La formation sur la saponification (savon medicinal et eau de javel) fut delivree par FANASIPES. Nebaday nous a aussi formes en ostreiculture (fabrication de guirlande) en deux jours en raison de 2h par jour, demonstation puis pratique. PJS, PIMA, ANA, Proval-CV, ICD nous ont tous formes en ostreiculture (captage), ils viennent souvent, en nous demontrant comment fabriquer les guirlandes. Nous avons des problemes sur : le manque d'eau, la mevente, cloture, pas de pirogue, manque de competences en transformation, manque d'equipements, Les formations que nous avons recues nous ont ete utiles. Nous avons besoin de formation en : transformation, QHSS, renforcement de capacites sur l'ostreiculture, entrepreneuriat, techniques culturales de la carotte, de l'ail, Si les formations sont hors du village, si on nous soutient financierement pour le deplacement, on pourra se deplacer. Nous pouvons egalement payer pour nous former si nous disposons de la somme. Les femmes n'ont pas de problemes pour se former dans notre village. Nous ne connaissons pas d'autres structures de FAR que celles qui nous ont formes dans la zone. Nous vendons les huitres fraiches a Dakar. Nous louons un vehicule pour le transport. Chaque livraison tourne autour de 30 bassines. Oui nous tenons des assemblees generales pour nous organiser en debut, pendant et apres les campagnes de production. En fin d'annee on organise une assemblee generale aussi. Si certains membres ne sont pas disponibles, les membres ont la possibilite d'etre remplaces en cas d'indisponibilite.

**** *G6-TBC

La cooperative est creee en 2019. Le GIE est formel. Notre activites principale c'est l'agriculture et nous produisont de l'oignon, de la tomate,jaxatu, aubergine, gombo, laitue,

bissap.... Les terres appartiennent au village. C'est Parel-ba en collaboration avec world vision qui a fait les equipements (cloture, forage). Le champ est de 23 ha. On exploitait tout mais cette annee, on n'a pas tout exploite car les jeunes qui nous aidaient ont quitte le village pour la ville. Dans la cooperative on n'a 53 femmes dont 23 jeunes filles et 13 garcons. En plus des villageois, il y'a aussi des habitants des villages environnants, on leur loue la terre (3500). L'adhesion pour les habitants du village c'est actuellement 2500FCFA (chaque campagne) mais avant le demarrage, on a adhère avec 7500FCFA. Pour les femmes, les parcelles sont 620m². Avant le demarrage, on fait une assemblee generale pour voir les speculations a mettre en place. On achete parfois les semences aupres de la cooperative et on fait une pepiniere commune. Nous travaillons durant toute l'annee mais pendant l'hivernage, chacun produit ce qu'il veut. La campagne derniere, on a produit de la tomate, de l'oignon, du piment, du poivron, du bissap. Notre culture principale c'est l'oignon. Actuellement on a le meme nombre de membres a part un membre deceede. En plus du maraichage, nous transformons la tomate que nous produisons si les prix sont devenus bas. Les formations que nous avons recues : compostage par ANCAR par des champs-ecole chaque annee avant le demarrage des activites. C'est la presidenta qui etait forme et chaque annee, elle fait le champ-ecole dans l'exploitation. La formation dure 1 jour. On a egalement beneficie d'une autre formation sur le compostage par Nafoore. Ces formations etaient pratiques. Fabrication de produits phytosanitaires organiques. On n'a forme un garcon sur les techniques culturales de la pomme de terre et il a demultiplie la formation. Nous avions un technicien qui venait chaque semaine mais il est parti en 2024 ensuite, il nous a mis en rapport avec un autre technicien qui nous aidait souvent. Nous avons recu une formation sur la transformation de la tomate et du poivron. C'est Nafore qui a finance la formation pour 3 trois femmes et les a amenees a kaolack. C'est Alido qui les a forme.la formation a dure 5 jours deux fois. La deuxieme formation etait un renforcement de capacite de la premiere. Les formations etaient demonstratives et pratiques. On a egalement fait de la teinture mais la formation n'etait pasachee. Ces formations furent utiles car on fabrique maintenant nos produits phytosanitaires organiques et on transforme nos tomates maintenant si les prix sont devenus bas. On aurait besoin de renforcement de capacites sur le compostage car le compost que nous avons vu a Ndoumboudj on aimerait le pouvoir realiser car ils utilisaient les feuilles d'arbres, transformation des fruits et legumes (confiture et sirop) surtout la mangue car on en a ici, saponification, transformation de cereales et de l'anacarde, les techniques culturales de l'oignon. Si les formations sont payantes, on ne pourra pas payer mais si c'est gratuit, on peut se deplacer a tout moment et toute periode pour se former. Nos projets agricoles sont : entreprise agricole qui emploiera tous les jeunes du village, avoir une serre pour la pepiniere. Ce que nous attendons des structures de FAR : plus de formations, pour l'etat, nous attendons plus de financement, que leurs formations soient certifiantes. On part au champ tous les jours et on y passe la journee. Si on finançait les femmes, leurs activites seraient plus developpees. Nos principaux problemes sont : mevente, techniques culturales surtout pour l'oignon et la tomate, problemes phytosanitaires.

**** *G7-TBC

Le GIE est formel et compose de 45 membres. Il y'a a peu pres une dizaine de jeunes femmes (25-40 ans). Seule la secretaire a fait l'école francaise, les autres ont fait l'arabe. Il est cree en 2017 avec 36 membres. Il y'a eu de nouvelles adhesions. Pour devenir membre, il faut une adhesion de 1000FCFA et residante dans la zone. Le GIE est federe par la

cooperative ndamit xooxox. Ce sont ces cotisations qui nous servaient de fonds de caisse en plus des 100000FCFA recu du projet qui nous appuyait. Actuellement, on a plus d'argent qu'au debut. Le groupement, s'active dans l'ostreiculture et le l'agriculture. L'ostreiculture est temporelle (janvier a mai mais pas tous les jours) donc, on la cumule avec l'agriculture. Nous cherchons les huîtres dans la mangrove du village. La vente se fait dans le village et ce sont les clients qui viennent. Tout le groupement travaille dans l'ostreiculture ensemble. Pour le maraichage, on produisait durant toute l'annee mais avec la cloture qui n'est plus bon, on produit maintenant en hivernage car les animaux ne sont pas encore relachés. Nous cultivons presque tous les légumes oignon, tomate, bissap, aubergine, jaxatu, gombo, laitue sauf les légumes racines, carotte et la pomme de terre car nous ne maîtrisons pas leur culture. On n'a jamais recu de formation sur leurs cultures. Notre exploitation est de 5 ha partage par le nombre total de membres. A la fin de la campagne, chaque membre verse 5000FCFA au groupement. Nous achetons nos semences à Kaolack mais nous les achetons dans les boutiques d'intrants agricoles. Nous achetons également de l'engrais chimique. Nous avons un bureau. Nous avons des partenaires, APIL et CORDID qui nous forment dans le maraichage. Les formations de CORDID durent entre 1 et 2 jours les matins. On ne sait plus combien de fois (au moins 5 fois) il nous a formé. Il nous a formé en compostage (une journée), fabrication de produits phytosanitaires organiques en trois jours. Il y'a aussi Kaholore. C'est APIL qui nous a formés en ostreiculture. Il fut notre première partenaire. La formation portait sur la fabrication des guirlandes, leur installation et la récolte. La formation a duré un jour mais il passait souvent pour voir l'état d'avancement des travaux. Nous avons recu une formation sur la transformation de la tomate par un projet. On était parti à Kaolack pour un jour de formation. La formation était pratique ensuite j'ai démultiplié auprès du groupe. Sinon les autres formations s'étaient déroulées dans l'exploitation. Nous bénéficions également de financement de la COPEC et nous remboursons avec intérêt. Nous y avons également un compte d'épargne. Le groupement est formel et la terre nous est octroyée par le chef de village. Nous vendons les légumes dans le village mais aussi aux marchés hebdomadaires. Nous rencontrons parfois des problèmes liés à la vente à cause des prix bas, le manque d'équipement (raison pour laquelle nous ne pouvons pas transformer la tomate). Nos projets agricoles sont : culture de la carotte, élevage, transformation de la tomate, transformation de produits agricoles et halieutiques. Nous attendons des structures de FAR, qu'elles nous accompagnent en matériel pour que nous puissions appliquer ce que nous recevons des formations. Nos besoins en formation sont : renforcement de capacités en ostreiculture car il y'a des membres qui ne maîtrisent toujours pas la pratique, traitements phytosanitaires, gestion. Nos principaux problèmes sont : manque d'équipement, manque de moyen financier, problèmes phytosanitaires, non maîtrise de la culture des légumes racines. Si une formation est payante, ça sera difficile qu'on paie car on ne va pas s'entendre. Si la formation se passe en dehors du village, ça sera difficile de trouver des participants s'il n'y a pas de motivation (argent). On est disponible pour se former en saison sèche mais on est disponible tous les jours et toute la journée. On préfère les formations en wolof car depuis qu'on a commencé les formations, on les fait en wolof ou en serere si le formateur comprend le serere.

**** *G8-TBC

Le GIE s'appelle takku liguey. Le groupement est présent avant nous mais le GIE est formalisé en 2016. Nous y faisons que du maraichage : pomme de terre, piment, laitue,

poivron, oignon, tomate, navet, bissap, gombo... Pour le travail, on divise le champ à parcelle. Nous achetons les semences et nous faisons une pepiniere collective. C'est le GIE qui nous prête l'argent et à la fin de la campagne, nous remboursons. A la fin de chaque campagne, nous payons 2500 FCFA par parcelle. Le GIE compte 21 membres mais au depart c'était 28 car certains membres ages ont demissionné. Nous avons un bureau. Le champ ne possede pas d'équipement mais chacun achete son materiel. C'est Nébéday qui a equipe le champ (cloture, puits et panneaux solaires). Nébéday nous a aussi forme en pepiniere et compost, fabrication de produits phytosanitaires organiques au champ. Chaque formation dure entre 2-3 jours. On a fait l'alphabetisation au champ aussi. Et nous tenons des reunions en debut, pendant et à la fin de chaque campagne. Nous avons également recu une formation en transformation de cereales, confiture, sirop, cafe. Nébéday nous a aussi forme en apiculture mais on a juste assiste, il n'y avait pas de pratique. Le champ est 1,5ha. Nous vendons notre production au marche et dans le village. On a fait que l'alphabetisation mais on a tout oublie. Nous vendons la production dans les marches hebdomadaires des villages environnants. Nous avons des problemes de mevente. Nous produisons du bio mais on vend au meme prix que ceux qui font l'agriculture conventionnelle . Comme problemes, on peut aussi noter le manque de fumier, manque d'eau et d'équipement (panneau solaire) ce qui rend l'arrosage trop lent. Nous produisons nos produits phytosanitaires a base de neem, nous achetons aussi des produits phytosanitaires bio, mais pas toujours. Les produits que nous fabriquons sont efficaces. Les formations nous sont utiles car nous fabriquons nos propres produits. Nous avons besoin de formations en techniques culturales du haricot vert, saponification, teinture, broderie car a un certain age, on ne pourra plus faire le maraichage. Si la formation est hors du village, on ne pourra pas se deplacer, on va laisser les jeunes femmes y aller. Quant a l'autorisation de nos maris, on pense l'obtenir. On prefere se former en saison seche mais on prefere l'apres-midi (de 15h a 18 h). Si l'agriculture feminine etait mecanisee, on pense qu'elle serait plus developpee.

**** *G9-TBC

Le GIE s'appelle qui signifie en mandingue Fanabaro. Le groupement s'active dans le l'agriculture et la riziculture car pendant l'hivernage, il est impossible de faire du maraichage car la parcelle s'inonde. Le GIE existe depuis longtemps et faisait le maraichage et de la transformation de l'anacarde mais on n'avait notre propre exploitation. C'est en 2021 que le village nous a dotees d'un espace de 7ha pour nos activites agricoles. Il y'a quelques membres instruits. Le niveau le plus eleve est celui de la presidente, CFEE. Le nombre de membres est de 117 membres mais seule une cinquantaine est maintenant active. Il y'a des jeunes femmes dont l'age est compris entre 25-30 ans mais nous ne connaissons par le nombre exact. Pour devenir membre, il faut etre habitant du village et verser une somme de 5000FCFA en guise d'adhesion. On n'a presque pas de partenaires financiers. Neanmoins, Parelba finance notre restauration s'il organise une formation avec nous. Notre fonds de caisse vient de nos efforts. Nous avons un bureau et nous tenons des assemblees generales et des reunions. C'est parelba qui nous a equipe l'exploitation (cloture, eau et systeme d'irrigation) mais notre contrat avec eux a pris fin, on se debrouille seul maintenant. Nous cultivons de l'oignon, de la tomate, du piment, du poivron, de la pomme de terre et presque tous les legumes mais notre culture principale c'est l'oignon. Pendant la campagne d'oignon, tous les membres produisent de l'oignon mais on nous permet de produire certains legumes dans un petit espace. Nous vendons notre production dans les marches hebdomadaires et c'est la notre principal probleme, mevente. Nous

n'avons pas de marches où ecouler notre production ce qui fait qu'on stock la recolte dans maisons et on enregistre beaucoup de pertes. On divise l'exploitation en parcellaires et chaque membre prend autant de parcelles qu'il peut travailler si l'espace est suffisant parce que le nombre de membres qui participent aux campagnes varie d'une annee a une autre. Chacun gere les activites de sa parcelle. Pour la campagne de l'oignon, c'est le GIE qui achete les semences, les donne a credit jusqu'apres la recolte mais s'il s'agit des productions hors campagne, chacun est libre de produire n'importe quelles speculations, de ce fait, achete ces intrants la où il veut. On utilisait beaucoup d'engrais chimiques mais maintenant, on a diminuee vraiment les doses utilisees car on avait constate que l'utilisation de l'engrais chimique diminue le temps de conservation des legumes. Nous passons la journee au champ excepte pour les membres qui doivent faire la cuisine, ils viennent le matin, retourne a midi pour cuisiner et puis revenir car le champ est tres loin (7km du village). Parel-ba en collaboration avec ANCAR nous ont formes en compostage, maraichage. Ils nous ont formes durant 4 mois a Santhie Bere. On etait deux participantes dans notre GIE, la presidente et son adjointe. On ne partait pas tous les jours, ils nous appelaient parfois et on partait. La formation se passait toute la journee et etait theorique et pratique. Conaf nous a aussi formes durant un mois à Karang. 7 membres du GIE etaient partis. Apres toutes les formations, les participants ont demultiplie. Woulanafa nous a formes en maraichage (pepiniere, repiquage, fabrication de produits phytosanitaires organiques, compostage). Il venait parfois chez nous mais parfois c'est nous qui partions. Leur formations ne sont pas regulieres raison pour laquelle c'est difficile de dire combien de fois il nous a forme. Les formations etaient theoriques et pratiques. Toutes les formations que nous avons recues etaient en wolof. PEDIS nous a aussi formes en anacarde a Fatick. On partait regulierement durant 3 mois. A notre retour, on faisait des porte-apporte pour sensibiliser les membres sur l'importance de l'anacarde pour les encourager a s'y investir davantage. On leur avait demande de nous equiper pour que nous puissions se lancer dans les activites mais il n'y avait pas assez de materiel pour que nous puissions en avoir et en plus de cela, nous n'avions pas de local, unite de transformation pour garder le materiel. On a beaucoup appris en agriculture a travers ces formations mais on souhaite toujours recevoir des formations pour renforcer nos capacites. Nous souhaitons egalement des formations sur la saponification, l'elevage, et la lutte phytosanitaire. Mais nous ne pourrons pas payer pour se former car on ne va pas s'entendre par contre si on doit se deplacer pour se former, ca ne posera pas probleme. Il y'a des membres qui etaient dans le champ-ecole. On n'a pas de probleme sur la periode des formations, on peut s'organiser s'il y a des formations. Nos maris n'ont pas non plus de probleme a ce qu'on se forme, il suffit juste de leur en informer tot. En plus des probleme de mevente, nous avons aussi des problemes d'accès aux financements. Notre projet dans l'agriculture c'est que notre exploitation soit plus developpee et qu'on y integre l'elevage.

***** *G10-S

Le GIE est denomme UTAS (Unite de Transformation d'Anacarde). Il se trouve a Mboul Diame, Sokone. A part l'anacarde, nous faisons de la patisserie, nous transformons egalement des cereales. Pour l'anacarde, nous transformons que les noix, nous avions commence a transformer la pomme mais faute de materiel adequat pour la transformation, nous avons arrete en attendant d'avoir les equipements necessaires. Nous faisons egalement un peu de maraichage au sein de notre local. Oui le groupement est formalise en 2015. Au debut, on travaillait au nom de la federation regionale de l'anacarde,

apres on a trouve mieux de formalise notre groupement pour travailler a notre propre compte. Au debut, le groupement comptait une cinquantaine de membres. Maintenant on est 5 membres. Par contre seule une trentaine de membres est active. Pour etre membre, il suffit juste de s'engager, on ne demande pas une somme d'argent pour l'adhesion. Oui le groupement a son bureau. Oui nous avons des partenaires financiers comme : ANPDI (equipement et formation), Biostar (equipement), PUDC (equipement et formation) et la mairie de Sokone. Ce sont ces partenaires qui nous ont construits les equipements en place. Il y'a aussi Nébéday, l'UGB (equipement et formation) et l'universite Sine-saloum qui vient de commencer avec nous. Nous avons beneficie d'une formation de 3 jours par l'ITA. La formation fut payee par PUDC. Trois membres etaient partie suivre la formation a Thies et au retour, elles ont demultiplie la formation aupres des autres membres. La formation portait sur : les mesures de securite, le processus et les normes de certification et fabrication. La formation fut theorique. L'interprofession de l'anacarde nous a egalement paye une formation avec le PACAS. La formation portait sur la gestion de stock, la formalisation d'une cooperative et les techniques de transformation. La formation a dure 3 jours dans notre unite combinant theorie et un peu de pratique. Les formations sont deroulees en wolof et en francais parcequ'il y'a des choses qui sont difficiles a expliquer en wolof. Avec l'ANPDI, nous avons fait beaucoup de formations : technique de transformation, gestion, gestion de stock, elaboration de plan d'affaire, entrepreneuriat etc...il fut notre premier partenaire depuis 2009. On a recu plus de formations d'elle. Nous possedons un champ d'anacardier et de manguier et c'est la-bas où nous trouvons une partie des noix que nous transformons, le reste, on l'achete dans la ville. Nous vendons la production dans les foires, la ville, a Toubacouta. Parfois des clients viennent en chercher ici. Lors de la transformation, chaque membre vient et on travaille ensemble. Neanmoins, chaque membre a un role qui lui est affecte dans l'unité. Oui nous travaillons toute l'annee. Chaque jour, on vient travailler meme si on ne transforme pas, on fait autre chose comme la pâtisserie. Pour le travail, on essaie de s'adapter en fonction de la disponibilite des femmes. Ce qui fait que si un membre n'a pas le temps de participer au travail, il n'y a pas de probleme. Les problemes que nous rencontrons sont : la meconnaissance de l'entrepreneuriat par les villageois. Nous souhaiterions beneficier de formations sur les techniques de transformation pour que nous puissions produire en qualite, renforcer nos formations avec l'ITA sur la securite, la qualite et la normalisation et certification des produits, nous avons egalement besoin de formation sur la gestion de l'unité, le marketing, le processus de conservation de l'anacarde et les sous-produits de l'anacarde (noix et pomme) (huile, lait, beurre....). Presentement, le groupement ne peut pas payer des formations parce que nous n'avons pas encore les moyens. Pour le deplacement, nous en n'avons pas de problemes. Pareille pour la periode, durant toute l'annee, on est disponible pour se former. On prefere les formations le matin et en wolof. La formation des femmes est contrainte par la courte duree et la theorie alors que nous avons plus besoins de pratique. Il y'a aussi l'inadequation entre ce qu'ils nous apprennent et ce dont nous avons besoin. Comme problemes, nous avons : le manque d'equipements. Nous avons comme projets agricoles: d'obtenir des equipements de qualite et de transformer beaucoup de produits car l'anacarde a beaucoup de sous-produits. Et pouvoir exporter a l'international.

Annexe 6 : Transcription des entretiens semi-directifs des différents clusters

**** *F1_type1

*Age_44

*Activites_Agriculture_Ostreiculture_TPA

*Presidente

*Instruction_Alphabetisation

*Village_Dassilame_serere

Je suis dans l'agriculture, l'ostreiculture et la TPA et halieutiques. Je transforme la tomate et les huîtres. J'ai reçu des formations en ostreiculture. J'ai appris dans ce domaine la transformation et l'élevage mais la formation sur l'élevage n'est pas complète. J'ai reçu des formations en pépinière, repiquage, compostage, fabrication de produits phytosanitaires par ANCAR. Ces formations ont été faites dans le périmètre et pratique, démonstrative et théorique. J'ai commencé l'agriculture et l'ostreiculture depuis longtemps avec mes parents. J'ai commencé depuis toute petite mais de manière traditionnelle. C'est avec l'arrivée du projet qu'on a appris à transformer les huîtres fraîches mais les formations ne sont pas complètes car on n'a pas appris à emballer les huîtres et j'aimerais avoir des formations sur les techniques d'emballage des huîtres mais aussi la durée de vie du produit après transformation. Néanmoins, si d'autres formations sont disponibles je participerai. Dans l'agriculture je souhaite me former en transformation de l'oignon et les autres légumes car c'est la transformation de la tomate que j'ai juste faite grâce à Nafoore par l'intermédiaire de Alido à Kaolack. La formation était pratique et on est parti se former à Kaolack 3 fois par année, chaque fois, on durait 3 jours à Kaolack. Les formations me sont utiles car avant la formation, je séchais les huîtres et je perdais en poids par contre avec la transformation que j'ai apprise, je gagne en poids. Pour la tomate aussi, je perdais les tomates ou vendais à bas prix mais maintenant, je transforme cela et je vois que c'est plus rentable mais mon problème dans la transformation c'est que je manque de matériel et d'équipement, je n'ai pas non plus d'unité de transformation. Avec les formations en agriculture, on a appris à conduire nos cultures de façon organiques, on n'utilise plus les produits chimiques et nos rendements sont devenus plus importants. Mon problème dans l'agriculture c'est le manque d'eau et les problèmes phytosanitaires. Durant ces 3 dernières années, il ya une maladie qui fatigue l'oignon. A chaque fois que la bulaison commence, les oignons commencent à pourrir. L'araignée rouge aussi est un problème qu'on rencontre et on n'a pas de produits contre elle. Je souhaite aussi me former en lutte phytosanitaire. Pour les formations, je n'ai pas de problèmes pour les modalités mais je préfère quand même les formations en groupe pour que chacun puisque comprendre et ensemble, on va lutter contre les problèmes phytosanitaires puisque nous produisons en groupe. Je préfère que les formations ne soient pas courtes car le plus important pour une formation c'est que tout le monde maîtrise ce qui est enseigné. Je sais qu'avec une formation, on pourra lever certaines contraintes. On a aussi un problème de vente dans l'agriculture. Dans l'avenir, je souhaite vraiment avancer dans l'agriculture car c'est la seule activité que j'ai actuellement. Si je vois d'autres opportunités et que cela est plus rentable que l'agriculture, je peux me lancer dans cette activité et abandonner l'agriculture mais actuellement, c'est l'agriculture l'activité qui me procure de l'argent. Mes suggestions envers les structures de FAR c'est qu'elles prennent en compte les besoins des femmes en

compte. Qu'elles nous accompagnent en materiel aussi pour qu'on puisse mettre en pratique ce qu'elles nous ont appris.

**** *F2_type1

*Age_39

*Activites_Agriculture_Ostreiculture_Apiculture

*Membre

*Intruction_3e

*Village_Dassilame_Serere

Je m'active dans l'agriculture et l'ostreiculture. J'ai commence l'agriculture chez mes parents depuis longtemps mais l'ostreiculture, je l'ai commence avec la cooperative d'il ya 3 ans. Dans le perimetre j'ai fait 5 ans environ. J'ai fait des formations en pepiniere, repiquage, compostage et fabrication de produits phytosanitaires avec ANCAR. On a fait les formations dans le perimetre. Dans l'ostreiculture, j'ai appris l'elevage et la transformation des huitres avec Wetland et ICD-Afrique. La transformation des huitres je l'ai faite a Dionewar pendant 3 jours et l'elevage dans notre perimetre. On a fait les guirlandes ensemble avec les formateurs ensuite on est parti installer les guirlandes mais le suivi c'est nous qui assurons cela. Dans l'ostreiculture, notre probleme c'est le manque d'equipement. On a des tenues mais les mesures sont petites ce qui fait que beaucoup de femmes n'ont pas de tenues et si on part en mer sans tenue, on se blesse souvent. Je suis aussi dans l'apiculture. Dans l'agriculture notre probleme c'est le manque de tracteur. Avant le demarrage des activites, la parcelle est trop enherbees et au moment ou on veut demarre la campagne, on n'a pas de tracteur ce qui retarde le debut de la campagne. On a aussi un probleme phytosanitaire. Les insectes piquent la tomate, les oignons aussi pourrissent pendant la bulaison. Les formations me sont utiles car maintenant, on fabrique le compost. Avant, on epandait le fumier directement dans le champ et cela causait des attaques aux cultures. On fabrique maintenant aussi nos propres produits phytosanitaires et c'est moins cher que les produits chimiques qu'on utilisait avant. Je souhaite me former en saponification mais aussi en transformation des cereales. Dans l'agriculture, je veux me former en lutte phytosanitaire. Je souhaite recevoir plus de formations en lutte phytosanitaire. Pour les formations, je n'ai pas de probleme pour les modalites. Je peux aussi me deplacer pour me former. Avec une formation peutetre on aurait moins de problemes dans nos activites. Dans l'avenir, je veux devenir une grande agricultrice et devenir autonome. Je produis tout ce que je mange. Je veux faire de l'agriculture mon activite de tous les jours. Pour les structures de FAR de suggere qu'elle mecanise l'agriculture et qu'elles offrent des formations qui pourront rendre l'agriculture plus developpee en termes de rendement.

**** *F3_type1

*Age_63

*Activites_Agriculture_Ostreiculture

*Membre

*Instruction_Inexistant

*Village_Nema_Ba

Je suis dans l'agriculture et l'ostreiculture. J'eleve des huîtres, moules et symbium. J'ai commence ces activites depuis plus de 20 depuis que je suis petite, je le faisais avec mes parents. Je n'ai jamais fait de formation en ostreiculture mais en agriculture j'ai fait une formation en compostage, en fabrication des produits phytosanitaires. Je cultivais aussi les grandes cultures mais mes enfants m'ont demande d'arreter cela maintenant je ne cultive que des legumes dans la cooperative. Je cultive de l'oignon, du piment, aubergine, tomate, poivron etc... Les formations en agriculture me sont utiles car j'ai appris le compostage qui rend vraiment nos cultures productives. J'ai aussi appris le repiquage et il ya une difference avec ce qu'on avait l'habitude de faire. Nos produits sont maintenant de qualite et se conserve mieux actuellement puisqu'on produit du bio. Mon probleme dans l'agriculture c'est les problemes phytosanitaires mais aussi la mevente. On n'a pas ou vendre nos produits ni de magasin de stockage. Avant de vendre les oignons, on perd plus de la moitie puisqu'il nya pas magasin de stockage adequat. Si on avait des produits pour lutter contre les problemes phytosanitaires ce serait mieux car on perd beaucoup a cause d'eux. Mon probleme dans l'ostreiculture c'est le manque d'equipement. Si on part en mer sans equipement, on se blesse souvent. J'aimerais recevoir une formation en lutte phytosanitaire mais aussi toute autre formation car bientôt on va demarrer la campagne de l'oignon. Je prefere les formations en groupe car c'est toujours mieux d'apprendre en groupe parceque si tu oublie, quelqu'un d'autre peut se souvenir de cela.

**** *F4_type1

*Age_3 »

*Activites_Agriculture_Ostreiculture

*Membre

*Instruction_Seconde_Arabe

*Village_Nema_Ba

Je suis dans l'agriculture, l'ostreiculture mais aussi la vente d'habits. J'ai commence l'agriculture et l'ostreiculture depuis toute jeune, j'accompagnais mes parents. Depuis 5, je suis carrement dans l'agriculture mais quand j'étudiais, j'accompagnais ma mère dans ces activités. J'ai une fois fait une formation en ostreiculture, ça portait sur les guirlandes. Je ne connais pas la structure qui nous a formé. La formation a duré 3 jours. La formation m'était importante car je le faisais de manière traditionnelle. Pour le maraîchage, je n'ai jamais reçu de formation car avec le commerce, je manquais parfois de temps. Je souhaite me former en maraîchage car actuellement je suis en train de repiquer du piment, il a des attaques mais je ne sais pas quoi faire pour y remédier donc si j'ai une formation en lutte phytosanitaire, ça me sera utile. Je veux aussi me former en transformation des huîtres. Les termites sont aussi un problème que je rencontre dans l'agriculture, elles mangent mes

cultures. Toutefois, je suis partante pour toute formation disponible. Pour l'ostreiculture, mon problème c'est le manque d'équipement et de matériel. Je préfère les formations en groupe parce que je peux oublier certaines notions et puis l'union fait la force. Pour la durée, si c'est trop long, ça peut poser problème parce qu'on est des mères de famille, ça peut nous bloquer mais si c'est dans le village, on peut se débrouiller. L'essentiel c'est que la formation soit utile. Dans l'avenir, je veux devenir une grande agricultrice. Je cultive aussi du riz et du bissap et cela depuis longtemps mais le maraîchage, je l'ai commencé d'il y a 5 ans maximum. Mes suggestions envers les structures de FAR c'est qu'elles nous offrent plus de formations.

**** *F5_type1

*Age_33

*Activites_Agriculture_Ostreiculture

*Membre

*Intruction_Inexistant

*Village_Nema_Ba

Je suis dans l'agriculture et l'ostreiculture. J'ai reçu une formation en ostreiculture, guirlande. La formation m'a permis de savoir que les coques des huîtres sont utiles et peuvent reprendre parce qu'avant, on jettait les coques, on ne connaissait pas leur utilité. J'ai aussi appris l'élevage et la transformation des huîtres et moules. J'ai aussi fait une formation sur la qualité des huîtres et moules. J'ai fait cette formation à Toubacouta mais je ne connais pas les offreurs de formation. Mais je suis intéressée par des renforcements de capacités en ostreiculture. Dans l'agriculture, j'ai fait une formation en transformation de la tomate pour démultiplication en une journée, pratique. J'ai compris la transformation de la tomate et je transforme cela. Dans l'ostreiculture, je n'ai pas de problèmes. Au champ, mon problème c'est la clôture qui est gâtée, le manque d'eau et les problèmes phytosanitaires. Si je pouvais avoir une formation en lutte phytosanitaire, ce serait bien. Je préfère les formations en groupe car je peux oublier mais si c'est en groupe, les autres peuvent retenir quelque chose que j'ai oublié surtout que je ne sais pas écrire. Quant à la durée de la formation, je n'ai pas de problème mais l'essentiel pour moi c'est que les formations soient utiles. Mais je veux aussi que les formations soient longues si possible. Dans l'avenir, je veux devenir une grande agricultrice mais aussi dans l'ostreiculture. Ce n'est pas difficile de faire l'ostreiculture car elle ne me prend pas beaucoup de temps et puis, on part pas tous les jours donc facilement on peut la cumuler avec d'autres activités comme l'agriculture. Je cultive du riz, mais aussi des légumes comme le piment, l'oignon, la tomate, le poivron. On cultive durant toute l'année, on est toujours en activité. On veut vraiment que le problème d'eau et de clôture soit résolu car on arrose actuellement à tour de rôle et cela n'arrange pas les cultures car on doit toujours arroser. Pour les structures de FAR, je suggère qu'elles nous offrent plus de formations même celles qu'on ne connaît pas car il ya des formations qui nous peuvent être utiles mais qu'on ne connaît pas. Puisque ce sont elles qui sont dans le domaine, elles connaissent mieux les formations dont nous avons besoin.

**** *F1_type2

*Age_36

*Activites_Agriculture

*Membre

*Intruction_Arabe

*Village_Aidara

Je suis dans l'agriculture car j'avais commence l'elevage mais ca n'a pas marche, les chevres sont toutes mortes, j'ai alors arrete. J'ai fait l'agriculture pendant 5 ans. Je le faisait avant qu'on nous octroie le champ. Je produisais de l'oignon, de la tomate, du bissap, de l'aubergine, du poivron, du jaxatu dans une parcelle de mon oncle. C'est ma mere et moi qui cultivions cette parcelle. Cette annee on nous a octroye un champ, c'est maintenant la-bas que je cultive. Je vends les legumes a Karang. C'est avec le GIE que je vais produire pendant l'hivernage parceque pendant l'hivernage, les hommes recuperent leur champ pour la campagne hivernale. Nous utilisons les engrais chimiques avant le GIE mais cette annee c'est le GIE qui nous a offert l'engrais. Quand mes plants ont des attaques, j'appelle mon vendeur de semences pour qu'ils m'orientent et me dit les produits que je dois utiliser. Il vient chaque jeudi dans le village pour vendre des produits phytosanitaires mais aussi des semences. Parfois, il vient au champ pour voir les attaques et nous dit les produits qu'on doit utiliser et comment les utiliser. On labour le champ mais c'est le GIE qui paye. Je ne fais que l'agriculture mais parfois je fais du petit commerce dans les ecoles mais ca ne marche pas trop. J'ai fait des formations dans le champ par ANCAR. La formation se passe dans le village ou au champ. Je n'ai jamais recu d'autres formations. Les formations de ANCAR sont recurrentes, j'ai fait a peu pres 3 formations avec eux. J'ai appris, la preparation du sol, la conception de planches, le repiquage, la pepiniere. Les formations etaient theorique, pratique et demonstrative. On passait les journnees. C'est à travers le groupement que j'ai eu les formations. Mes problemes dans l'agriculture sont le manque d'eau, les problemes phytosanitaires a cause du manque d'eau. On a aussi un probleme de mevente, de main d'œuvre, manque d'equipement et de materiel. On est toujours avec nos oignons. Les clients nous proposent 5000FCFA par sac alors que c'est trop bas ce prix. Cette campagne, j'ai produit que de l'oignon. Mon projet dans l'agriculture c'est l'elevage si je recois une formation en elevage, je veux aussi produire plus si j'ai la main-d'œuvre, augmenter mon espace agricole. Je veux me former aussi en lutte phytosanitaire. J'ai aussi fait une formation en riziculture a Toubacouta. C'est ANCAR qui m'a formee. On m'a appris les techniques culturales, la pepiniere, le repiquage. La fertilisation. La formation a dure 2 jours mais durant tout le long du cycle du riz, je partais regulierement s'il yavait des activites à faire surtout la fertilisation. Je ne produis pas le riz, ce sont les hommes qui produisent mais je les accompagne dans la pratique puisque j'ai ete formee pour cela. Je peux meme payer pour me former mais je n'ai pas assez de moyen donc je ne peux pas depasser 25000FCFA pour une formation. Je prefere que les formations soient en wolof ou en mandingue.

**** *F2_type2

*Age_40

*Activites_Agriculture

*Membre

*Instruction_CFEE

*Village_Nema_ba

Je fais l'agriculture. Je travaille dans le champ du GIE. Je cultive de l'oignon, du chou, poivron, aubergine, jaxatu, tomate, du riz, du mil, de l'arachide. Je ne labour pas ma parcelle car je n'ai pas les moyens. J'achete les semences dans le village a travers le GIE. J'utilise les terres du GIE. Je n'utilise pas les produits chimiques. Si les plantes ont des attaques, je fabrique les produits phytosanitaires que j'utilise pour traiter mais je ne maitrise pas la lutte phytosanitaire. J'avais recu une formation sur la fabrication des produits phytosanitaires pendant 3 jours mais j'ai oublié l'offreur de formation. La formation etait faite au champ. C'est la seule formation que j'ai recue. L'offreur de formation vient souvent en visite et nous donne des conseils. Ma culture principale c'est l'oignon. Je fais aussi l'ostreiculture mais je n'ai pas d'autres activites. Je veux bien m'investir en elevage mais je n'ai pas assez de formation, les moyens financiers me manquent aussi car j'ai etait forme en elevage de moutons pendant 2 jours chez moi de 15h à 17h. C'est la commune de Toubacouta qui l'avait envoye nous former, certains membres du groupement. Mes problemes dans l'agriculture sont les problemes phytosanitaires, le manque d'eau, le manque de securite du champ (cloture gatee), manque de financement, manque de materiel, j'utilise une bassine pour arroser mes plants. Mes projets agricoles c'est l'elevage. Je fais l'ostreiculture avec le groupement et nous gardons les benefices dans notre caisse mais on se partage une certaine somme, le reste on laisse dans la caisse pour nos besoins ulterieurs. Je veux me former en elevage mais aussi dans la lutte phytosanitaire. Si les plants ont des attaques, je fabrique des produits à base de plantes naturelles, savon, piment etc... et l'appliquer. Pour les autres problemes, je ne fais rien car je n'ai pas les moyens. Je souhaite que les formations se passent au champ parceque pendant la saison seche, on est presque a tout moment au champ.

***** *F3_type2

*Age_51

*Activites_Agriculture

*Membre

*Instruction_Arabe

*Village_Taiba

Je suis dans l'agriculture et je cultive de l'oignon, de la tomate, du poivron, du chou et du gombo sur une seule parcelle car je manque de main d'œuvre. J'étais dans l'elevage et

j'avais 5 chevres et 5 poulets locaux mais ils sont tous morts de maladie. J'avais appele le veterinaire mais n'empeche je les ai perdus tous. Cette annee, chez moi, on a perdu tous nos animaux. Cette annee suis confrontee à un manque d'eau et les problemes phytosanitaires. Je n'ai recolte que 20 sacs d'oignon alors que les annees passees, je recoltais plus de 50 sacs. C'est avant-hier que j'ai vendu l'oignon. La machine etait en panne et on n'avait pas la piece manquante ce qui a entraime le manque d'eau. Actuellement, on n'arrose qu'a l'aide des panneaux solaires. J'etais decouragee et j'ai failli abandonne meme l'agriculture. En plus le champ est trop loin du village. Je n'ai pas recoltee de tomate car il yavait un champ de riz a cote de nous. Lorsque le proprietaire a laboure son champ, tous les insectes ont envahi notre champ et y ont cause des ravages surtout nous qui avons des parcelles à leur cote. Cette annee ce sont les insectes qui ont gate notre production. On avait achete un produit chimique aupres du vendeur qui vient dans le village. C'est lui-même qui nous a propose le produit et nous a explique comment l'utiliser. L'oignon etait plus rentable quand meme raison pour laquelle on se focalise plus sur l'oignon. Je fais egalement la commercialisation de l'anacarde pendant la periode ou les noix sont disponibles. J'ai fais une formation sur la culture de la tomate et de l'oignon avec parel-ba. On a appris le repiquage, le compostage. Mes projets agricoles est de cultiver plus de speculations surtout l'arachide. Mais puisque je n'ai pas d'equipement, je ne peux pas le faire. Si j'avais un financement, mes projets agricoles c'est de m'équiper pour agrandir ma parcelle ou meme m'acheter un terrain pour l'agriculture. Je ne maitrise pas la culture de la pomme de terre. Je souhaite me former en agriculture surtout sur les techniques culturales de l'oignon. Je veux bien pour la pomme de terre mais c'est penible de travailler la pomme de terre tel que je vois les hommes dans notre champ le font. Si j'ai les moyens, je pourrais meme payer pour me former. Je prefere des formations en wolof car je n'ai pas fait l'école francaise.

**** *F4_type2

*Age_45

*Activites_Agriculture

*Adjointe

*Intruction_Alphabetisation

*Village_Keur_Sambel

Je suis uniquement dans l'agriculture. Je cultive de la laitue, de l'oignon, du poivron, de la courgette. C'est avec notre champ que j'ai commence le maraichage. J'ai egalement chez moi un petit espace ou je cultive pendant toute l'annee du gombo et du bissap car dans notre champ, on nous empeche souvent de cultiver le bissap car les femmes disent que le bissap attire les insectes. Mes enfants m'aident souvent au champ. Je paye aussi aux enfants pour qu'ils me fassent certaines operations. Cette annee je n'ai pas recolte beaucoup d'oignon car la pepiniere etait en retard et avant la recolte, il faisait dejà chaud dans la zone. J'ai egalement cultive de la pomme de terre et j'ai eu 10 sacs. J'ai egament produis du navet. Pour la courgette j'ai gagne plus de 50000FCFA. Le bissap et le gombo c'est juste pour la consommation familiale. Je vends la production a Toubacouta, Sokone mais aussi Nébéday achete souvent la pomme de terre. C'est moi qui fabrique mon

compost et les produits phytosanitaires. Je ne fais que l'agriculture parceque je ne vois pas d'autres opportunites. Au champ, je n'ai pas assez de probleme a part la penibilite de l'arrosage. J'ai recu des formations mais je ne connais pas les noms des structures qui m'ont formee. J'ai fait une formation en compostage et fabrication de produits phytosanitaires avec Nébéday. Je souhaite recevoir une formation en elevage. Je ne peux pas commencer l'elevage car je n'ai pas encore les moyens financiers. Je suis preneuse de toute formation dans l'agriculture. Mon projet agricole est d'avoir un champ bien equipe. Je veux m'investir dans l'elevage car c'est plus rentable et moins penible.

**** *F5_type2

*Age_20

*Activites_Agriculture

*Membre

*Intruction_Inexistant

*Village_Aidara

Je suis dans l'agriculture. Je suis a ma premiere annee dans le maraichage mais je cultivais les grandes cultures en famille. Je cultive de l'oignon, du gombo, du bissap. Cette annee j'ai recolte 10 sacs. Le bissap et le gombo c'etait pour la consomation familiale. L'oignon est toujours avec moi car je n'ai pas vu de client. J'ai achete de l'engrais, c'est la cooperative qui nous donne les intrants a credit mais j'ai achete aussi de l'engrais a Karang. Je ne travaille que dans l'agriculture. Je n'ai pas fait de formation car je n'ai pas ete choisi par la cooperative pour suivre les formations. Au moment de la demultiplication, je n'etait pas presente non plus, faute de temps. Mon probleme dans l'agriculture c'est le manque d'eau et les problemes phytosanitaires. Pendant l'hivernage, je vais aller au champ avec la famille mais je vais quand meme continuer a cultiver dans la cooperative. Le matin je vais travailler dans le champ familial et le soir dans la cooperative. Je suis dans l'agriculture uniquement parceque je ne vois pas autre chose que je peux faire. Je souhaite me former en lutte phytosanitaire mais aussi en techniques culturales. Si les formations sont payante peutetre que je pourrais payer mais c'est mon mari qui va decider car c'est lui qui va payer pour moi. Je suis aussi disponible pour me former

**** *F6_type2

*Age_36

*Activites_Agriculture

*Membre

*Intruction_CFEE

*Village_Tabanding

Je suis uniquement dans l'agriculture mais je suis aussi la secretaire du forage du village. Je cultive du poivron, du piment, gombo, bissap, oignon, de la laitue sur 5 planches, de la tomate sur une seule parcelle. Je viens de commencer l'agriculture, je suis a ma premiere annee. J'ai recolte 120 kg mais je ne vends pas. Je l'ai garde pour la consommation car meme si je le vends, je vais encore acheter. Lors de la tabaski c'est cet oignon qu'on a utilise mais j'étais libre aussi de le vendre. Pour la tomate j'avais environ 2 bassines. Je vendais le grand seau a 1500FCFA car il y en avait beaucoup sur le marche. J'ai fait une formation a Toubacouta sur le microjardinage. Je l'ai fait 3 jours avec Nébéday. On a construit les tables, et planter. J'ai demultiplié theoriquement la formation car on a pas le bois pour faire les tables et puis on n'en a pas besoin car on a déjà la terre mais la formation etait quand meme interessante car peut etre un jour on peut se retrouver en ville et dans ce cas on n'en aura beoин. J'ai fait des formations aussi en repiquage, compostage, fabrication de produits phytosanitaires avec Nébéday au champ. Les formations fut vraiment interessantes car on produit du bio. Je maitrise tout ce qu'on m'a appris. Je n'ai pas de probleme dans l'agriculture. Vraiment Nébéday nous aide. J'ai un probleme de materiel quand meme, si je pouvais avoir des arrosoirs. Mon probleme dans l'agriculture c'est les problemes phytosanitaires et cela c'est presque partout. Je n'ai pas de grand projet dans l'agriculture car je ne vois pas d'avenir dans l'agriculture. Je souhaite m'investir dans le commerce. Je suis dans l'agriculture parceque tout le monde dans le village est dans l'agriculture. Je souhaite recevoir des formations en marketing pour commencer le commerce. Je prefere les formations pendant la saison seche parceque pendant l'hivernage les enfants ne sont pas la alors qu'ils m'aident dans les travaux menagers. Je prefere les formations le matin puisque le soir je suis a la cuisine. Pour le payement, ca depend de la somme.

**** *F7_type2

*Age_63

*Activites_Agriculture

*Membre

*Intruction_Inexistant

*Village_Tabanding

Je suis dans l'agriculture. Je cultive du bissap, gombo, oignon, laitue, poivron, navet. J'ai aussi 4 chevres, 25 poulets, 2 anes. Je vends aussi des legumes. J'ai un champ mais ce sont mes enfants qui l'exploitent car je suis malade. On m'a prete un champ d'un hectare ou je cultive de l'arachide, du mais, du mil. Au GIE, je ne fais que les petits travaux mais ce sont mes enfants qui travaillent pour moi a cause de ma maladie. Je vends ma production dans le village, il ya un commerçant qui vient dans le village l'acheter. Les prix dependent du marche, je ne fixe pas mes produits. J'appelle le veterinaire au debut et a la fin de l'hivernage. Au champ, chaque semaine, il y'a un technicien vient nous accompagner 2 fois. On a commence avec Nébéday cette annee car on vient d'avoir le champ cette annee. Cette annee j'ai beaucoup d'oignon mais j'ai oublie le prix. J'avais aussi fait du navet mais finalement ca ne produisais plus. Actuellement, j'ai mis du gombo pour l'hivernage. J'ai fait une formation en pepiniere, compostage, mais c'etait avant l'octroi du champ. Je fais partie aussi de la federation and liguey Niombato. J'ai egalement fait les formations en

compostage, fabrication de produits phytosanitaires dans le champ avec le GIE mais je savais déjà faire tout cela car je l'ai fait avant. Vraiment les formations me sont importantes car cette année même si toutes les parcelles furent attaquées par les ravageurs, ma parcelle a échappé. Car avant de repiquer l'oignon, je séche le neem à l'ombre, je le pile et le mets dans ma parcelle tout en arrosant durant 3 jours avant de repiquer. Ainsi, mes plants ne sont jamais malades en plus ça lutte contre les termites. J'ai aussi fait une formation en gestion de caisse. Mon problème dans l'élevage c'est le manque de moyen financier car plus tard ça sera mon activité principale. Je n'ai pas assez de problème dans l'agriculture mais je souhaite l'arrêter et m'investir dans l'élevage et le commerce. Je suis disponible pour une formation et prête à payer si la somme n'est pas élevée. Je souhaite que les formations soient en serère ou wolof.

**** *F1_type3

*Age_60

*Activites_TPA_Commerce_elevage_microjardinage

*Membre

*Instruction_BFEM

*Village_Ndangane_Sokone

Je suis très active dans tout ce qui est développement local. Je suis dans la TPA. Je transforme des produits halieutiques, céréales, fruits et légumes, j'ai fait aussi la teinture. J'ai fait des formations dans tous ces domaines. Je vend des produits agricoles et anacardier. J'ai fait aussi une formation en maraîchage à travers le champ que la mairie avait octroyé aux femmes de Sokone mais le champ ne fonctionne plus. Actuellement, je fais le microjardinage chez moi. Je fais également l'élevage et j'ai reçu une formation dans ce sens. J'éleve des moutons de race. La formation je l'ai faite au service d'élevage de Sokone. C'est la mairie qui l'avait payée pour les femmes. Elle avait duré 3 jours. On nous a appris là-bas comment élever les moutons et vaches mais aussi comment transformer le lait. C'est la mairie qui nous avait payé la formation en microjardinage. On avait appris comment confectionner les tables et conduire les cultures. La formation en TPA, c'est une femme qui venait de Kaolack qui nous a formé. C'est le GIE qui avait payé grâce au soutien financier de personnes ressources. Je vend mes produits dans le pays mais aussi à l'extérieur j'ai des commandes. J'ai accès aux financements que ce soit au GIE ou à la banque. Je n'ai pas de problème de financement car je suis une personne ressource et je suis la deuxième personne à avoir adhéré à la banque ici à Sokone. Si j'ai besoin de financement, quel que soit la somme, je l'obtiendrais. Je pars souvent en réunion à Fatick dans la banque car je suis le seul membre ici à Sokone. Mon problème dans la transformation, c'est le manque d'intrants même si on est en collaboration avec les producteurs. On achète aussi souvent en quantité pour stocker mais n'empêche, il nous arrive de ne plus avoir un stock. Nous faisons des publicités à la radio de Sokone et ils nous arrivent de recevoir des clients grâce à cela. Il est vrai que j'ai fait beaucoup de formations mais j'ai aussi besoin de renforcement de capacités et de toute autre formation qui tourne autour du développement local. Mes suggestions envers les structures de FAR c'est qu'elles descendent sur le terrain pour connaître les réalités du milieu et les besoins

en formation des femmes. Les femmes ont vraiment besoin de formations sur la gestion et le marketing car les femmes ne comprennent pas comment calculer la rentabilite de leur activite. Elles croient qu'elles gagnent alors qu'en realite, elles n'ont aucun benefice. Notre probleme aussi c'est le manque d'equipement et d'unité de transformation. Nous n'avons pas d'equipement mais juste les petits ustensiles pour cuisiner. On travaille tous les jours mais parfois on reçoit des commandes alors on est obligé de produire en quantité surtout à l'approche de certaines fêtes. Je vend mes produits au Sénégal comme à l'extérieur. Nous avons besoin d'équipements.

**** *F2_type3

*Age_3 »

*Activites_TPA_Environnement

*Presidente

*Intruction_6^e

*Village_Mboul_Diame

Je suis dans la TPA mais dans tout ce qui est environnement, reboisement, conservation,... C'est par manque de temps que j'ai arrêté ce côté de l'environnement mais il fut mon activité car j'ai même une aire protégée. J'ai reçu pas mal de formation en TPA tel que les techniques de transformation, gestion, entrepreneuriat, leadership... Recemment j'ai fait une formation sur la sécurité alimentaire avec l'ITA. J'ai aussi fait une formation au Ghana et en Côte d'Ivoire pour devenir formatrice. J'ai commencé la transformation avant la formalisation de notre GIE. Je faisais l'activité de façon traditionnelle. Je transforme l'anacarde, les fruits et légumes et les céréales. Je fais aussi la pâtisserie. Ces formations me sont utiles car j'ai changé de pratique et je forme aussi mes proches. Nous produisons tous les jours mais en petites quantités en hivernage car l'écoulement pose problème mais c'est le stock qui nous pose plus problème raison pour laquelle nous produisons en petites quantités. Nous avons un problème d'équipement aussi ce qui fait que nous ne pouvons pas produire en quantité. Nous avons des machines grâce à PUDC mais elles ne sont toujours pas installées car l'électricité est trop faible pour les supporter, ces sont des machines de grandes capacités mais le partenaire offreur s'en charge seulement que le coup est important. Nous faisons également la pâtisserie et je vend aussi. J'ai besoin de stagiaires pour assurer le côté marketing car nous avons des comptes sur les réseaux sociaux mais nous ne pouvons les animer. Nous avons besoin de formation en technique de transformation, traçabilité, hygiène et sécurité, conditionnement, les emballages adaptés. Nous avons des partenariats avec les producteurs. Cette année nous avons même tenu une réunion de pré-campagne avec les producteurs mais malheureusement nos machines ne sont pas installées. J'ai besoin de soutien financier, technique mais aussi d'investissement. J'ai besoin aussi d'être accompagnée du côté de la visibilité et de la participation au foir. Mes suggestions envers les structures de FAR, c'est qu'elle descende sur le terrain pour connaître les besoins en formation car ce sont elles les experts elles connaissent mieux que nous ce dont nous avons besoin en termes de formation. Je souhaite également qu'elles prennent en compte les jeunes et les personnes handicapées. Je voudrais également qu'elles prennent en compte le niveau d'instruction des femmes en

compte car ce n'est pas important d'amener les femmes dans un hotel de luxe et leur parler du français alors qu'elles ne comprennent pas le français. Je ne transforme qu'à travers le GIE mais je ne transforme pas chez moi.

**** *F3_type3

*Age_26

*Activites_TPA_Maraichage

*Membre

*Instruction_

*Village_Mboul_Diame

Je suis dans la TPA mais aussi le maraîchage sur une parcelle qu'on m'a prêté. Je cultive du piment, chou, jaxatu, citronnier, Nébéday. Je n'ai jamais fait une formation en maraîchage mais c'est ma passion. Je transforme qu'à travers le GIE et j'amène chez moi pour vendre. C'est la formation en céréales en 10 jours que j'ai faite. J'ai aussi fait une formation en élevage à travers une association basée à Kaolack qui avait payé la formation pour certaines femmes de la commune. On avait appris l'aviculture mais aussi la gestion et un peu d'entrepreneuriat. La formation avait duré une semaine. J'ai commencé la transformation avant l'arrivée mais grâce à la formation reçue, j'ai constaté un changement car auparavant on transformait de façon traditionnelle mais actuellement je sais les mesures de sécurité et d'hygiène et je vois que mes produits sont de meilleure qualité comparés au passé. Pour la TPA j'ai un problème de financement et du côté du maraîchage, j'ai un manque d'équipement et de matériel ce qui rend ma production pénible. Je n'ai aucun matériel au champ. Je n'ai plus non plus d'équipement chez moi pour la transformation, du coup, je pars à l'unité pour transformer. Je n'ai pas de problème d'écoulement car j'ai des clients. Je fais des publicités sur les réseaux sociaux ainsi je vends même en dehors de Sokone. J'ai besoin de formation en pépinière pour pouvoir produire des pépinières et vendre. Je veux aussi me former en transformation des fruits et légumes car je ne sais pas encore transformer cela. Pour les stocks, j'ai des clients c'est pourquoi je veux vraiment m'investir dans la transformation mais aussi dans le maraîchage. Je ne transforme que les céréales car je ne maîtrise pas les autres techniques de transformation. J'ai opté pour la formation car c'est le domaine que je trouve important. Toutefois, je suis prête pour toute formation car je veux vraiment travailler. Je vend aussi de la friperie.

**** *F4_type3

*Age_26

*Activites_TPA

*Membre

*Instruction_4^e

*Village_Mboul_Diame

Je suis dans la TPA uniquement, je n'ai pas d'autres activités. J'ai commencé à transformer dans le GIE, auparavant, je ne transformais pas. Je n'ai jamais fait de formation ni dans la TPA ni dans un autre domaine car je suis indisponible. Je vis seule du coup, je n'ai pas le temps de suivre des formations. Je transforme des céréales, de l'anacarde et je fais aussi de la pâtisserie. Je produis en GIE et on travaille chaque jour en petite quantité mais si nous avons une commande, nous produisons beaucoup. Personnellement, je ne dispose pas de matériel ni d'équipement mais en GIE, nous possédons du matériel et nous avons une unité de transformation, c'est là-bas où je fais la transformation. La production, on se la partage pour vente. Moi je vends dans le village. Je n'ai pas non plus accès au financement. Je n'ai pas de besoin en formation car je compte abandonner l'activité et me tourner vers autre chose et je n'ai pas non plus le temps de me former, je suis indisponible. Je n'ai pas de projets agricoles non plus. Mon problème dans la transformation c'est le manque de moyen financier et de formation. Je n'ai pas de difficultés pour écouler ma production, j'ai déjà des clients pour cela. Je n'ai pas de relation avec les autres acteurs de la chaîne de valeur agricole car c'est le GIE qui achète les stocks. Je n'ai vraiment pas besoin de soutien puisque je risque d'abandonner l'activité par manque de temps. Je n'ai rien à dire aux structures de FAR.

**** *F5_type3

*Age_26

*Activités_TPA_Petit commerce

*Membre

*Intruction_inexistant

*Village_Ndangane_Sokone

Je suis dans la TPA mais je fais aussi le commerce. Je vend de la glace et des habits que j'achète à Dakar. J'ai commencé la TPA avec le GIE et c'est là-bas uniquement que je pratique la transformation. Chez moi c'est le commerce qui m'occupe. J'ai fait des formations à travers le GIE, en transformation de céréales, fruits et légumes et saponification. La formation en céréales a duré 2 semaines et était pratique. Je veux bien une formation mais en groupement. Je suis intéressée par toute formation qui touche à la TPA. Mes problèmes c'est le manque de moyen financier, d'équipement, d'unité de transformation et matériel pour m'investir dans le commerce et transformer chez moi. Je n'ai pas accès aux financements. Je n'ai rien à dire aux structures de FAR. Je veux devenir une grande commerçante mais tout en restant dans la TPA.

**** *F1_type4

*Age_40

*Activités_Agriculture_elevage_TPA_Commerce

*Présidente

*intruction_inexistant

*Village_Dielmo

Je suis dans la production agricole, la TPA, l'elevage mais aussi le commerce. J'ai trois parcelles au champ et je suis aidee par mes enfants. Je ne travaille qu'a la cooperative pendant la saison seche mais pendant l'hivernage, je ne cultive que quelques speculations maraicheres et de l'arachide mais cette annee je veux cultiver du niebe a la maison car le champ est trop loin d'ici alors que je suis malade. Je produis de l'oignon, de la tomate, du chou, de l'aubergine, du jaxatu, de la laitue, du gombo et du bissap. Depuis que je suis née je suis dans l'agriculture. J'elege des poulets de chair, des bleus d'hollande, des lapins et des chevres. Je n'ai pas de probleme dans l'elevage car je suis formee dans l'elevage et ils ne mangent pas les aliments industriels. Je l'ai laisse souvent sortir pour manger dans la cour de la maison, je fabrique aussi moi-même les aliments que je leur donne en utilisant des os, du poisson seche, de l'arachide etc... Pour les chevres, je leur donne du foin quand il n'y a plus d'herbe sec dans la brousse, pendant l'hivernage, je les attache a la maison et chercher de l'herbe fraiche pour elles. Pendant la saison seche, je les laisse divaguer, elles reviennent le soir. La formation en elevage je l'ai faite a Toubacouta avec SolidAgro. Durant trois mois, on partait durant 15 jours/mois à Toubacouta dans la federation and liguey Niombato. Apres cela, nous sommes descendus sur le terrain durant un mois dans 52 villages pour vacciner les animaux. A l'approche de chaque hivernage, on nous donne des vaccins pour vacciner les animaux de nos villages. Dans l'agriculture, j'ai appris l'étude de marche, le traitement du sol, le compostage, la fabrication de produits phytosanitaires grace à ANCAR a travers un champ-ecole. Le compostage c'est ANCAR et Woulanafa qui nous ont formés. Avec ANCAR, durant le champ-ecole, 6 mois, nous avons appris presque le maraichage car on produit du bio. J'ai une formation en TPA aupres de Alido. La formation s'est etalee sur deux semaines. La premiere semaine on a transforme la tomate. A mon retour, j'ai transforme la tomate en poudre et kethup et je l'ai emporté a la deuxième rencontre ce qui m'a valu lorsque Alido devait avoir des invites, une deuxième formation toujours dans la transformation de la tomate. J'ai aussi appris la teinture a Dakar. Lorsque je suis revenue dans le village, j'ai aussi fait un renforcement de capacites dans la teinture à Toubacouta. J'ai aussi fait une formation sur la saponification à Toubacouta avec SolidAgro, c'était sur un jour. Les aliments du betail que je fabrique aussi je l'ai appris dans la federation And liguey Niombato. Mes problemes dans l'agriculture c'est la non maîtrise des techniques culturales surtout pour les legumes racines. J'ai aussi un manque de moyen financier car dans le champ, on nous dit que nous devons produire la même chose alors que la cooperative n'a pas les moyens. Pour l'elevage, mon probleme c'est le manque de local, poulailler, enclos moderne. Les animaux sauvages entrent dans nos poulaillers pour capturer les poules. J'achete des tomates en plus de ma production que je transforme pour les vendre. Pour le prix de vente des produits, je me base sur le marché, je ne fixe pas les prix. Je n'ai pas de strategies de marketing. Je vends mes produits dans le village et les villages environnants. Je veux bien m'investir dans l'agriculture si les conditions sont reunies. Il est vrai que j'ai reçu des formations dans mes domaines d'activites mais je souhaite d'en recevoir davantage. Je veux surtout recevoir des renforcements de capacites en technique culturale et lutte phytosanitaire. L'essentiel c'est de recevoir des formations, en groupe ou individuellement, cela ne me derange pas. Mes projets agricoles c'est d'avoir de l'équipement pour l'elevage et m'y investir davantage. Je veux aussi avoir une ferme integree ou je pourrais pratiquer l'agriculture, l'elevage et la TPA. Je n'ai pas de strategies

de vente, je fixe mes prix en fonction du marché. Ces activités je les pratique depuis longtemps.

**** *F2_type4

*Age_51

*Activites_Agriculture_elevage_TPA_commerce

*Secretaire

*Intruction_CFEE

*Village_Taiba

Je transforme et vends l'anacarde. J'achète les noix dans le village à 1000 FCFA ou 700 FCFA le kilogramme. Puis je revends à 5000-7000 FCFA dans le village ou à Karang. Je vend aussi des légumes et j'ai une boutique aussi. J'éleve des moutons, chèvres, poulets locaux et de chairs. L'année dernière en début d'hivernage, j'ai acheté une trentaine de poulets de chairs mais malheureusement à cause de l'hivernage j'ai tout perdu depuis lors je n'ai pas acheté encore car j'ai plus d'argent. Pour l'agriculture, je ne fais que le maraîchage mais les grandes cultures, je ne les produis pas. Néanmoins, j'accompagne mon mari au champ. Pour le maraîchage, je produis de l'oignon, du piment, de la laitue, de la pomme de terre, de la tomate, du chou sur une parcelle dans le GIE. J'ai fait un champ-école avec ANCAR à Santhiébere. On a fait la formation durant 4 mois, on partait chaque 15 jours par mois. On a appris les techniques culturales, la pépinière, le repiquage, le compostage, la fabrication de produits phytosanitaires. Les formations étaient théoriques et pratiques. Je partais à Santamba aussi pour voir leur pratique puisqu'elles ont commencé l'agriculture avant nous. Depuis 23 ans (2002) je suis dans l'agriculture. J'ai arrêté l'agriculture durant 3 ans car j'étais malade. Je vendais mes produits dans le village si les commerçants viennent. J'ai un problème de vente car les commerçants l'achètent à bas prix. Dans l'agriculture aussi, j'ai un problème de vente car tout le monde dans la zone produit en même temps. On peut vendre parfois même à 500 FCFA la bassine de tomate. On utilise dans l'agriculture du fumier, du compost mais aussi des engrangements chimiques mais on utilise ces derniers en petites quantités car on nous a conseillé de diminuer les engrangements chimiques et on a constaté que l'engrangement détruit vite nos produits. Mise à part les formations reçues d'ANCAR à travers le champ-école, je n'ai pas reçu d'autres formations mais je souhaite d'en recevoir. Je suis restée 3 années sans travailler dans l'agriculture car j'étais malade du coup je veux des renforcements de capacités pour reprendre. Je veux me former en agriculture, en élevage, commerce. Même si les conditions ne sont pas réunies, je vais reprendre l'agriculture cette année. Je ne fixe pas les prix mais c'est le marché qui détermine les prix. Mes problèmes dans mes activités c'est le manque d'eau, la vente, la distance par rapport au champ, les maladies des animaux. Mon projet agricole c'est d'agrandir mon espace agricole et d'avoir ma propre parcelle mais aussi de développer mon activité d'élevage et de commerce. Je n'aurais pas de problème pour mener les trois activités car il y a ma fille qui travaille avec moi. J'ai aussi un manque de moyen financier et technique. Je nourris les poulets de chairs avec de l'aliment industriel et pour les chèvres, du foin et de l'herbe.

**** *F3_type4

*Age_53

*Activites_Agriculture_elevage_Commerce

*Membre

*Intruction_Inexistant

*Village_Aidara

Je suis dans l'agriculture, j'eleve aussi des poulets locaux et quelques chevres. Si les animaux sont malades, j'appelle le veterinaire qui est a Karang. Je cultive de l'aubergine, jaxatu, gombo, poivron, oignon, tomate et presque tous les legumes. J'ai commence l'agriculture depuis longtemps. Avant qu'on nous octroie le champ, je cultivais pendant la saisozon seche chez moi mais puisqu'on a un champ maintenant, je ne cultive que la-bas. J'achete les engrais a Karang. Auparavant si nos cultures avaient des attaques, on demandait a nos vendeurs d'intrants agricoles les produits a utiliser pour le traitement car on n'avait personnes a qui demander. Je vends aussi de l'anacarde et je l'achete dans le village mais pour vendre, je le donne aux jeunes garcons qui partent a Dakar ou je le vendsa Karang. Je n'ai jamais fait de formation. Mon probleme principal c'est la mevente. Jusqu'à present je n'ai pas vendu ma recolte d'oignon. J'ai egalement un probleme phytosanitaire. Je ne maitrise pas la lutte phytosanitaire. Si j'ai une formation sur la lutte phytosanitaire ce serait mieux car ca m'aiderait a traiter mes cultures si toutefois elles ont des attaques. Je souhaite aussi me former en elevage. D'ailleurs, je prefere me former en elevage car c'est mieux pour moi. Je suis un peu agee et pour moi, l'elevage est plus facile. Toutefois, je continuerai a cultiver mais je prefere l'elevage. Je souhaite me former sur la lutte phytosanitaire mais aussi en technique de vente. Mes projets agricoles aussi c'est d'avoir mon propre champ et de m'investir davantage dans l'elevage. Je souhaite aussi avoir un financement pour faciliter la realisation de mes projets agricoles. Je n'ai pas de contrainte pour suivre une formation a part les jours de marches Mercredi et vendredi. Je prefere que les formations soient en mandingue car c'est la langue que je comprends le plus mais je me debrouille bien aussi en wolof. Si j'ai les moyens aussi, je peux payer pour me former. Je prefere les formations en groupe.

**** *F4_type4

*Age_34

*Activites_Agriculture_elevage_TPA_Commerce

*Presidente_femmes_cooperative

*Intruction_inexistant

*Village_Nema_ba

J'eleve des poulets de chairs et des chevres. J'achete les poussins a Kaolack ou Sokone et je les vends dans le village. Les poussins je les nourris avec de l'aliment industriel mais pour les chevres, je les nourris avec du foin et de l'herbe. Je fais appel a celui qui me vends les

poussins et c'est lui qui me conseille les produits à acheter pour le traitement mais depuis que j'ai commencé, je n'ai pas rencontré de grandes difficultés sur leur santé. Je fais appel aussi au vétérinaire à l'approche de l'hivernage et à la fin de l'hivernage. Je fais vacciner les chèvres aussi par le vétérinaire. Je laisse les chèvres divaguer dans la brousse. Pour l'agriculture, les partenaires nous rendent visite seulement mais ils ne nous aident pas techniquement. Je suis formée qu'à travers le groupement en compostage, pépinière, fabrication de produits phytosanitaires. J'ai reçu une formation en ostréiculture avec Nébéday. Je suis dans l'agriculture depuis 6 ans. Actuellement, je ne fais l'agriculture que pendant l'hivernage parce que la clôture de notre champ s'est gâtée. Dans l'agriculture, mes problèmes c'est les problèmes phytosanitaires, le manque d'équipement et de matériel, la divagation des animaux car la clôture s'est gâtée, la non maîtrise des techniques culturales des légumes racines et le manque de moyen financier. Pour l'élevage, j'ai aussi un problème financier. J'ai toujours une passion pour l'élevage depuis que je suis née. Je veux m'investir dans l'agriculture seulement que c'est difficile avec le champ non clôturé. Si je produis, les animaux vont tout manger mais si toutefois la clôture est réparée, je vais reprendre les activités agricoles. Mes projets agricoles c'est de me réinvestir dans l'agriculture et de posséder une ferme avicole. Je cultive de l'oignon, de la tomate, du gombo, du bissap, de la laitue, de l'aubergine, du jaxatu... Je souhaite recevoir des formations en techniques culturales des légumes racines, en élevage et en lutte phytosanitaire.

**** *F5_type4

*Age_41

*Activites_Agriculture_elevage_Commerce

*Membre

*Intruction_inexistant

*Village_Dielmo

J'ai fait au moins dans l'agriculture 10 ans. Pendant l'hivernage je produis du gombo, de l'aubergine et pendant la saison sèche l'oignon, la tomate, le jaxatu, le piment et l'aubergine si j'ai les semences. J'ai fait des formations dans l'agriculture dans le GIE mais je ne maîtrise pas ce qu'on m'a appris. J'ai fait une formation sur la technique de repiquage de la tomate mais aussi le compostage. Les autres formations comme les traitements phytosanitaires je ne les ai pas faites, j'avais voyagé à Sokone. Pour traiter mes plantes, je demande aux hommes de faire les traitements pour moi. Ce sont nos partenaires qui me vendent les produits phytosanitaires car ils nous disent que les produits chimiques ne sont pas bons. Mes problèmes c'est principalement l'oignon. Les années passées on n'avait pas de problème avec l'oignon mais ces années-ci, nos oignons ont souvent des attaques. Pour le commerce, je vends des légumes mais aussi des mangues. Je l'achète à Medina pour revendre dans le village. Le problème que j'ai avec le commerce c'est la chercher des produits. Parfois je n'ai aucun bénéfice. Ce n'est pas moi qui fixe les prix et je n'ai pas de stratégie de marketing. J'avais des chèvres mais j'ai presque tout perdu. Il ne me reste qu'une seule. Il y a un vétérinaire dans les villages environnants et je l'appelle souvent mais cette fois-ci, je suis sortie aller au marché et avant mon retour, elles sont toutes mortes. Je

n'ai jamais fait de formation en élevage. Je nourris les chevres avec de l'herbe, du foin. Je les laisse divaguer aussi pendant la saison seche. Je souhaite me former en élevage mais aussi en maraichage surtout en santé animale, les techniques culturales et la lutte phytosanitaire. Je ne suis pas trop active dans l'agriculture à cause du manque de moyen financier parce que parfois, je n'ai pas du quoi acheter des semences. Si toutefois, j'ai les moyens financiers, je vais produire davantage des légumes. Mes projets agricoles c'est de relancer mon élevage et de m'investir davantage en agriculture. C'est le GIE qui nous octroie les semences d'oignon à crédit, on paye après la campagne. L'essentiel c'est de recevoir des formations que ce soit en groupe que ce soit en solo.

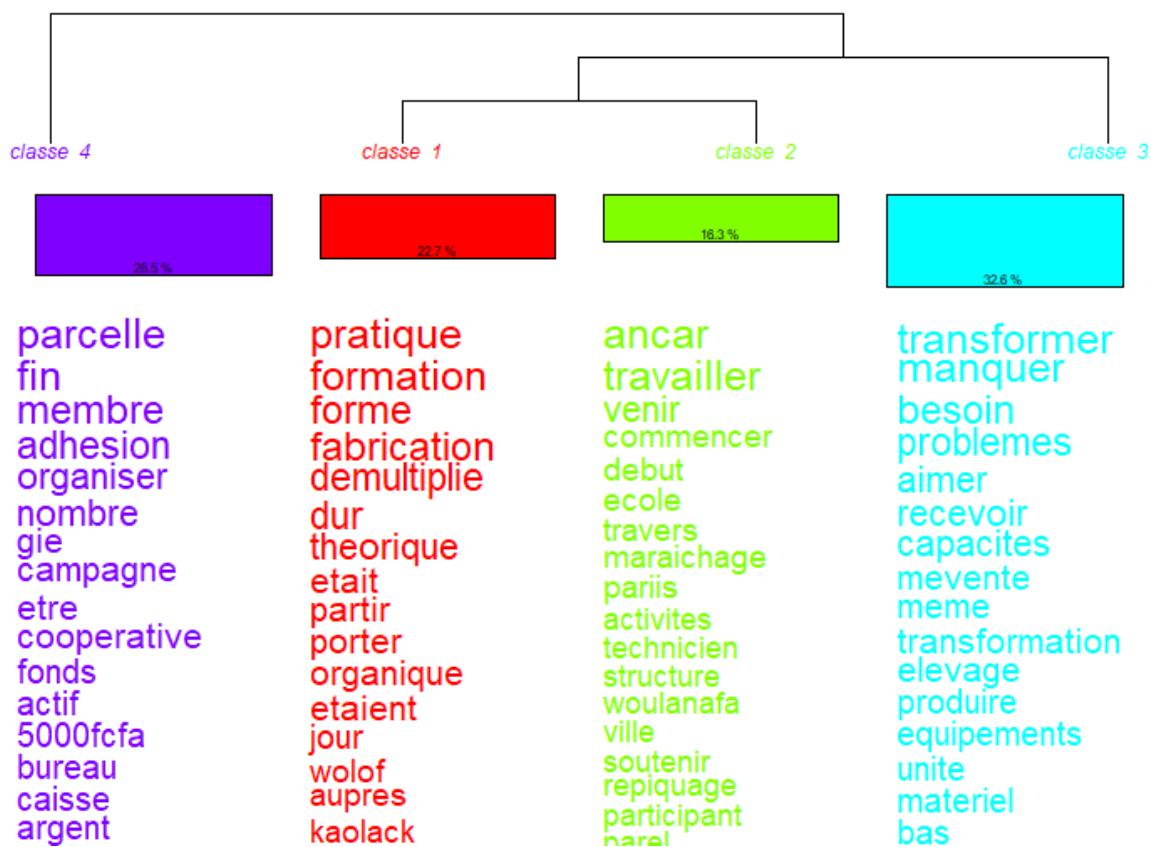
Annexe 7 : Classification hiérarchique ascendante des agricultrices

Centroids of clusters Table

Type	Agr	EI	TPA	CPA	Ost	Système_irrigation_non-adapté	Non_maîtrise_technique_culturelle	Manque_eau	Problème_physiosanitaire	Mévente	Faible_productivité	Manque_moyen_matiériel	Manque_moyen_financier	Manque_ressources_humaines	Formations_reçues
1	0,979	0,083	0,271	0,083	0,104	0,125	0,979	1,000	0,792	0,979	0,979	0,000	0,729	0,000	0,604
2	0,790	0,065	0,371	0,097	0,032	0,113	1,000	0,435	0,839	1,000	0,952	1,000	0,952	0,016	0,758
3	0,071	0,000	0,929	0,000	0,000	0,071	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,143	0,071	0,000	0,643
4	0,978	0,178	0,022	0,022	0,333	0,422	0,978	0,000	0,800	0,956	0,933	0,089	0,733	0,022	0,711

Agri : agriculture ; EI : élevage ; TPA : transformation des produits agricoles ; CPA : commercialisation de produits agricoles ; Ost : ostréiculture

Annexe 8 : Dendrogramme issu de la CHD réalisée sur le corpus du discours des groupements de femmes



Annexe 9 : Dendrogramme issu de la CHD réalisée sur le corpus des différents types de femmes

